

59/1



305182605U

pr. 1929.

Ruth Cannon

~~1 + 7/6.~~

WORCESTER COLLEGE
OXFORD
LIBRARY

PHILIPPE II

DU MÊME AUTEUR

ROMANS

<i>Le Sang des Races</i>	Un vol.
<i>La Cina</i>	Un vol.
<i>Le Rival de don Juan</i>	Un vol.
<i>Pépète et Balthasar</i>	Un vol.
<i>Cardenio</i>	Un vol.

(ALBIN MICHEL)

<i>Une Destinée : Jean Perbal</i>	Un vol.
<i>Les Bains de Phalère</i>	Un vol.
<i>La Concession de Madame Petitgand</i>	Un vol.
<i>Sanguis Martyrum</i>	Un vol.
<i>L'Infante</i>	Un vol.

(ARTHÈME FAYARD)

<i>L'Invasion</i> (Bibliothèque Plon, n° 35).....	Un vol.
<i>Mademoiselle de Jessincourt</i> (Bibliothèque Plon, n° 114)	Un vol.
<i>L'Infante</i> (Bibliothèque Plon, nos 152 et 153)	Deux vol.

(LIBRAIRIE PLON)

HISTOIRE ET VOYAGES

<i>Louis XIV.</i> (ARTHÈME FAYARD.)	
<i>Louis XIV. Édition illustrée.</i> (Librairie PLON.)	
<i>Devant l'Islam.</i> (Librairie PLON.)	
<i>Le Livre de la Méditerranée.</i> (Librairie PLON.)	
<i>Le Jardin de la Mort.</i> (ALBIN MICHEL.)	
<i>La Grèce du soleil et des paysages.</i> (ARTHÈME FAYARD.)	
<i>Le Mirage oriental.</i> (PERRIN.)	
<i>Saint Augustin.</i>	} (ARTHÈME FAYARD.)
<i>Les plus belles pages de saint Augustin.</i>	
<i>Autour de saint Augustin.</i>	
<i>Le Sens de l'Ennemi.</i>	
<i>Les Pays méditerranéens et la guerre.</i> (LA RENAISSANCE DU LIVRE.)	
<i>Les Villes d'or.</i> (ARTHÈME FAYARD.)	
<i>Idées et portraits.</i> (Librairie PLON.)	
<i>Philippe II à l'Escorial.</i> (L'ARTISAN DU LIVRE.)	

CRITIQUE

<i>La Fin du classicisme et le retour à l'antique.</i> ARTHÈME FAYARD.)
<i>Gustave Flaubert.</i> (ALBIN MICHEL.)
<i>Flaubert à Paris.</i> (Cahiers verts, GRASSET.)

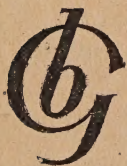
Ce volume a été déposé à la Bibliothèque Nationale en 1928.

1 5
59 / 1
LOUIS BERTRAND

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

PHILIPPE II

— UNE TÉNÉBREUSE AFFAIRE —



DORCESTER COLLEGE
OXFORD

PARIS

BERNARD GRASSET

61, RUE DES SAINTS-PÈRES

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE : TREIZE EXEMPLAIRES
SUR PAPIER MONTVAL (GASPARD MAILLOL), NUMÉRO-
TÉS MONTVAL I à 10 ET I à III ; SOIXANTE-SEIZE
EXEMPLAIRES SUR VÉLIN PUR FIL LAFUMA, NUMÉ-
ROTÉS VÉLIN PUR FIL I à 70 ET I à VI ; ET CINQ CENT
SOIXANTE-DIX EXEMPLAIRES SUR PAPIER ALFA SATINÉ
OUTHENIN-CHALANDRE, CONSTITUANT PROPREMENT ET
AUTHENTIQUEMENT LA PREMIÈRE ÉDITION, NUMÉROTÉS
I à 550 ET I à XX. IL A ÉTÉ TIRÉ EN OUTRE DIX-SEPT
EXEMPLAIRES SUR PAPIER HOLLANDE RÉSERVÉS AUX
BIBLIOPHILES DU NORD, NUMÉROTÉS I à 15 ET I et II.

WORCESTER COLLEGE

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays, y compris la Russie.

Copyright by Bernard Grasset, 1929.

Tous les partis ont été, sont ou seront persécuteurs. Tous les partis ont appelé justice ce qu'ils imposent et cruauté ce qu'on leur fait subir.

GOBINEAU : *La Fleur d'Or*, p. 126.

I

UNE TÉNÉBREUSE AFFAIRE

C'EST une étrange histoire que cette espèce de duel qui, pendant près de vingt ans, au milieu des plus extraordinaires péripéties, se soutint et s'éternisa entre le redoutable Philippe II et son non moins redoutable secrétaire, le très astucieux et très perfide Antonio Pérez.

Si connue qu'elle soit, il n'est peut-être pas inutile de la résumer tout d'abord à grands traits et, j'ajoute, sous la forme romanesque et conventionnelle que la plupart des historiens modernes ont acceptée et qui a fini par s'imposer à l'opinion comme vérité admise et reconnue.

Philippe II a un secrétaire très intelligent, très habile, particulièrement expert au déchiffrement des dépêches : Antonio Pérez. Or, le Roi, pour

Voir notre *Philippe II à l'Escorial* (L'Artisan du Livre, éditeur), qui forme, en quelque sorte, la préface de la présente étude.

des raisons secrètes, croit devoir se méfier de son frère naturel, Don Juan d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas, — lesquels sont alors en pleine révolte contre la domination espagnole, — et, il se méfie particulièrement du secrétaire de celui-ci, Jean Escovedo, qui a toute la confiance de son maître et qui a fini par prendre sur lui un réel ascendant. Pérez, qui se dit l'ami à la fois de Don Juan et d'Escovedo, encourage les soupçons du Roi et, de concert avec lui, il tend un piège à Escovedo et à Don Juan, en feignant d'être leur complice et en sollicitant leurs confidences. Ceux-ci se laissent prendre au piège. Pérez, qui traduit leurs dépêches chiffrées, les présente à Philippe en des termes tellement compromettants qu'ils apparaissent comme de véritables rebelles. Convaincu de la culpabilité de son frère et surtout de celle d'Escovedo, qu'il considère comme son âme damnée, il songe aux moyens de se défaire d'eux, ou tout au moins de les mettre dans l'impossibilité de nuire.

Sur ces entrefaites, Escovedo débarque à Santander, sous prétexte de venir demander au Roi, de la part de son maître, des subsides pour combattre les Flamands révoltés, en réalité, prétend Pérez, pour soulever le pays. Philippe prend peur et, s'il faut en croire Pérez, lui donne l'ordre écrit de le débarrasser d'Escovedo.

Ce dernier, avant d'être le secrétaire de Don

Juan, a été l'écuyer de Ruy Gomez de Silva, prince d'Eboli, familier de Philippe II, qui l'a marié à Anna de Mendoza une des plus riches héritières du royaume. Ruy Gomez est mort depuis longtemps. Or Pérez est l'amant de la veuve, la princesse d'Eboli, qu'il compromet au vu et au su de toute la cour. Escovedo, en bon écuyer, fidèle à la mémoire de son premier maître, réproouve hautement la conduite de Pérez et de la Princesse. Celle-ci, très hautaine et très violente, prend fort mal les représentations d'Escovedo et, comme il la menace de tout révéler au Roi, elle demande à Pérez, son amant, de la débarrasser, elle aussi, de ce censeur importun. Pérez, fort de l'ordre du Roi, n'hésite pas. Après maintes tentatives d'empoisonnement, il fait assassiner Escovedo par des spadassins à gages.

Grand émoi dans Madrid. La femme et le fils d'Escovedo demandent justice. Mais Philippe leur fait conseiller, dans leur intérêt, de se désister de leur plainte. Et en même temps, il rassure Pérez, son complice. Il favorise la fuite des assassins. Malgré l'opinion publique qui accuse son secrétaire, il affecte même de le garder à son service, comme si rien ne s'était passé... Et puis, peu à peu, l'attitude du Roi se modifie. Quinze mois après le crime, il fait arrêter Pérez et la princesse d'Eboli, qui va rester enfermée jusqu'à la fin de ses jours

dans son château de Pastrana. Alors, pendant onze ans, avec des alternatives de rigueurs et d'adoucissements, de hâte et de rémission, vont commencer contre Pérez toute une série de poursuites. Pérez accuse son souverain de le poursuivre hypocritement pour un crime que lui-même a commandé et il insinue que l'acharnement de Philippe contre lui s'explique par la jalousie et le ressentiment amoureux. A l'en croire, le Roi, épris de la princesse d'Eboli, aurait été féroce ment jaloux de son secrétaire.

De là les persécutions acharnées qu'il lui fait subir, le traînant d'une prison et d'une juridiction à l'autre, le soumettant à la torture pour l'obliger à avouer un crime dont il n'a été que l'instrument, puis le condamnant à une mort infamante. Et finalement, Pérez s'étant évadé de sa prison, Philippe le poursuit jusqu'en Aragon. Il essaye de le faire condamner de nouveau par les tribunaux aragonais et, en désespoir de cause, il le livre à l'Inquisition comme coupable d'hérésie. Mais, grâce à ses amis de Saragosse, Pérez s'évade une seconde fois et vient se réfugier en France, d'abord à Pau, puis à Paris, où, protégé par Henri IV, il écrit le récit de ses malheurs et ameuté l'opinion européenne contre son persécuteur.

Telle est, à peu près, l'aventure que Pérez lui-même nous raconte et qui a fini par obtenir créance même auprès des plus graves historiens.

On nous dira : « A quoi bon exhumer cette vieille et sinistre histoire, cette horrifiante série de cruautés et de vilenies ? » Évidemment, elle manque un peu d'actualité. Mais tant pis pour l'actualité, si cette vieille histoire est, en même temps, qu'une des plus romanesques, des plus dramatiques et des plus colorées, une des plus évocatrices de toute une époque. J'ajoute que ce fut une véritable « affaire », comme nous disons aujourd'hui, — une affaire sensationnelle, qui, par son importance européenne et quasi mondiale, par les proportions extravagantes qu'elle prit, par les passions furieuses qu'elle déchaîna, ne peut être comparée qu'à cette célèbre affaire qui, il y a trente ans, agita notre pays et, on peut le dire, le monde entier, et le divisa en deux camps également acharnés. Elle s'y compare encore par son caractère en quelque sorte cryptographique. C'est une « ténébreuse affaire » qui eût réjoui un Balzac, avec des parties d'ombre qui paraissent à jamais irréductibles ; un écheveau d'intrigues aux fils extrêmement compliqués et embrouillés, — une affaire de trahisons, de dépêches falsifiées, d'empoisonnements et d'assassinats, histoire sur laquelle les documents authentiques ne projettent qu'une

lueur très insuffisante et qui, dans ses parties essentielles, semble devoir rester toujours hypothétique.

On ne se flatte pas de la débrouiller, d'apporter une solution nouvelle aux problèmes qu'elle pose. Mais, comme disait autrefois Brunetière : « L'intérêt et le profit de ces problèmes historiques, — par les recherches qu'ils exigent, la connaissance des hommes, des mœurs et des temps, — est bien moins de se laisser résoudre, que de nous faire pénétrer plus avant dans l'esprit où l'âme même d'un siècle... »

« L'âme » que l'on voudrait essayer, ici, de pénétrer davantage, d'éclairer dans le secret dédaigneux où elle se retranche, c'est celle de Philippe II, qui s'est engagé à fond dans cette affaire, avec tous ses amours et toutes ses haines, toutes ses passions, ses préjugés les plus étroits, ses idées politiques les plus élevées, ses sentiments les plus nobles, — de sorte que cette affaire a mis en jeu et peut-être mis à nu ses instincts les plus profonds et qu'elle nous apparaît comme une sorte de résumé symbolique de tout son règne.

Ce règne, qui a duré plus de quarante ans, les conséquences politiques s'en font encore sentir dans le monde moderne. Cette figure de souverain, en dépit de tout ce qu'on peut justement lui reprocher, demeure une des plus hautes, des plus originales, des plus passion-

nantes de l'histoire. Et ce qui ajoute encore à la curiosité qu'il provoque, c'est que non seulement il est mystérieux par caractère, par éducation et par calcul, mais qu'il est à peu près inconnu de nous, tellement sa vraie physionomie a été faussée et défigurée par la réaction violente des fanatismes que le sien avait exaspérés. A tout le moins, il doit, être considéré comme un grand Latin et comme un grand Occidental, qui, une seconde fois a sauvé l'Europe de l'Islam et qui a maintenu contre la Réforme les traditions intellectuelles, esthétiques et religieuses de la latinité. C'est un des contre-révolutionnaires les plus énergiques que l'on ait vus, un de ceux qui, tout en défendant le passé, savent préparer et ménager l'avenir, qui, par toute leur conduite et par toute leur action, démontrent qu'il n'y a pas, en histoire, de mouvements irrésistibles, que l'on peut barrer la route à toutes les révolutions et que l'on n'est vaincu que lorsqu'on le veut bien. Nul exemple plus réconfortant que le sien, plus efficace contre les suggestions déprimantes du pessimisme et du déterminisme historiques et contre ce mysticisme politique qui s'agenouille lâchement devant le fait accompli ou la simple apparence de la force. A tous ces titres, Philippe II mérite le respect, sinon l'admiration. On pourrait s'en tenir là et ne pas lui demander davantage. Mais il a voulu aussi non pas seulement être un homme de bien, mais un

grand chrétien. Et cette prétention paraît tout à fait contradictoire avec le caractère qu'on lui prête et spécialement avec le rôle abominable qu'il aurait joué dans l'affaire d'Antonio Pérez.

Ce bon ouvrier de la civilisation occidentale a compromis sa réputation dans cette triste aventure : cela n'est que trop vrai. Or, on voudrait examiner, ici, si cette disgrâce est méritée et si la contradiction entre sa conduite et ses principes existe réellement. Sans avoir la prétention de tout expliquer, on voudrait seulement essayer de montrer que, dans toute cette histoire, il a été beaucoup moins coupable qu'on ne le pense et, en tout cas, qu'il y est resté fidèle à ce qui fut l'idéal le plus élevé et, on peut bien le dire, le plus héroïque de toute sa vie : résister aux révolutionnaires et aux iconoclastes, défendre dans le passé ce qui est la condition même de l'avenir, — de la vie d'un peuple ou d'une race...

Mais avant de s'engager dans cette démonstration, dans l'exposé des faits et la discussion des documents, il importe extrêmement de nous purger l'intellect de tous les préjugés qui ont cours, chez nous, tant contre l'Espagne que contre Philippe II. La présence latente de ces préjugés suffirait pour vicier d'avance le jugement du lecteur et lui rendre à peu près intelligibles les mobiles des différents personnages mêlés à ce drame historique.

II

« CATHARSIS », OU PURGATION PRÉLIMINAIRE

LE marquis de Villars, le père du célèbre maréchal, qui avait longtemps séjourné en Espagne, comme ambassadeur de Louis XIV, parlant de ce pays et de la France, posait en principe qu'il n'y a rien de plus opposé que le génie de ces deux nations.

Selon lui, elles sont contraires en toutes choses, aussi bien dans leurs intérêts que dans leur politique, leur religion, leur conception de la vie. Cela a été plus ou moins vrai de tout temps. Quoi d'étonnant si elles ne se comprennent pas ! Il est certain que l'Espagnol qui débarque en France est tout aussi injuste pour nous que peut l'être le Français pour ses compatriotes. Mais ceci regarde les Espagnols.... Quant à nous, il est non moins certain que nous arrivons en Espagne tout bardés et tout aveuglés de préjugés anti-espagnols,

préjugés malveillants ou absurdes, qui s'expliquent par de longs ressentiments dont nous avons oublié les causes et qui sont pieusement entretenus par toute une pédagogie routinière et toute une littérature de parti. Je crois bien que ces préjugés sont inextirpables, du moins tant que nos manuels scolaires et nombre de gros livres d'histoire n'auront pas été brûlés solennellement sur les autels de la critique historique.

Et c'est pourquoi le moindre écrivain chez nous se croit le droit de juger de haut tout ce qui, en Espagne, tombe à portée de sa plume. Il franchit la Bidassoa avec une grincheuse arrogance, tandis que, pour la plupart des autres pays ou des autres peuples, une dévotieuse révérence est de mise, qu'il s'agisse de la profonde Allemagne, ou de la sainte Russie, ou surtout de l'incompréhensible et admirable Islam !... L'Islam peut tout se permettre en fait de sottises, de cruautés et de barbarie : il est absous d'avance. Mais la détestable Espagne !...

A part l'Espagne de *Carmen* et celle du *Dernier des Abencérages*, celle des Gitanes et celle des Maures, — c'est-à-dire tout ce qui n'est pas l'Espagne — nous ne voulons rien en connaître.

Je constate ces dispositions d'esprit même chez des professionnels de l'histoire, qui devraient être en garde contre les entraînements et les erreurs de l'opinion. Par curiosité, j'ai tenu

à lire le seul ouvrage moderne que nous ayons en France, sur Philippe II : l'*Histoire de Philippe II*, de Forneron, compilation faite avec soin et même un certain agrément de forme, mais où j'ai retrouvé, plus ou moins sous-entendues, toutes les dispositions quineuses et toutes les préventions contre l'Espagne et contre le souverain qui en a le mieux incarné le génie. Et ainsi l'auteur n'entend rien à la plupart des faits qu'il nous raconte. Son exactitude même ne sert qu'à souligner la faiblesse et la partialité de son jugement.

Pour lui, comme pour la grande majorité des Français, l'Espagne est le pays de l'Inquisition et des courses de taureaux, de l'intolérance, du catholicisme persécuteur et intransigeant, celui qui a expulsé les Juifs et les Maures, qui a étouffé chez lui « la civilisation arabe », qui, par paresse et par fanatisme, s'est condamné à la misère et a voué son sol à la stérilité. Matériellement, tout cela est vrai, ou l'a été, mais il faudrait voir les raisons, les nécessités historiques qui expliquent ou qui justifient tout cela. Pour lui encore, l'Espagnol est un peuple sale, qui a horreur des bains, qui s'est acharné stupidement à détruire les thermes construits par les Maures. Ceux-ci, en revanche, sont un peuple bien lavé, d'ailleurs très raffiné, très cultivé, très voluptueux. La Cordoue des Califes était un lieu de délices, un foyer de lumières, tandis que l'Es-

pagne chrétienne était plongée dans les ténèbres et toutes les fanges de la barbarie et de la rusticité...

On oublie que, si les Espagnols fermaient les bains maures, c'est que certains étaient des lieux de réunions clandestines, où les faux convertis continuaient à pratiquer les ablutions rituelles et même à dire les prières musulmanes. Et ils avaient de bonnes raisons pour ne pas vouloir de Musulmans chez eux. D'autre part, on prend au pied de la lettre les admirations enfantines des annalistes arabes ou les descriptions naïves et pleines de badauderie des mémorialistes espagnols, qui nous parlent des splendeurs de Grenade ou de Cordoue. On néglige de nous dire d'où venait cette civilisation semi-païenne, à base de culture gréco-latine, que les Arabes ignorants apportaient avec eux et dont ils avaient trouvé d'assez beaux vestiges dans cette Espagne même où ils s'installèrent en parasites. Mais on ne veut rien savoir de l'Espagne pré-islamique. On veut ignorer par exemple, que l'irrigation était connue et pratiquée par les Espagnols bien avant l'arrivée des Arabes. Elle avait été introduite chez eux par les Carthaginois et les Romains. Les Maures d'Afrique ont ramené la sécheresse et la stérilité dans leur pays en abandonnant et en laissant tomber en ruines les barrages organisés par la sagesse romaine et carthaginoise. S'il y avait des barrages et des

canaux d'irrigation dans l'Andalousie musulmane, c'est qu'ils étaient entretenus par les fellahs espagnols. Et quand les chrétiens d'Espagne reprirent l'avantage, si les Maures devinrent agriculteurs, c'est qu'ils y furent contraints par leurs vainqueurs, ayant été réduits, à leur tour, à la condition de fellahs. Naturellement, le Maure n'est ni un travailleur de la terre, ni un laborieux : c'est un pirate et un mercanti. En revanche, l'Espagnol devient un grand travailleur ou un bon agriculteur, dès qu'il en a les moyens ou dès qu'il y voit son avantage. L'Algérie agricole et viticole d'aujourd'hui a été en grande partie créée par des travailleurs espagnols, supérieurs comme endurance et comme frugalité à toutes les autres races de la Méditerranée Occidentale...

On voit la conséquence de pareils partis-pris ou de pareils préjugés. Un historien convaincu d'avance que les Espagnols sont un peuple stupidement fanatique, malpropre, paresseux, ennemi de la culture et de l'esprit, interprétera tous les faits de leur histoire dans le sens le plus défavorable. Son animosité latente se traduira à la première occasion. La leçon des événements sera faussée. Toute une politique, tout un caractère lui deviendront inintelligibles.



En ce qui concerne Philippe II, les partis-pris et les préjugés ne sont pas moins invincibles qu'en ce qui concerne l'Espagne et les Espagnols en général. Et cela se remarque même chez des historiens de valeur qui sont hommes de conscience et de méthode : ainsi Mignet, dans son *Philippe II et Antonio Pérez*. Il a beau s'efforcer très honnêtement de rester impartial en nous contant cette affreuse histoire, il y apporte toutes les préventions d'un bourgeois libéral du temps de Louis-Philippe. Qu'on ne croie pas, sur cette remarque, que je veuille mettre Philippe II au-dessus de toutes les morales. Je veux bien le juger, avec tout le monde, du point de vue de la morale et même de la morale chrétienne, mais non pas celle de M. Prudhomme ou de M. Homais.

Ce qui me choque tout d'abord, en un professionnel de l'histoire comme Mignet, c'est qu'il néglige, non pas précisément de replacer le drame dans son cadre contemporain, mais de rechercher la connexion de ce drame avec les faits contemporains. Une foule de circonstances s'expliquent par cette liaison. La conduite de Philippe II, qui nous paraît incompréhensible ou odieuse, s'explique et même se justifie à la lueur de ces faits. Il est vain d'essayer de com-

prendre cette affaire d'Antonio Pérez, en négligeant les répercussions que la politique européenne et l'état intérieur du royaume ont pu avoir sur elle. La chose grave surtout, c'est de faire abstraction, en un pareil sujet, de la psychologie du Roi, ou de se contenter pour la définir, des notions courantes et plus ou moins conventionnelles sur le caractère de Philippe II. Nous essaierons de le montrer : les raisons de sa conduite, en maintes circonstances, ne sont pas des raisons politiques. Elles sont tirées du plus profond de sa conscience de chrétien, — de justicier et de monarque chrétien. Ce n'est pas seulement le souverain, c'est l'homme tout entier qui est engagé dans cette affaire.

Une autre prévention, qui est absolument inique, c'est de le tenir d'avance pour coupable. Comme Louis XIV, aux yeux de certaines gens, Philippe II est un perpétuel accusé. Quoi qu'il dise, ou qu'il fasse, il ne peut être que coupable, — et il doit être toujours condamné sans hésitation ! Il y a là quelque chose de stupéfiant et même de comique : un Mignet, en historien consciencieux, n'omet aucune des charges qui pèsent sur la réputation d'Antonio Pérez. Ces charges sont nombreuses et accablantes : il en ressort, clair comme le jour, que Pérez fut un abominable gredin ; que, dans cette affaire, à supposer que Philippe ait été aussi coupable qu'on le dit, Pérez, en tout cas, l'a été beaucoup

plus que lui... Eh bien, par une contradiction inconsciente, par une partialité plus forte que toutes les considérations de justice, l'indulgence, j'allais presque dire les sympathies de Mignet sont pour Pérez, traître, empoisonneur et assassin.

Il y a là une sorte de sentimentalité romantique analogue à celle de Victor Hugo dans ses drames : la prostituée, le révolté, l'assassin *ne peuvent être* que des personnages sympathiques. L'autorité, quelle qu'elle soit, est digne de tous les mépris. Sans doute, Mignet pense justifier son indulgence et sa pitié pour Pérez, en nous montrant que Philippe II s'est acharné contre lui, avec une basse cruauté, que cet autocrate a abusé de sa toute puissance contre un pauvre sujet désarmé et qui demande grâce, du ton le plus émouvant. Mais il suffit de lire Mignet lui-même pour se convaincre que Pérez n'était pas si désarmé que cela ; que Pérez, lui aussi, était une véritable puissance, — puissance occulte ayant des relations, des complicités et des moyens d'action dans toute l'Espagne et dans toute une partie de l'Europe. Pérez était, pour Philippe, un ennemi à sa taille, en tout cas un ennemi redoutable, qu'il ne pouvait terrasser qu'en donnant à fond contre lui. D'autre part, l'autorité de Philippe II, monarque absolu, était limitée et gênée par une foule de contraintes et d'entraves locales, dont on nous parle bien,

mais dont on ne veut pas voir l'importance et la force encore très grande. Tout cela explique la longueur de l'action, ou des actions judiciaires engagées contre Pérez. A tous ces motifs de lenteur, s'en ajoutaient d'autres tirées des habitudes et des principes politiques de Philippe qui était, par calcul autant que par tempérament, un grand temporisateur. Enfin il y avait à cette lenteur des motifs d'ordre moral : Philippe était une conscience rigoureuse et sans cesse embarrassée de scrupules, hésitant à agir ou à frapper, dans la crainte de passer à côté du bien ou du juste. Assurément il éprouva toute espèce de scrupules à l'égard de Pérez : de là certaines lenteurs, ou certains repentirs dans la poursuite du coupable. Lorsqu'il parle de sa modération et de sa clémence envers Pérez, Mignet ne voit là qu'un trait de la plus noire hypocrisie : c'est le Tartuffe qui poignarde avec onction sa victime. Pourtant si l'on examine la conduite de Philippe II dans tout le détail de l'affaire, on peut y réprover maints procédés obliques et enfin un manque de franchise et un manque de vigueur qui ne sont pas précisément très honorables, mais il faut bien convenir que ces termes de « modération » et de « clémence » correspondent assez exactement à la réalité des choses.

Pour les esprits prévenus, ces circonstances atténuantes ne comptent pas. Un monarque absolu ne peut être qu'un exécrationnable personnage.

Or Philippe II est ce personnage sous ses espèces les plus hideuses.

C'est le Tyran ennemi de la Liberté et de toutes les libertés. C'est l'oppresseur de peuples contre lequel les peuples se soulèvent au chant de *la Marseillaise* ou de la *Brabançonne*. C'est celui qui a noyé dans le sang la révolte des Flandres... Certes, on ne saurait trancher incidemment la question de savoir de quel côté était le Droit dans cette longue et atroce lutte que Philippe soutint contre ses sujets flamands. Le Droit, (par une majuscule) était évidemment pour eux, et on ne peut que blâmer les moyens employés pour les réduire. Mais c'est une mauvaise méthode, quand on a à juger d'événements semblables, de commencer par poser ou par sous-entendre ce principe que les peuples opprimés ont, par définition, tous les droits et toutes les vertus. Considérer *a priori* Philippe II comme un scélérat, parce qu'il essaie de faire rentrer dans l'ordre des sujets révoltés ou de s'opposer aux progrès d'une jacquerie des plus dangereuses, ce sont là de ces jugements sommaires et sentimentaux dont tout esprit sérieux doit se garder. Et pareillement, lorsqu'un Philippe II déclare la guerre aux *fueros*, c'est-à-dire aux libertés locales de ses sujets aragonais, c'est une présomption désastreuse pour la vérité historique, de le considérer *à priori*, et de ce seul chef, comme un malfaiteur public. Outre que

ces « libertés » provinciales étaient souvent incompatibles avec les justes exigences de l'État moderne, qu'elles étaient devenues de véritables abus, il s'agissait bien moins, dans le cas particulier des Aragonais, de défendre d'antiques privilèges que de sauver à tout prix, et sans nulle considération de justice, un camarade compromis dans une vilaine affaire. Nous le verrons : Pérez avait organisé en Aragon tout un clan qui était entièrement à sa dévotion, et ce clan défendait son chef, même contre le Roi. C'était une politique de coterie et de clocher, qui sacrifiait résolûment l'intérêt général à celui d'une bande de partisans.

Quoi qu'il en soit, aux yeux de l'historien romantique, Philippe II essayant de maintenir dans l'obéissance ses sujets flamands ou aragonais est, pour cela seul, un odieux tyran, un assassin de la Liberté. Et c'est aussi un tyran des consciences, — et c'est pour cette raison surtout qu'on lui en veut. Il est l'homme de l'Inquisition, l'allumeur des bûchers. Certainement le bûcher est un procédé abominable, et l'Inquisition, quoi qu'on puisse alléguer pour sa défense, une institution à jamais condamnable. Mais, ceci admis, veuillons remarquer que, dans toute cette lutte contre la Réforme, il ne s'agissait nullement de liberté de conscience. Personne ne voulait de cette liberté, pas plus les protestants que les catholiques : il

s'agissait d'intérêts matériels âprement disputés, intérêts matériels auxquels se mêlaient des intérêts d'ordre national. Comment s'étonner que Philippe II ait si énergiquement combattu le protestantisme, s'il voyait dans ses progrès non seulement une cause d'anarchie pour la France, mais de démembrement et, s'il en redoutait, par contagion, le démembrement et la ruine de la monarchie espagnole ?...

Dominés que nous sommes par la vieille idéologie du ^{xix}^e siècle, nous nous faisons de lui une idée très fausse. Nous nous imaginons ce monarque absolu comme un tout-puissant despote, et comme un fanatique qui abuse de sa force et de ses richesses pour tyranniser les consciences et pour étouffer la Liberté. En réalité, cette autorité soi-disant absolue est limitée par une foule d'entraves et de restrictions, par une foule de petites puissances locales qui ne veulent pas abdiquer et qui n'attendent qu'une occasion pour se rendre complètement indépendantes. Ni l'aristocratie, ni les communautés provinciales ne se résignent à la discipline étatiste. Pour comprendre les sévérités de Philippe, il faut penser à tout cela. Il faut se dire que, pour obtenir les moindres subsides de guerre de ses sujets catalans ou aragonais, il est obligé de venir les mendier en personne devant les Cortès. Il faut se rappeler que cet immense Empire qu'a été pendant un siècle ou

deux, la monarchie espagnole, est des plus fragiles et sans cesse menacé de se disloquer. Un concours exceptionnel de circonstances a été nécessaire pour que l'Espagne pût se maintenir si longtemps en Flandres. Faire passer une armée espagnole dans les Pays-Bas était toute une affaire. Et pourtant, il importe de défendre et de conserver cet héritage de Charles-Quint. Ça été un dogme de la politique espagnole au moins jusqu'à la fin du XVII^e siècle, que l'Espagne doit à tout prix se maintenir en Flandres sous peine de ne plus exister comme puissance européenne : expulsée des Pays-Bas, elle n'est qu'une sorte d'Afrique Mineure qui n'a plus voix au chapitre pour le règlement des grandes questions européennes. Que les Flandres menacent de passer au protestantisme, c'est beaucoup moins une affaire de conscience qu'une révolution politique et sociale dont les conséquences vont être désastreuses pour l'Espagne : c'est la France de plus en plus exposée à la contagion huguenote, qui, de proche en proche, va gagner la vieille Espagne elle-même. Or, l'unité nationale de ce pays existe à peine. Non seulement, il est divisé en vice-royautés qui toutes aspirent, plus ou moins à l'indépendance, mais, sur toute la surface du territoire, un ennemi irréductible est installé à demeure : ces Morisques, restés musulmans après un semblant de conversion au christianisme, et qui négocient sous mains avec

les Turcs et les Maures d'Afrique, qui leur promettent de leur livrer les ports et les citadelles. Un tel assemblage d'éléments disparates ou hostiles est éminemment instable. Il suffisait de peu de chose pour mettre tout ce monde en révolution. Aujourd'hui, on fait marcher les peuples avec des programmes sociaux et humanitaires. Au xvi^e siècle, les révolutionnaires se couvraient de prétextes religieux. On conçoit dès lors que Philippe ait considéré comme une question de vie ou de mort pour l'unité de la monarchie espagnole, de la défendre par tous les moyens et avec la plus rigoureuse intransigeance contre l'hérésie. L'hérésie entrant en Espagne, c'étaient huit siècles gâchés en pure perte, c'était tout le long et pénible labeur de la « reconquête » à recommencer. L'Islam reprenait pied dans l'Europe occidentale...

Évidemment, il ne conviendrait pas de surestimer l'importance des questions nationales ou économiques aux yeux de Philippe. Avant tout, il est un catholique de conviction profonde et absolue : il est le défenseur de la Foi. Mais il ne peut pas oublier qu'il est un souverain, qu'il est chargé, à ce titre, de la défense de grands intérêts matériels. Il est obligé de tenir compte de ces intérêts, même lorsque son zèle religieux doit en souffrir. Ainsi, avant de se décider à prendre des mesures radicales contre les Morisques, il hésita longuement, au point d'exciter le

blâme des autorités ecclésiastiques : il ne s'agissait pas seulement, en cette affaire, de l'extinction de l'Islam en Espagne, de l'écrasement de l'hérésie, mais il supputait les conséquences économiques et sociales d'un tel acte : il voyait des villes et des régions entières appauvries, le commerce ruiné, les campagnes désertes et retombées en friches par la disparition de tout un peuple de travailleurs agricoles. Il ne se décida qu'à regret et par la peur d'autres dangers pires que ceux-là.

Si bon catholique qu'il fut, les considérations pratiques et nationales avaient donc un très grand poids à ses yeux. S'il a sévi ainsi contre les huguenots et les musulmans, c'est sans doute parce qu'il avait horreur de ces hérétiques et de ces infidèles, mais c'est aussi parce qu'il les considérait comme les destructeurs de la monarchie espagnole, comme les pires ennemis de l'Espagne et de ce qu'on appelait encore la Chrétienté.

III

EXAMEN DES DOCUMENTS

CES précautions prises, essayons de nous engager dans ce dédale qu'est la ténébreuse affaire d'Antonio Pérez.

Sur quelles bases repose, en somme, cet édifice d'accusations, ce réquisitoire qui a diffamé Philippe II à la face de l'Europe, — et cela d'autant plus facilement que le Roi ne pouvait pas, ne devait pas se justifier ? Des raisons de toute espèce, de dignité d'abord, puis de prudence et de politique condamnaient Philippe au silence.

Notons d'abord que les documents originaux relatifs au procès — ou plus exactement aux divers procès qui furent intentés à Pérez, — ont tous disparu. Une note retrouvée dans les archives de Simancas et publiée dans les *Documentos ineditos para la historia de España*, — note qui paraît mériter d'être prise en considé-

ration, — nous avertit, d'ailleurs, que différentes pièces concernant l'affaire d'Antonio Pérez ont été brûlées par ordre du Roi ou sur la demande de Fray Diego de Chaves son confesseur. On en a conclu que Philippe II avait intérêt à faire disparaître ces papiers qui devaient contenir des charges très graves contre lui. Mais le Roi pouvait avoir pour cela d'autres motifs, et notamment le désir de supprimer des accusations qui entachaient l'honneur d'une grande famille, comme celle de la princesse d'Eboli, ou des calomnies qui étaient un opprobre pour la mémoire de son frère, Don Juan d'Autriche.

Notons, d'ailleurs, que Pérez, lui aussi, non seulement maquilla un certain nombre de documents, mais qu'il en détruisit beaucoup. Selon son familier, Diego Bustamente, qui partagea sa prison à Saragosse, il aurait brûlé en un jour une grande quantité de papiers. « Sur cinq liasses qu'il avait il n'en garda que deux. »

En réalité, le plus intéressé à la suppression des papiers compromettants, c'était Pérez, qui était beaucoup plus compromis que le Roi, étant accusé formellement de tous les délits et de tous les crimes possibles, depuis le faux en écritures et la trahison de secrets d'État jusqu'à l'adultère, la sodomie, l'empoisonnement et l'assassinat. Après la mort de Philippe II, la femme et les enfants de Pérez s'efforcèrent de faire réhabiliter celui-ci. Tout ce qu'ils purent obtenir, c'est

que la sentence de l'Inquisition, qui le condamnait au bûcher comme hérétique, fut annulée : ce grief d'hérésie était, en effet, insoutenable, malgré les accointances de l'accusé avec des protestants. Et c'est ainsi que les originaux du procès de Pérez par devant l'Inquisition de Saragosse ont disparu également. Ses fils, qui essayaient de récupérer des bénéfices ecclésiastiques, avaient tout intérêt à détruire les traces de cette action infamante.

Ainsi, pas de documents originaux ! Cette simple considération aurait dû rendre prudents les historiens qui se sont occupés de cette affaire... Eh bien, chose stupéfiante, c'est uniquement, ou presque uniquement d'après les allégations de Pérez, le principal inculpé, d'après ses apologies personnelles ou d'après des documents de seconde ou de troisième main, qui, souvent, ne font que répéter et paraphraser Pérez, qu'on a cru pouvoir incriminer Philippe II. Mignet, qui n'a aucune illusion sur la sincérité et la moralité de Pérez, qui le surprend, ça et là, en flagrant délit de mensonge, n'hésite pas cependant à considérer comme véridiques une foule d'allégations par le seul fait qu'elles se trouvent dans les apologies de Pérez, ou dans les documents suspects publiés autour de ses procès. Une pareille crédulité étonne et ne s'explique que par le désir inavoué de prendre Philippe II en faute.

Voyons donc quelle créance méritent les écrits de Pérez et les documents ultérieurs relatifs à cette affaire. Un tel examen critique a été fait maintes fois par des érudits ou des historiens espagnols. En général, je ne pourrai guère que me rallier à leurs conclusions.



Il faut avouer que les apologies personnelles de Pérez sont fort séduisantes et qu'elles peuvent très facilement faire illusion. Encore que gâtées de déclamation, de préciosité et de toute sorte de rhétorique, elles se lisent avec agrément et même quelquefois, avec émotion, tant l'accusé a déployé d'habileté à défendre sa cause. C'est que Pérez est un véritable écrivain, un pamphlétaire des plus redoutables, qui, comme un journaliste d'aujourd'hui, sait non seulement diffamer et ridiculiser un adversaire, mais excelle à surexciter la curiosité et à affoler l'opinion. Lorsqu'il était prisonnier à Saragosse, il inspirait ou écrivait lui-même des « pasquins » qui circulaient à travers toute la ville et toute la province et où les représentants de l'autorité royale étaient dépeints sous des traits odieux ou burlesques. On considère comme authentique un de ces libelles, qui est intitulé *Pasquin del Inferno* et où Pérez fait dialoguer ses ennemis avec des diables....

Tous ces écrits apologétiques ont des allures de pamphlets et ont paru d'abord à l'étranger, sans nom d'auteur et sans date, comme le premier, qui fut imprimé à Lyon sous ce titre : *Pedaços de historia, o Relaciones, assi llamadas por sus auctores de Peregrinos* (sic)... Les auteurs étaient censés être les frères Peregrino, Raphaël et Azarias. Ce pseudonyme de *Peregrino* (pèlerin) était une allusion à la vie errante de Pérez, allant de prison en prison et finalement exilé de son pays. Il était en Angleterre, lorsque le livre parut, occupé à intriguer, auprès d'Elisabeth et de ses ministres, contre son ancien maître, le Roi Catholique. On voit tout de suite l'intérêt que pouvait avoir, pour le gouvernement anglais, alors en guerre avec l'Espagne, un écrit qui s'annonçait comme « un morceau d'histoire », la déposition sincère d'un témoin persécuté et malheureux, déposition qui déshonorait l'adversaire. Tout de suite, la Reine souscrivit pour de nombreux exemplaires et on en répandit à foison en France, en Hollande, dans la province d'Aragon qui venait de se soulever contre Philippe II, et enfin dans tous les pays où celui-ci avait des ennemis : c'était à peu près toute l'Europe.

Quelques années plus tard, ce livre fut réédité à Paris, avec dédicace « au Roi très Chrétien, Henri quatrième », que Pérez appelle « son seigneur ». La dédicace, datée du 24 septembre

1598, est des plus flatteuses pour le Roi de France, ennemi de l'Espagne et de Philippe II, son ancien « seigneur ». Notons que Philippe était mort depuis quelques semaines et qu'ainsi Pérez avait beau jeu pour faire le brave. Alors il rejette le voile de l'anonyme ou du pseudonyme. Plus de Raphaël Peregrino ! « Qu'on laisse, dit Pérez, Raphaël tranquille ! Voici le vrai nom ! Voici l'homme bien à découvert !... » Et, dans une préface emphatique et prétentieuse, il prend à témoin de son infortune le monde entier : *Antonio Pérez a todos* : « Antonio Pérez au genre humain. » Que dis-je ? Il s'adresse au Saint-Père et au Sacré Collège, — à la plus haute autorité morale qui soit sur terre et qu'il fait juge en sa cause. Il crie qu'il est un malheureux persécuté, une victime de la Haine et de l'Injustice, — le tout avec des majuscules, car il ne saurait trop magnifier une infortune pour laquelle il entreprend de remuer terre et ciel. Il rappelle complaisamment ses grandeurs, la faveur dont il a joui auprès du plus grand roi du monde, et l'abîme où il est tombé, précipité de ce haut faîte par un caprice de la Fortune. Pérez tient à ce qu'on sache qu'il n'est pas un malheureux vulgaire. Un malheur comme le sien prend une sorte de majesté, qui commande le respect et qui provoque la méditation des hommes de sens...

Avant tout, il cherche à émouvoir, à provoquer

la pitié. Il est donc une victime, il le répète à satiété, — et la victime d'un tyran détesté, — voilà ce que l'univers doit savoir : *Antonio Pérez a todos !* Il insiste sur ses captivités, ses « prisons » qui ont duré plus de onze années, enfin sur ses souffrances et la torture qu'il a subie comme un criminel : Antonio Pérez, le favori de Sa Majesté Catholique a été lié au chevalet infame et il a eu les os broyés par la main du bourreau !... En cela, il exagère comme toujours. Nous verrons que ses « prisons » ont été fort mitigées et que sa torture fut, si l'on peut dire, la plus bénigne en l'espèce !... Qu'importe ! L'essentiel est qu'il fasse figure de persécuté et de supplicié. Ainsi, il devient un exemple unique des vicissitudes de la Fortune et de l'iniquité des hommes. Toute cette rhétorique, dès les premières pages du livre, donne une étrange impression de déséquilibre et d'insincérité. Folie de la persécution et folie des grandeurs ! Certes, Pérez a été poursuivi avec acharnement par des magistrats qui n'étaient pas toujours désintéressés. Mais il a l'air de croire que ces poursuites étaient toutes gratuites. Et il semble faire bon marché des charges terribles qui pesaient sur lui. Ses trahisons ? ses crimes ?... Chimères que tout cela ! Pures inventions de l'Envie et de la Passion aveugle ! O hommes, il n'y a devant vous qu'un malheureux, piétiné, écrasé par un despote qui

abuse de son pouvoir contre un serviteur sans défense. Mais, comme un chien fidèle lèche la main qui le frappe, ce bon serviteur ne cherche qu'à désarmer la cruauté d'un maître indigne...

Au milieu de ces déclamations, de ce flux de paroles, qui ont, on ne sait quoi de charlatanesque, on discerne une tactique très habile. Par une abnégation sublime, Pérez feint de ne pas vouloir incriminer le Roi. Le Roi est très sage et très bon, mais il a été trompé et aveuglé par d'indignes conseillers. Contre ceux-là Pérez se déchaîne avec fureur et il espère que le monarque désabusé finira par se repentir de l'avoir ainsi livré à ses ennemis. En même temps, il insinue que, si Philippe s'est trompé, c'est par orgueil, excès de confiance en son jugement, enivrement d'un pouvoir sans limite. En d'autres termes, c'est le pouvoir absolu qu'il attaque et dont il dénonce les monstrueux abus, et, ce faisant, il est sûr de rallier à sa cause et d'exciter l'enthousiasme de ces Anglais, de ces Hollandais, de ces Flamands, de ces Français, de ces Aragonais, à qui s'adresse son livre et qui sont tous plus ou moins les adversaires de la monarchie absolue, autant que de la politique de Philippe II... D'autre part, il stimule très habilement la curiosité de ses lecteurs. Il leur donne à entendre qu'il détient d'importants ou d'horribles secrets, dont il ne peut encore divulguer qu'une partie. Mais patience ! un jour il parlera !... Et

de même pour l'histoire de ses persécutions : il n'a pas encore épuisé le récit de ces horreurs. Quelque jour, il finira par tout révéler !... On songe à un roman-feuilleton avec la « suite à demain » qui tient le lecteur en haleine... Et cela écrit d'une plume furibonde et fielleuse, avec des recherches de style, des préciosités, des sarcasmes et des bouffonneries, qui font qu'on se demande, en de certains endroits, si l'auteur parle sérieusement : c'est la défense de Polichinelle...

Comment ces *Relations* de Pérez ont-elles pu, je ne dis pas être prises au sérieux (car elles renferment des passages d'un accent réellement douloureux et émouvant) mais considérées comme des témoignages historiques par des historiens de profession ? Continuellement, presque à chaque page, Mignet se réfère aux allégations de Pérez, comme à des faits, ou à des vérités indiscutables.

Mais, dira-t-on, le texte des *Relations* est farci de billets authentiques émanant de la main du Roi, ou d'annotations marginales écrites par lui. Les experts y reconnaissent sa signature et son écriture. On oublie peut-être un peu trop que Pérez, secrétaire de Philippe, avait à sa disposition des blancs-seings royaux, qu'il pouvait remplir à sa fantaisie, et qu'un de ses principaux talents, sinon le premier de tous, en cette qualité de secrétaire, était d'imiter à s'y méprendre

l'écriture du Roi. Il y a lieu de se demander encore comment Philippe II, qu'on appelait « le Roi Prudent » a écrit tant de billets compromettants et surtout quel besoin il éprouvait d'écrire tous ces billets à un homme qu'il voyait tous les jours dans son bureau. Mais cela, en somme, est secondaire. Le plus grave argument contre ces billets, c'est qu'ils sont produits par le seul Pérez, qui a vraiment trop beau jeu ; c'est que les copies ou les variantes qu'on en connaît semblent bien extraites des *Relations* de Pérez lui-même, — et qu'enfin ces billets, toujours très obscurs, très entortillés, — à supposer qu'ils soient authentiques, — ne disent pas catégoriquement ce qu'on veut leur faire dire. Il faut les torturer, pour en tirer des accusations formelles contre Philippe et, en fin de compte, il faut bien avouer que des interprétations très différentes sont tout aussi plausibles. C'est d'ailleurs une des caractéristiques de cette ténébreuse affaire que toutes les hypothèses que l'on imagine pour essayer de l'éclaircir, suscitent immédiatement des hypothèses contraires, lesquelles ont autant de chances d'être vraies.



Après les écrits apologétiques de Pérez, il faut tenir compte aussi des « documents inédits » tirés des Archives de Simancas.

Notons d'abord que les Archives, quelles qu'elles soient, ne sont point *à priori* des archives saintes de la vérité. On y trouve de tout. Ainsi, dans le tome XIII des *Documentos ineditos*, figure un fragment provenant de Simancas, qui n'est même pas inédit, puisque, paraît-il, c'est un imprimé, que l'on n'a reproduit qu'en raison de sa rareté. Or il suffit de parcourir ce fragment pour s'apercevoir que ce n'est qu'un résumé des *Relations* de Pérez, fabriqué avec des phrases de Pérez, et qui, par conséquent, est on ne peut plus favorable à celui-ci. On cherche qui a pu glisser ce factum dans les archives d'État et on se demande s'il ne faut pas en soupçonner la famille de Pérez qui, de son vivant et après sa mort, s'est efforcée de le faire réhabiliter ?

D'autres pièces, qui ont été publiées, elles aussi, ont certainement une réelle valeur historique. Mais elles ne portent que sur des points de détail et elles n'éclairent que faiblement des circonstances secondaires du procès.

A côté de cela, il y a une énorme quantité de documents, dont la plus grande partie a été recueillie et mise au jour par l'Académie d'histoire de Madrid, dans sa *Coleccion de Documentos ineditos*. Or ces documents ne sont que des copies plus ou moins sûres, plus ou moins complètes d'on ne sait quels originaux, — ou, quand ce sont des pièces originales, elles ne nous apprennent rien sur les points essentiels de

l'affaire. Dans ce déluge de cédules, de consultes, d'interrogatoires et de dépositions, de rapports et de lettres officielles, il y a bien des annotations marginales du Roi, — et même assez nombreuses et assez étendues, — mais elles ne laissent filtrer aucune lueur de vérité. Nous lisons d'interminables accusations contre Pérez, prétexte à d'effrayantes condamnations. Et nous lisons, par contre, ses ingénieuses et subtiles défenses. Nous constatons qu'il était un redoutable personnage et que, même prisonnier, il inspirait toutes sortes de craintes à Philippe ; qu'on l'entourait d'espions et qu'on s'évertuait à le bien garder. Nous voyons que le Roi le considérait comme un grand criminel, digne des pires châtimens ; enfin nous avons sous les yeux un certain nombre de condamnations, prononcées contre Pérez, toutes plus rigoureuses ou plus terribles les unes que les autres. Mais, de même que nous n'avons pas les pièces authentiques de son procès, nous n'avons pas la preuve de tous les crimes pour lesquels il fut poursuivi, ni non plus de la culpabilité ou de la complicité royale. Or tout est là : Philippe est-il coupable ? Philippe a-t-il été un assassin, fût-ce par procuration ?... Pérez a fini par avouer qu'il avait fait assassiner Escovedo, *mais sur l'ordre du Roi*. Cet ordre fut-il vraiment donné ? Peu nous importe, après tout, que Pérez ait été un gredin, qu'il ait trahi celui-ci, empoisonné

celui-là : il ne peut pas nous être indifférent que Philippe II, après avoir mené à l'Escorial, l'existence extraordinaire que l'on sait, après s'être révélé à nous comme une conscience sans cesse travaillée de scrupules et soucieuse avant tout du juste et du bien, se soit laissé aller à des crimes d'une lâcheté insigne, en y joignant une répugnante hypocrisie.

L'intérêt qui s'attache à un tel personnage a rejailli sur cette louche affaire de meurtre et de trahison. Ce ne sont pas seulement les contemporains qui se sont passionnés pour cette histoire d'Antonio Pérez : longtemps après, on en parlait encore, en Espagne et aussi en France, où Pérez avait longtemps séjourné et fait sensation à la cour de Henri IV. Au XVII^e et même au XVIII^e siècle, son procès était devenu une cause célèbre, un de ces beaux crimes dont se délectent les personnes romanesques et qui excitent une insatiable curiosité. C'est ainsi qu'en 1788, il se publia, à Madrid, par les soins d'un certain Antonio Valladarès y Sotomayor, — du moins à ce que l'on croit — un résumé des principales circonstances et des pièces les plus importantes de l'affaire. Le recueil qui parut sous ce titre (que j'abrège) : *Procès criminel fulminé contre Antonio Pérez, secrétaire d'Etat du Roi Don Philippe II...*, fut considéré, lorsqu'il parut, comme une compilation faite sans soin ni intelligence par un fripier d'écrits. C'est

pourtant à cette source que Mignet a puisé la plupart des faits à l'aide desquels il a complété et corrigé les assertions de Pérez. Il s'est beaucoup appuyé aussi sur un manuscrit trouvé par lui, à Paris, au Ministère des affaires étrangères, mais qui, au dire des critiques compétents, n'est qu'une copie exécutée au commencement du XVIII^e siècle, — enfin sur un manuscrit dit de La Haye, qui, de toute évidence a été composé avec des pièces fournies par Pérez : ce qui lui ôte à peu près toute autorité.

Récemment un autre recueil, intitulé *Sumario del Proceso contra Antonio Pérez*, a été trouvé à la Bibliothèque nationale de Madrid et publié, sans doute pour la première fois, par le P. Julian Zarco Cuevas, qui en fait le plus grand cas et qui le considère comme « le plus véridique et le plus autorisé » que nous ayons jusqu'à ce jour. Mais, en somme, ce recueil ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà, et, sur le point capital, qui nous intéresse, — la culpabilité de Philippe II — il est muet comme les autres.

Dans ces conditions, devant cette masse informe de documents, nous ne pouvons qu'essayer de dégager ce qui, du moins, paraît incontestable, — puis, ce qui n'est que probable, enfin ce qui est de la pure hypothèse. En partant de données historiques qui semblent certaines (car la certitude absolue n'appartient guère à l'histoire) nous allons essayer de reconstruire,

ou, tout au moins, de nous expliquer cette singulière aventure, mais cela sans illusion, uniquement pour mettre un peu d'ordre dans nos idées, pour prolonger, s'il se peut, et augmenter des certitudes trop courtes ou trop parcimonieuses, — et surtout pour voir quelles clartés cette affaire d'Antonio Pérez projette sur l'âme et le caractère de l'homme extraordinaire que fut Philippe II.

IV

LES PROTAGONISTES DU DRAME

LES personnages qui furent mêlés à cette affaire sont innombrables : il ne saurait, ici, être question de tous. Il ne s'agit que des acteurs de premier plan, de ceux qui ont tenu les grands rôles dans la pièce : Antonio Pérez, la princesse d'Eboli, Don Juan d'Autriche, le frère adultérin de Philippe II, et son secrétaire, Jean Escovedo, qui fut la première victime du drame.

Au moment où commence l'histoire, c'est-à-dire au printemps de l'année 1578, Antonio Pérez remplissait les fonctions de secrétaire du Conseil d'État.

Il était le fils de Gonzalo Pérez, qui lui-même avait été longtemps secrétaire d'État, d'abord sous Charles-Quint, puis sous Philippe II. Gonzalo Pérez, qui était entré d'abord dans la cléricature, aurait eu cet enfant d'une certaine Maria Tovar femme non mariée (à ce qu'affirme

son acte de légitimation), et il serait né on ne sait où dans le royaume d'Aragon, dont sa famille était originaire. Ainsi Antonio Pérez était un enfant naturel et un fils de clerc, — ses ennemis disaient même un « fils de prêtre », bien qu'il soit à peu près certain que son père, Gonzalo Pérez, n'avait pas encore reçu l'ordination, lorsqu'il eut cet enfant. L'acte de légitimation dit simplement que le père n'appartenait à aucun ordre religieux. Charles-Quint, qui tenait aux services de celui-ci, et qui, d'ailleurs avait besoin, pour ses propres faiblesses, de beaucoup d'indulgence, fit légitimer l'enfant par un diplôme spécial daté de Valladolid : 14 avril 1542.

Quelles étaient au juste les origines de ce Gonzalo Pérez qui était arrivé à une si brillante fortune ? Son fils Antonio, dans ses *Relations*, tranche carrément du hidalgo. Tout en faisant le modeste, il insinue que sa famille était de souche ancienne et très noble. Il ne veut pas, dit-il, fouiller les cartulaires ni les tombeaux des églises : ses aïeux sont suffisamment connus. Toutefois les allusions sommaires qu'il y fait n'en donnent pas une idée très brillante. Tout ce que nous savons par lui, c'est qu'il était issu d'une vieille famille aragonaise, originaire de Montréal de Ariza, en Aragon. Il se targue fort d'avoir eu pour aïeul un secrétaire de l'Inquisition, qui de Logroño, où il exerça d'abord ses fonctions, passa ultérieurement à Ségovie ; cet

aïeul s'appelait Bartolomé Pérez. Et l'on sait que ces fonctions dans le redoutable tribunal équivalaient à un certificat de pure origine espagnole et chrétienne, puisqu'on n'y admettait aucun descendant de Juif, de Maure ou de Morisque... Mais Antonio ne l'ignore pas : il y a Pérez et Pérez ! Il y avait aussi ceux de Calatayud, lesquels étaient bel et bien Juifs, — Juifs convertis, puis relaps. Bien entendu, le secrétaire de Philippe II ne veut rien avoir de commun avec les Pérez de Calatayud. Tel n'était point l'avis de l'Inquisition, qui, lors de son procès, le déclara « descendant de Juifs et petit neveu d'un certain Antonio Pérez, Juif converti et relaps, qui fut brûlé de ce chef et dont le sanbenito se voit encore dans la cathédrale de Calatayud... »

Aujourd'hui, il est admis que c'est Antonio Pérez qui avait raison et que sa prétendue ascendance juive n'est qu'une calomnie inventée et propagée par les inquisiteurs sur la foi de faux témoins. Cependant il faut bien avouer que ce point n'a pas été sérieusement élucidé, — peut-être parce qu'une telle vérification est des plus difficiles, sinon impossible, aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, si Pérez est un authentique espagnol, il y a dans sa mentalité, son caractère et ses allures quelque chose qui n'est pas purement espagnol, quelque chose qui détonne un peu par comparaison avec les caractères et

les mœurs de son pays : une sorte de dépravation intellectuelle jointe au goût du cabotinage, à l'outrecuidance et à la démesure, surtout cette absence à peu près complète du sentiment de l'honneur, avec un besoin presque maladif de trahir...

En tout cas, le jeune Antonio était un garçon fort intelligent, autant qu'il était brillant, aimable et séduisant. Son père lui avait fait donner une éducation des plus complètes. Il l'avait envoyé d'abord aux célèbres universités d'Alcala et de Salamanque, puis en Italie, où il avait été étudiant, notamment à l'université de Padoue. Dès que le jeune homme eut terminé ses études, il l'introduisit dans ses bureaux avec l'espoir de lui laisser sa charge. C'est, en effet, ce qui arriva à la mort de Gonzalo Pérez, en 1567. La même année, Antonio (qui avait mené jusque-là, une existence quelque peu dissipée) se maria avec Doña Juana Coëllo y Vozmediano. Désormais, il était un homme rangé autant qu'arrivé : car il n'avait pas tardé, grâce à ses talents, à sa souplesse et à l'amabilité de son caractère à capter complètement la faveur du soupçonneux Philippe II.

Il était l'un des deux secrétaires du Conseil d'État et il se trouvait chargé spécialement de ce qu'on appelait le *Despacho universal*, c'est-à-dire du contre-seing et des ordres du Roi. En outre, il avait dans ses attributions, les charges

et offices de guerre, les affaires de Flandres et d'Italie, qui toutes passaient par ses mains. Il était ainsi initié à une foule de secrets d'État. Philippe avait d'ailleurs la plus grande confiance en lui et il communiquait à son secrétaire ses projets et même des pensées intimes dont celui-ci était l'unique dépositaire. Ce qui augmentait cette confiance et cette intimité, c'est que Pérez détenait le chiffre et le sceau royal, qu'il était chargé de lire les dépêches chiffrées venant de l'étranger et de faire le triage entre ce qui devait être communiqué au conseil et ce qui ne devait être lu que par le Roi.

Investi de telles fonctions, le jeune secrétaire, — il n'avait alors que trente-six ans, — pouvait passer pour avoir ce qui s'appelle « un bel avenir devant lui ». Il était d'ailleurs fort ambitieux, et sa conduite semble bien prouver qu'il tendait à prendre une place prépondérante dans le conseil, sinon à devenir premier ministre.

Le revers de la médaille, c'est qu'il avait très mauvaise réputation : coureur, joueur et dépensier, affichant un luxe ostentatoire qui scandalisait tout Madrid. Un moine de l'Escorial, le P. de Sépulveda, qui fut témoin de ces splendeurs, en parle avec une involontaire et naïve admiration : « Au temps de sa fortune, écrit-il, il vivait dans une extrême vanité. Il n'était prince au monde, ou du moins en Espagne, qui eût une plus belle maison ou

une plus belle garde-robe que la sienne. Tout ce qui touchait à sa personne était du dernier bien, tellement qu'on n'avait d'yeux que pour Antonio Pérez et son train. Sa voiture ou son carrosse était ce qu'il y avait de mieux, ses chevaux de même. Ses pages habillés dans la perfection et changeant de livrée tous les jours. Enfin Antonio Pérez avait un charme qui attirait à lui tous ceux qu'il voulait. Et comme tout passait par ses mains, il n'y avait qu'un personnage en Espagne, et ce personnage était le secrétaire Antonio Pérez... »

Un autre de ses contemporains, Don Luis Zapata, ne tarit pas sur son luxe : « Il possédait, nous dit-il, la maison la plus agréable de Madrid : il y donna l'hospitalité au seigneur Don Juan d'Autriche. On y voyait des lits, des sièges, des braseros, des coffrets et des tables d'argent. Un seul de ses braseros fut estimé soixante mille ducats. Et, d'après ce que l'on raconte, tout le temps que le seigneur Don Juan fut chez lui, on changeait chaque jour les services d'argenterie, la literie et les tentures de brocard. Son luxe et son faste arriva au point qu'on ne laissait pas entrer dans sa maison les personnes venues à pied, avant de leur avoir nettoyé leurs chaussures. C'est tout juste si on ne les obligeait pas à les laisser à la porte, comme font les Maures avant d'entrer dans leurs mosquées. En guise de pommes, les colonnes de son lit étaient sur-

montées d'anges en argent, avec cette inscription : « *Antonio Pérez dort : marchez doucement !...* » — Ce dernier trait, s'il est vrai, n'est-il point admirable ? Il peint un homme. Ce secrétaire d'État avait décidément, avec la vanité ridicule du parvenu, la folie des grandeurs.

Quand la débâcle arriva et que tout ce riche mobilier fut vendu à l'encan, ce fut dans Madrid un événement sensationnel. Les curieux venaient en foule contempler les débris de ce grand naufrage. Le Père de Sépulveda, — qui était alors jeune étudiant et qui s'était enfui d'Alcala, où il avait eu, comme beaucoup de ses camarades, des démêlés avec la justice, — se trouvait dans la capitale. Il put voir, nous dit-il, exposé sur la petite place de Santa Maria, le mobilier d'Antonio Pérez, mobilier qui était gardé de nuit par la police : « Il y avait là des bijoux et des orfèvreries, d'une valeur inestimable. Deux objets surtout furent très remarqués : un brasero estimé environ cent mille ducats, — et un miroir, pièce unique au monde, d'une grandeur invraisemblable et d'un si beau travail, si garnie de perles et de pierreries qu'elle était sans prix. Tout cela fut vendu pour une bouchée de pain... »

Un tel luxe absorbait beaucoup d'argent. Or on savait que Pérez n'avait pas de fortune. Aussi les langues allaient-elles leur train. On l'accusait couramment d'être grand potdevinier et concussionnaire. On prétendait qu'il vendait cher aux

intéressés la faveur d'une audience royale et qu'il empêchait les solliciteurs pauvres ou peu généreux de parvenir jusqu'au Roi. Enfin, il passait pour être très mauvais ami, pour un adversaire des plus dangereux, un individu sans scrupules et capable de tout. Les personnes de vieille éducation blâmaient les procédés de sa politique, fortement teintés de machiavélisme. Et l'on disait que, lors de son séjour en Italie, il avait appris l'art de l'intrigue, qu'il s'était initié à toutes les roueries et à toutes les duplicités des chancelleries italiennes et qu'il en avait rapporté une morale indulgente non seulement à toutes les trahisures, mais même au poison et à l'assassinat. Tant et si bien que beaucoup le considéraient comme un être redoutable et vaguement diabolique. Ce mot de « diabolique » revient souvent et tout naturellement sous la plume des contemporains qui nous parlent de lui...

Avec cela des dons éblouissants, une séduction incontestable, à laquelle très peu de gens résistaient. Il savait se faire aimer, exciter la sympathie, même dans les milieux populaires, à tel point qu'à Saragosse, pendant sa détention, tout le bas peuple était fanatique de lui. Les gens austères, supputant ses crimes, se scandalisaient et s'indignaient d'une telle popularité et surtout de ce charme irrésistible. Certains y voyaient la preuve de ses accointances sathaniques et considéraient Pérez comme un magi-

cien. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il subjuguait son monde. Langue dorée, rompue à tous les artifices de la rhétorique, plume agile et mordante, pamphlétaire, ayant déjà, comme nous le disions, la manière rapide, entraînante et excitante du journaliste moderne. Un peu louche, un peu suspect dans toutes ses allures, sentant son comédien même lorsqu'il a l'air de s'émouvoir et qu'il attendrit le lecteur. Et malgré tout, des façons de grand seigneur, une élégance innée, jetée comme un manteau de cour sur ses canailleries et ses vilenies. Enfin, un raffiné qui donne le ton de la mode, un jeune fat qui ne se refuse aucun caprice et qui ne compte plus ses bonnes fortunes.



On juge comment un homme ainsi fait pouvait être accueilli par une veuve de trente-quatre ans, avide de jouer un rôle politique et jalouse de conserver son prestige à la cour : je veux dire Doña Ana de Mendoza, veuve de Ruy Gomez de Silva, duc de Pastrana et Prince d'Eboli.

Cette personne, qui était une des plus grandes dames du royaume, avait trente-trois ans à la mort de son mari, en 1573. Selon l'usage des familles aristocratiques de ce temps-là, elle avait été fiancée à Ruy Gomez dès l'âge de dix ans et, le mariage consommé, elle ne lui

avait pas donné moins de dix enfants. Sa conduite paraît avoir été des plus régulières tant qu'elle fut mariée. Elle n'en rendit pas son mari plus heureux pour cela. Les contemporains nous assurent que le pauvre Ruy Gomez eut beaucoup à souffrir du caractère orgueilleux et des extravagances de sa femme et qu'il dut s'évertuer à cacher ses sottises. En tout cas, Doña Ana ne se dérangea point, tant qu'elle fut mariée. Ses débordements et ses malheurs commencèrent avec son veuvage.

La Princesse d'Eboli était, en effet, une créature fort agitée. On la tenait couramment pour folle. Au lendemain de la mort de son époux, abandonnant ses dix enfants, elle annonça avec fracas qu'elle allait entrer en religion, s'enfermer au Carmel de Pastrana, récemment fondé par sainte Thérèse et qu'elle allait y passer le reste de ses jours à pleurer le cher mort et à s'occuper de son propre salut. Ce monastère de Pastrana, elle le regardait comme sa propriété, attendu qu'il devait son existence et son entretien aux donations et aux libéralités de Ruy Gomez de Silva, son mari. Dans son impatience d'être religieuse, elle somma le prieur des Carmes de Pastrana de lui donner l'habit immédiatement. Elle prit elle-même le nom de « Sœur Anne de la Mère de Dieu » et, juchée sur un simple chariot avec toute sa suite (elle renonçait à son carrosse par humi-

lité), elle arriva dans cet équipage au monastère. Dès que la supérieure, la Mère Isabelle de Saint-Dominique, apprit la pieuse résolution de la veuve, elle ne put se retenir de s'exclamer :

— La Princesse au couvent ? C'est la fin de la maison !...

Il faut croire qu'elle la connaissait bien et qu'elle n'avait pas plus d'illusions sur cette nouvelle postulante que sainte Thérèse elle-même.

En effet, à peine la Princesse fut-elle dans la place, qu'elle prétendit tout y régenter à sa guise. N'était-elle pas chez elle ? Et les religieuses n'étaient-elles pas « ses religieuses » ? Elle fit prendre l'habit à ses femmes de chambre, fit rompre la clôture pour ses visiteurs, voulut que son appartement eût une porte ouverte sur la rue. Enfin elle révolutionna si bien tout le couvent par ses exigences et ses excentricités que les religieuses et la prieure, affolées et épouvantées d'une telle recrue, demandèrent en grâce aux supérieurs du Carmel qu'on les en délivrât. Avec tous les ménagements requis pour une si grande dame, ceux-ci finirent par la mettre à la porte. La carmélite improvisée s'obstina et se plaignit hautainement au Roi d'un pareil traitement. Philippe lui répondit par une lettre fort courtoise, où il se déclarait désarmé devant l'autorité spirituelle et où il lui donnait à entendre qu'avant d'être religieuse, son pre-

mier devoir était de s'occuper de ses dix enfants.

Voilà donc cette dangereuse créature rendue au monde malgré elle. Pour se venger des carmélites, elle leur supprima tout subside et donna leur couvent à des Franciscaines. Installée dans le vieux logis féodal des ducs de Pastrana, elle y demeura quelque temps, essayant de s'occuper de ses affaires et de ses enfants. Puis elle dut revenir à Madrid pour le règlement de la succession de ses parents.

C'est alors qu'elle rencontra le brillant et séduisant Antonio Pérez, qui, malgré tous ses avantages, commença par lui déplaire. Pérez avait alors environ quarante-deux ans. Il était marié, père de famille, assez débile de constitution et, avec cela, quelque peu fatigué par le plaisir. Ce n'était plus ce qui s'appelle un prince charmant. La première fois qu'ils se virent, la Princesse le trouva outrageusement parfumé pour son goût et elle fut agacée par les airs fats du personnage...

De son côté, fut-il plus enchanté de la princesse ? Mère de dix enfants, approchant, elle aussi, de la quarantaine, elle n'avait pas précisément la fraîcheur de la jeunesse. Pour comble de disgrâce, l'infortunée était borgnesse. Elle se montrait dans le monde avec un carré de taffetas sur l'œil droit. C'est ainsi qu'elle nous apparaît dans un des rares portraits authen-

tiques qu'on ait conservés d'elle. Noire de cheveux, l'œil sombre, la lèvre épaisse et arrogante, un air de chipie, c'est la mégère conjugale dans toute son horreur. Mais, comme Pérez, elle devait avoir le diable au corps. Elle devait même être capable d'un certain charme. Celui de Pérez, ce charme « diabolique » auquel nul ne résistait, finit sans doute par triompher des préventions de la princesse. Nous savons, d'ailleurs, qu'il était joli homme et bien fait de sa personne.

Quoi qu'il en soit, ils devinrent amis, — et même très amis. La veuve avait besoin d'un consolateur et la grande dame, turbulente et ambitieuse, tenait à s'assurer les bonnes grâces de Pérez qui passait pour le favori du Roi. Quant à lui, petit gentilhomme d'extraction douteuse et de naissance assez louche, il était extrêmement flatté de passer pour l'amant d'une princesse. En outre, celle-ci était riche, considérée en tout cas, comme une des plus riches héritières d'Espagne, et Pérez, avec ses habitudes de faste et de dissipation, se trouvait toujours à court d'argent. La princesse se montrait libérale à son égard et il puisait à volonté dans ses coffres, regardant la fortune de son amie comme la sienne propre. Enfin Pérez, non moins ambitieux que sa maîtresse, cherchait à fonder un parti politique, dont il serait le chef plus ou moins déclaré. Et, pour cela, il avait besoin de

l'appui de la Princesse, apparentée aux plus grandes familles d'Espagne.

Toujours est-il que leurs relations ne tardèrent pas à devenir des plus étroites. Le secrétaire d'État entraît à l'hôtel d'Eboli comme chez lui. Avant d'aller au Conseil et lorsqu'il en sortait, il passait régulièrement chez sa maîtresse, comme pour lui rendre compte des débats et des décisions prises. On disait même que les solliciteurs, les hommes d'affaires venus de l'étranger briguaient la protection de la princesse auprès de Pérez, de sorte que son logis était toujours plein de quémandeurs et d'intrigants. Or, le secrétaire passait pour vendre chèrement sa protection et l'on soupçonnait la princesse, assez souvent gênée dans son privé, de partager avec son amant les bénéfices de ce petit commerce.

Mais, si Pérez tirait des avantages certains de ses relations avec la veuve de Ruy Gomez de Silva, tout cela était compensé par une foule de désagréments : d'abord l'humeur brouillonne, l'agitation perpétuelle, les caprices et les extravagances de cette folle. Puis ses façons altières, son orgueil incommensurable qui ne craignait pas de s'attaquer au redoutable Philippe II lui-même, un orgueil de caste qui la rendait intolérable et qui lui faisait écraser sous son mépris quiconque n'avait pas l'heur de lui plaire. Des accès de colère furibonde où elle perdait tout contrôle sur elle-même et sur ses actes, des

rages qui la précipitaient tête baissée contre l'adversaire. Pérez en était épouvanté. Ses ennemis nous assurent qu'il avait peur d'elle, qu'elle le terrorisait par ses violences et que, dans ces moments-là, elle lui faisait faire tout ce qu'elle voulait. Car elle était femme à ne pas reculer devant un meurtre pour satisfaire ses rancunes et ses haines : la suite de cette histoire va le prouver.

Une vie humaine ne pesait pas lourd à ses yeux. S'il faut en croire certaines lettres publiées par ses biographes et dont la provenance aurait besoin d'être éclairée, elle entretenait même des spadassins à gages pour la protection de sa personne et celle de Pérez et pour l'exécution de ses vengeances : « Cette dame, — écrit à Mateo Vasquez, secrétaire d'État, un de ces correspondants mystérieux, — cette dame a trois individus à son service. Elle en a renvoyé un pour cette seule raison qu'il n'avait pas tué plus d'un homme dans toute sa vie. Des trois qui sont restés, l'un s'appelle Luchali (corruption populaire du nom d'Uluch-Ali, le fameux corsaire barbaresque) parce que s'étant sauvé de Naples pour un crime, il a acquis une telle habileté dans son métier que ce sobriquet lui en est venu et qu'il le garde aujourd'hui encore. Le second s'appelle l'Ange Gardien, parce que c'est à lui qu'était confiée pendant la nuit la garde du Portugais (surnom donné à Pérez). Le troisième

s'appelle Camille et il est, lui aussi, spadassin de profession. Leur maîtresse les convoque en assemblée et elle leur demande à tour de rôle ce qu'ils feraient si elle leur ordonnait de tuer tel ou tel ? Et Luchali, qui porte toujours trois ou quatre pistolets dans ses grégues, en saisit un dans chaque main et il les décharge. Elle interroge les autres en leur donnant des coups de bâton, des coups de pied, des soufflets et autres menues gentilleses et chacun répond comme le cœur lui en dit... »

Qu'y a-t-il de vrai dans cette espèce de rapport de police, on ne saurait le dire. Mais ne fût-ce que pour leur beauté propre, de tels traits valent la peine d'être mis en lumière. Ils n'ont, d'ailleurs, rien de surprenant pour l'époque. Si la princesse ne craignait pas de recourir à de tels acolytes, — ce que le meurtre d'Escovedo rend tout à fait vraisemblable, — on conçoit que Pérez ait été, à de certains moments, effrayé d'une telle maîtresse. Mais l'intérêt plus que l'amour l'attachait à elle. Celle-ci, en revanche, paraît avoir été sincèrement éprise de lui. Et cette passion tardive d'une femme de quarante ans s'exaspérait encore de toute sa fureur de vengeance et de tous ses désirs ambitieux.



Ces deux ambitions impatientes parurent un instant se conjuguer avec deux autres qui ne

l'étaient pas moins : celle de Don Juan d'Autriche, frère adultérin de Philippe II et celle de son secrétaire, Jean Escovedo. En réalité, elles étaient hostiles, et la lutte ne devait pas tarder à éclater entre les deux camps.

Escovedo, à la fois créature de Ruy Gomez, mari de la princesse, de Gonzalo Pérez, père d'Antonio, paraît avoir été jaloux à la fois de la princesse et de son amant. Écuyer du mari, se croyait-il des droits, — à tout le moins un droit de surveillance, — sur la veuve de son ancien maître ? Il est clair, en tout cas, qu'il en voulait à Pérez de s'être introduit dans la maison de Ruy Gomez de Silva et de compromettre la Princesse par ses galanteries, mais surtout il jalousait son crédit auprès de Philippe II. La concorde ne régnait pas précisément entre les secrétaires de cet autocrate. On pourrait même croire qu'il s'ingéniait à les exciter les uns contre les autres, suivant la vieille maxime despotique : diviser pour régner. D'ailleurs Escovedo n'avait rien des qualités, ou des habiletés, ni non plus des talents qui pouvaient rendre Pérez agréable et même indispensable au Roi. Il était mauvais courtisan et, au rebours de celui-ci, maladroit à déguiser ses sentiments. D'un caractère emporté et violent, il ne savait pas mesurer ses expressions. Dans ses dépêches, il choquait souvent le Roi par ses vivacités de langage et il le fatiguait par ses plaintes et ses réclamations continuelles.

Pour toutes ces raisons, parce que Jean Escovedo était mal en cour, parce qu'il était maladroit en affaires, parce qu'il le considérait comme un client, un obligé de son père et enfin une créature de Ruy Gomez, Pérez traitait le secrétaire de Don Juan avec une condescendance qui frisait le mépris. Il voulait bien l'avoir pour allié dans ses intrigues, mais un allié subalterne, qui ne prétendrait pas au premier rôle. Or Escovedo ne l'entendait point ainsi. Il espérait, au contraire, devenir un grand personnage politique sous le couvert de son maître, Don Juan d'Autriche, qui au moment où commence cette aventure, était gouverneur des Pays-Bas.

Ce qui excitait les espérances d'Escovedo, c'est que le gouvernement de Philippe II était alors extrêmement impopulaire non seulement dans les pays de domination espagnole, mais en Espagne même. Au contraire, Don Juan était des plus sympathiques aux sujets de son frère. Fils de l'empereur Charles-Quint et d'une servante d'auberge de Ratisbonne, c'était le bâtard romanesque et même romantique, l'enfant abandonné, dont le malheureux sort émeut les cœurs sensibles. Avec cela, très beau, les yeux bleus, les cheveux d'un blond doré, de ce blond dit « autrichien » qui ravit les Espagnols, adroit à tous les exercices du corps, de galante tournure, enfin aimable et généreux. Il y a de lui, au musée du Prado, un portrait en pied, qui

donne de sa personne l'idée la plus flatteuse. Les mains chargées de bagues, couvert de bijoux, la taille guêpée dans un somptueux pourpoint, la dague au côté, c'est le jeune seigneur élégant et raffiné de ce temps-là. Ce beau garçon avait aussi une grande bravoure et d'incontestables dons militaires. Il avait vaincu les Maures en Andalousie et les Turcs à la bataille navale de Lépante. Enfin son prestige était considérable. Nul doute qu'Escovedo n'ait eu l'intention d'utiliser tous ces avantages pour pousser son maître à jouer un rôle de premier plan et qu'il n'ait fini par prendre sur lui un ascendant réel. Car Don Juan d'Autriche avait plus de cœur et de sentimentalité que d'intelligence : il était de ceux qui se laissent facilement conduire et qui suivent les événements plutôt qu'ils ne les dominent.

Tels sont les principaux personnages du drame qui va commencer. Ajoutons-y, bien entendu, Philippe II, quoi qu'il soit resté constamment dans la coulisse, avec l'illusion de tenir entre ses mains tous les fils de l'intrigue. Mais, nous l'allons voir, il sera bientôt débordé par les événements et réduit à toute sorte d'expédients pour en éviter ou en atténuer les terribles conséquences.

V

LES INTRIGUES ET LES TRAHISONS DE PÉREZ

Nous avons prononcé le mot de « drame » à propos de cette affaire. Mais, par certains côtés, l'aventure d'Antonio Pérez évoque plutôt l'idée d'un roman policier, avec ses obscurités voulues, ses complications et ses invraisemblances, ses perpétuels rebondissements. A tout instant, quand on lit cette histoire, — du moins telle que Pérez nous la raconte, — on a l'impression que les choses n'ont pas dû se passer ainsi dans la réalité. Et, si cette histoire a un tel caractère romanesque, c'est qu'elle est sortie, en grande partie, de l'imagination de Pérez lui-même, qui a fini par l'imposer à l'opinion européenne, tant et si bien que les historiens modernes n'ont guère fait que répéter ses allégations, en les corrigeant, çà et là, d'après des documents de date relativement récente et d'origine douteuse.

On ne saurait trop insister sur ce fait que les documents originaux ayant disparus, il est impossible d'arriver à des certitudes absolues. Nous ne pourrions que mettre en lumière les invraisemblances ou les contradictions du récit conventionnel et, en partant des données certaines ou probables, essayer de deviner et de reconstituer tout le reste. Il faut avouer, d'ailleurs, que ces données sont assez abondantes pour fournir une ample matière à la curiosité et à la réflexion du lecteur.

Mais écoutons Pérez nous conter à sa façon les origines de l'affaire !

Nous sommes en 1577. En ce moment, Don Juan d'Autriche est gouverneur des Pays-Bas, mais un gouverneur sans autorité, démuné de troupes et d'argent. Les Flamands sont en révolte ouverte contre leur suzerain, le roi d'Espagne, et celui-ci, avec ses habitudes de lenteur et de parcimonie, ne se décide pas à fournir à son frère les moyens de dompter les rebelles. Alors, Don Juan, découragé, se voyant obligé de faire évacuer les Flandres par son armée, songe à prendre sa revanche sur un autre terrain. Avec cette armée, ne pourrait-il tenter une descente en Angleterre, délivrer Marie Stuart, alors prisonnière de sa cousine Elisabeth, rétablir le catholicisme dans tout le pays, épouser la princesse délivrée et ainsi conquérir un

royaume qui deviendrait l'allié de l'Espagne ?... Son secrétaire Escovedo encourage, ou même invente tous ces beaux projets, et, comme il est l'ami d'Antonio Pérez, secrétaire de Philippe II, il croit habile de faire sonder le Roi par son ami et d'obtenir par lui l'agrément de Philippe. Pérez flairait tout de suite quelque chose de suspect dans ces projets... Don Juan n'a-t-il pas l'intention de se rendre indépendant et, qui sait ? de se poser en rival de son frère ? Le zélé secrétaire croit devoir en avertir son maître. Celui-ci, avec son caractère soupçonneux, et sans doute secrètement jaloux d'un frère plus brillant et plus populaire que lui, accueille les insinuations de Pérez. Il prescrit à son secrétaire de tendre un piège à Don Juan et à Escovedo, — lesquels ont pleine confiance en leur ami Antonio, — et de se donner l'air d'approuver leurs desseins, de manière à solliciter habilement l'aveu de leurs arrière-pensées.

Alors, toute une correspondance s'engage entre Pérez d'une part, Don Juan et Escovedo de l'autre, — correspondance chiffrée que le secrétaire du *Despacho universal* traduisait à sa guise et présentait au Roi son maître. Ces lettres, celles d'Escovedo surtout, ne tardèrent pas à devenir des plus compromettantes, — du moins à s'en rapporter à la traduction établie par Pérez et ses subalternes.

Le secrétaire de Don Juan aurait écrit à son

confrère Pérez que le Roi se faisait vieux, qu'il était temps pour lui de se reposer, que son bon frère, le seigneur Don Juan, très dévoué et très obéissant à son aîné, était tout désigné pour le soulager du fardeau des affaires ; que, si Pérez le voulait, on pouvait former à la cour un clan, ou, comme on disait alors, une « amitié » des plus solides et des plus sérieuses, qui soutiendrait Don Juan et qui aurait la haute main sur les affaires. Ce clan se composerait, outre Pérez, de l'ambitieuse princesse d'Eboli, du vieux marquis de Los Vélez, de l'archevêque de Tolède, Quiroga, et de quelques autres.

On devine comment l'ombrageux Philippe pouvait accueillir de telles révélations. Pérez, d'ailleurs, n'omettait rien pour exciter ses soupçons et sa défiance à l'égard de son frère. Finalement Pérez, — qui était toujours censé traduire des lettres chiffrées, — avertit le Roi que non seulement Don Juan avait des intelligences avec les Français et spécialement avec le duc de Guise, mais qu'il préparait un débarquement en Espagne, se flattant de soulever le pays et de détrôner son frère. Escovedo, détournant une somme qui lui avait été allouée pour une tout autre destination, ne venait-il pas de faire fortifier la roche de Mogro qui domine le port de Santander ? Et n'était-il pas déjà l'alcade commandant la citadelle de cette ville ? Plus de doute : c'est de là, de ce point d'appui que par-

tirait l'insurrection. Comme autrefois, les bandes des « reconquistadors » qui expulsèrent les Arabes d'Espagne, les troupes rebelles de Don Juan descendraient des montagnes des Asturies et se répandraient comme un torrent à travers toute la Péninsule. Et c'était Escovedo qui avait imaginé ce plan, qui était l'âme et l'instigateur de tout ce complot ! Bref, Pérez, d'une façon plus ou moins couverte, accusait Don Juan et son secrétaire de haute trahison.

Notons, en passant, le joli rôle que Pérez prête ici, à lui-même et à Philippe II son complice : celui-ci qui tend des pièges à son frère, celui-là qui trahit ses amis, en les entraînant et en les encourageant à trahir, et qui, après cela, les dénonce au Roi. Il nous raconte froidement tout cela, sans paraître avoir conscience de ce qu'il y a de vil dans sa conduite. Escovedo est son ami. Avant de partir pour les Flandres, il lui a confié la surveillance de son fils, il l'a en quelque sorte, établi le tuteur de sa famille. Don Juan a été son hôte. Il l'a logé sous son toit et pendant longtemps. Celui-ci lui a laissé la garde de ce qu'il a de plus précieux et, vraisemblablement, l'a comblé de riches cadeaux. Pendant son séjour en Espagne, Pérez et Don Juan étaient comme inséparables. Les moines de l'Escorial les ont vus se promener, bras dessus bras dessous, à travers les galeries du cloître. Et, sans la moindre hésitation, Pérez livre les secrets de tels

amis à un despote, qu'il sait des plus soupçonneux et terrible en ses vengeances ! Non seulement il les vend, mais il s'évertue à les rendre plus coupables, il les pousse au crime !... Il nous dit bien, pour se justifier, qu'il n'a agi que par fidélité envers son maître. Étrange fidélité qui commence à trahir les uns, sous prétexte de mieux servir les autres !...

Toujours est-il que les accusations, ou les insinuations de Pérez, prirent bientôt un caractère si alarmant que Philippe s'en effraya et songea, paraît-il, à se débarrasser de son frère.

Sur ces entrefaites, Escovedo annonça son départ de Bruxelles pour Madrid. Au nom de son maître Don Juan, il venait demander au Roi des subsides pour l'armée des Flandres. Tel était, du moins, le prétexte dont il colorait son voyage. Pérez persuada à Philippe qu'il venait en réalité pour soulever le pays et, en tout cas, pour nouer, à Madrid, des intrigues en faveur de Don Juan.

Là-dessus, Philippe II, à en croire Pérez, eut très peur. Avec leurs habitudes de langage et de formules cryptographiques, ils désignaient entre eux Escovedo sous le nom de Verdinegro. (C'est du moins Pérez qui l'affirme, la chose n'étant nullement prouvée). Quand celui-ci débarqua à Santander, le 21 juillet 1577, Philippe aurait écrit à son secrétaire un billet, versé plus tard au procès, et qui était ainsi conçu :

« Il conviendra de presser les choses pour la mort du Verdinegro, de peur qu'il ne nous surprenne. Car il ne doit pas s'endormir ni se départir de ses habitudes. Faites-le et hâtez-vous, avant qu'il ne nous tue ! »

Ainsi, le Roi, par ce singulier billet, aurait donné à Antonio Pérez l'ordre de le débarrasser d'Escovedo. Pérez a soutenu, jusqu'à la torture inclusivement, que cet ordre avait été effectivement donné. Il va plus loin : il affirme que le conseil d'Etat avait décidé de faire, en outre, empoisonner Don Juan et que Philippe avait donné son assentiment à l'empoisonnement de son frère !...

Il me semble que voilà du mélodrame, — et du plus noir ! Nous sommes, semble-t-il en pleine crise et les événements vont se précipiter. Pérez nous déclare que le Roi est pressé d'en finir avec les conspirateurs et, en particulier, avec Escovedo. Le maître lui a donné l'ordre de faire le coup au plus vite : « Faites-le et hâtez-vous ! » Eh bien, Pérez, si empressé de complaire à son maître, ne se hâte point. Plus de huit mois se passent avant qu'il se décide à supprimer Escovedo. Que dis-je ? Pendant ces huit mois, il n'en est plus question. Voilà qui est singulier ! C'est comme un trou brusque dans une intrigue bien ourdie. Et ce qu'il y a de plus fort, c'est que personne, pas plus Pérez que les historiens suggestionnés par lui, ne se

soucient de nous expliquer ce ralentissement soudain des évènements et cette éclipse à peu près complète du personnage principal.



Arrêtons-nous à ce prologue de l'affaire, telle qu'elle nous est présentée par Pérez. Ce premier épisode suggère une foule de réflexions.

D'abord, il est à noter que les faits allégués par Pérez ne l'ont été que dix ans après les évènements : c'est l'explication qu'il a fournie aux juges de Madrid et répétée par la suite devant le tribunal de Saragosse, — alors qu'un certain nombre de témoins avaient disparu et que les deux personnages inculpés par lui, à savoir Escovedo et Don Juan, étaient morts depuis longtemps. Ajoutons que Philippe II, pour des raisons d'État faciles à comprendre et pour des raisons de dignité, ne pouvait pas entrer en contestation avec un sujet, surtout en pareille matière. Pérez avait donc le champ libre pour inventer les justifications les plus extravagantes sans craindre un démenti public. Rappelons enfin que le récit bâti sur ces faits, — le récit que Pérez nous en a fourni dans ses *Relations*, — n'a vu le jour que vingt ans après l'assassinat d'Escovedo, — c'est-à-dire au lendemain de la mort de Philippe II, le principal inculpé. Le secrétaire infidèle pouvait plus que jamais

lâcher la bride à son imagination et mentir impunément.

Ce qui frappe d'abord, c'est l'invraisemblance et la puérilité des projets séditieux attribués par Pérez à Escovedo et à Don Juan. Que le premier, exaspéré par les lenteurs et la lésinerie de Philippe II, perdu avec son maître dans ces Flandres lointaines, qu'il sentait prêtes à se retourner contre eux, ait manifesté son dépit et lâché contre le Roi des expressions un peu vives, se soit même laissé aller à de vagues menaces, cela est parfaitement admissible. Que certaines lettres de Don Juan, habilement maquillées par Pérez, aient pu exciter les soupçons de Philippe II, l'homme du monde le plus ombrageux, rien de plus plausible encore. Mais que ce même Philippe, esprit réaliste s'il en fut et qui savait ce que c'est que de faire la guerre, ait pu prendre au sérieux le plan machiavélique prêté par Pérez à Escovedo et à Don Juan, c'est ce qu'il est difficile d'admettre. Cette conquête de l'Angleterre protestante, ce mariage de Don Juan avec la catholique Marie Stuart, ce débarquement des conjurés à Santander, cette invasion de l'Espagne, le détronement de Philippe II, tout cela est du pur roman : où Don Juan aurait-il trouvé de l'argent, des vaisseaux et des troupes pour une telle équipée, — à moins peut-être de faire alliance avec les Hollandais huguenots ? Mais alors comment agir en prince

catholique avec Marie Stuart et contre Elisabeth ? Tout cela ne tient pas debout. Le plus invraisemblable, c'est la peur que Philippe aurait éprouvée en apprenant l'arrivée d'Escovedo à Santander. Cet homme, à lui tout seul, allait-il soulever les Asturies et toute l'Espagne ?

Mais il y a plus : Pérez falsifie manifestement les faits, lorsqu'il nous représente Don Juan intrigant avec le Duc de Guise à l'insu de son frère et essayant de se ménager l'appui de la France. Mignet lui-même a démontré, de façon péremptoire, que les tractations de Don Juan avec le Chef de la Ligue ont été postérieures à l'arrivée d'Escovedo en Espagne et que, d'ailleurs, elles n'avaient rien qui pût alarmer Philippe II.

Peut-on croire que, pour des motifs aussi futiles, pour des projets dont le Roi lui-même sentait la vanité chimérique et qui n'avaient même pas encore reçu un commencement d'exécution, il se soit décidé à faire assassiner le secrétaire de son frère et à faire empoisonner celui-ci ? Mettons les choses au pis. Supposons que Philippe n'eût pas reculé devant ces deux crimes : c'était un homme trop positif et trop prudent pour risquer des crimes inutiles. Or, il appert de l'examen de la situation et des menées de Don Juan et d'Escovedo, que rien ne commandait ces mesures extrêmes.

Enfin, une chose tout à fait surprenante et

inexpliquée, aussi bien par Pérez que par les historiens à sa suite, c'est sa brouille avec Escovedo. Les deux secrétaires étaient amis autant qu'on peut l'être, — d'une amitié publique. Et toutefois, après le retour d'Escovedo en Espagne, ils se brouillèrent et cela encore au vu et au su de tout le monde. Quel fut le motif de cette rupture ? Pérez pouvait l'expliquer de bien des façons : nous l'allons voir. Mais il n'a pas expliqué les raisons d'une hostilité antérieure à la rupture. En effet, alors qu'Escovedo était encore à Bruxelles avec Don Juan, pourquoi Pérez, qui se disait toujours son ami, s'évertuait-il à le compromettre aux yeux du Roi ?

Peut-être allons-nous trouver la clé de cette énigme dans un document, dont on n'a guère tenu compte jusqu'ici et qui exprime de manière assez exacte la version officielle sur les agissements de Pérez.



Car, à côté de l'explication de Pérez, il y a l'explication du Roi. Redisons-le : Philippe II ne pouvait ni ne devait se justifier, ni devant l'opinion, ni devant les tribunaux. Il n'avait d'autre ressource que de faire opposer aux allégations de Pérez des affirmations contradictoires. Ces affirmations ont trouvé leur forme juridique dans les griefs articulés contre Pérez

par les divers tribunaux devant lesquels il fut cité. Non seulement celui-ci est accusé par eux d'avoir révélé à Escovedo ce qui se disait au Conseil relativement à Don Juan, mais, d'une façon générale, d'avoir trahi les secrets du Conseil d'Etat.

Il y a plus : un document publié récemment (1924) par le P. Julian Zarco Cuevas et qui fait partie de la chronique du P. Jérôme de Sépulvéda, moine de l'Escorial, nous donne, avec un luxe sans doute un peu fantaisiste de détails, toute la substance de la version officielle.

Voici, dans le style naïf et populaire du Père de Sépulvéda, la justification de ces charges et, en somme, le récit de toute l'affaire :

« Comme le seigneur Don Juan d'Autriche, par ordre de son frère, le Roi Catholique, était gouverneur des Flandres, il arrivait que le Roi ne pouvait lui adresser un avis ou un message quelconque qui ne fût connu de tout le pays, quand il parvenait en ses mains. Déjà les enfants le distribuaient tout imprimé dans les rues, ce qui causait un grand mal. On ne savait ce que cela voulait dire, ni comment ces choses étaient divulguées si rapidement en Flandres, ni d'où cela pouvait sortir. Ayant considéré le grand préjudice que cela causait dans tous les Pays-Bas, le seigneur Don Juan prit la résolution d'envoyer au Roi Catholique son fidèle secrétaire Escovedo, afin qu'il informât Sa

Majesté de tout cela et pour savoir avec certitude d'où provenait et se répandait un tel mal. Arrivé en Espagne, le secrétaire Escovedo conféra à plusieurs reprises avec le Roi Catholique et lui conta par le menu tout ce qui se passait, le peu de secret qu'il y avait et le dommage qui en résultait. Le Roi Catholique en fut bien étonné, mais il ne pouvait en deviner la cause. Ils firent appeler le secrétaire Antonio Pérez, qui alors était encore en place et dont on n'avait pas encore découvert les trames perfides. Il nia la chose carrément et dissimula du mieux qu'il put. Payant d'audace, il déclara qu'il ne savait comment cela pouvait se faire. La vérité, c'est qu'il disait tout aux Flamands, qui le payaient grassement pour cela.

Cependant, comme le Roi Catholique, avec la grande intelligence que Dieu lui avait donnée, pénétrait si bien les esprits des hommes, il flaira que cela ne pouvait provenir que du secrétaire Antonio Pérez. Il arriva qu'ils arrêterent ensemble des dispositions pour une affaire très ardue concernant les Pays-Bas et le Roi lui ordonna de l'expédier dans le plus grand secret. Il en fut de cette dépêche comme de toutes les autres. Quand elle parvint aux mains du seigneur Don Juan, elle circulait déjà imprimée à travers tout le pays. Le seigneur Don Juan en avisa son secrétaire Escovedo, lequel s'en plaignit au Roi Catholique. Celui-ci conclut que

le coupable ne pouvait être que le secrétaire Antonio Pérez. Et, pour vérifier la chose, il expédia une dépêche en dehors de la voie ordinaire et à l'insu d'Antonio Pérez (il s'agissait d'une mesure qui ennuya beaucoup les Flamands) et, en même temps, le Roi mandait au seigneur Don Juan de l'aviser si celle-ci aussi avait été imprimée avant d'arriver entre ses mains. Le courrier parvenu en Flandres remit le message au seigneur Don Juan, qui, l'ayant ouvert et l'ayant lu, fit exécuter les ordres du Roi. Quand ils les virent publiés, les Flamands étaient furieux et ils disaient qu'il était impossible que le Roi donnât de pareils ordres. Il fallut que le seigneur Don Juan leur montrât ces ordres. Mais, les ayant vus, ils déclarèrent que ce papier était sans valeur, parce qu'il n'avait point passé par la voie ordinaire, c'est-à-dire par les mains du secrétaire Antonio Pérez... Immédiatement le seigneur Don Juan dépêcha un courrier au Roi Catholique, en lui faisant part des récriminations des Flamands et en priant Sa Majesté d'user dorénavant de cette voie pour les autres dépêches. A la suite de quoi Sa Majesté fut confirmée dans sa conviction que le secrétaire Antonio Pérez était l'auteur de ces divulgations. Les Flamands écrivirent à celui-ci mille lettres de plainte lui reprochant ce mauvais procédé de ne pas les avoir avertis auparavant des mesures dirigées contre eux et

qui avaient passé par ses mains. Antonio Pérez prit peur : il ignorait la chose, puisqu'elle n'avait pas passé par ses mains. Et ainsi il leur répondit qu'il ne savait rien, qu'on ne lui avait rien communiqué de tel et que, s'il l'avait su, il les en aurait avisés comme d'habitude. Ce message fut intercepté et, par la suite, cela lui valut bien des ennuis.

Dès cette époque, le Roi Catholique avait grand soin de ne pas se fier au secrétaire Antonio Pérez et il le regardait d'un mauvais œil. Il finit par voir très clair dans son jeu... » ¹

Nous pouvons arrêter ici la citation, — quitte à la reprendre plus loin, car, dans sa naïveté, elle est des plus suggestives. Telle était certainement la version officielle courante. Le bon Père de Sépulvéda y a sans doute ajouté des embellissements narratifs, dont il est facile de faire abstraction. Le fond même du récit doit être pris en considération. Il est confirmé par maints documents contemporains, qu'on ne saurait raisonnablement rejeter sous prétexte qu'ils ne sont pas de première main, et notamment par les actes d'accusation dressés contre Pérez. Parmi les charges qui furent articulées contre lui, en 1584, figure celle-ci : « ... parce

1. *Documentos para la historia del Monasterio de San Lorenzo el Real de El Escorial, publicados por el P. Fr. Julian Zarco Cuevas, t. IV, p. 87 et suiv.*

que, devant garder le secret dans les choses qui touchent à ses fonctions, ainsi qu'il l'a promis et juré, il ne l'a pas fait, mais il a révélé et découvert ledit secret, par diverses voies, à quelques personnes, *leur donnant des avis*, leur écrivant des lettres où il leur disait certaines choses et particularités qu'il n'aurait pas dû dire, et cela au préjudice du service de Sa Majesté... » Plus tard, lorsque Pérez, réfugié en Aragon, fut de nouveau poursuivi par la justice royale, le Fiscal répéta le même grief : « Antonio Pérez étant secrétaire du Conseil d'État et Sa Majesté ayant la plus grande confiance en lui... non seulement il n'a pas gardé le secret qu'il avait juré, mais il a commis *divers* et de très graves délits en révélant et en découvrant ce qui se traitait au conseil... »

Ces « divers délits », ce n'est pas seulement d'avoir commis des indiscretions avec Don Juan et Escovedo, en leur révélant ce que le Roi pensait d'eux, ou ce qu'on disait d'eux au Conseil : c'est aussi d'avoir trafiqué de ces secrets soit avec les Flamands, soit avec les Italiens et la Curie romaine. Car Pérez avait dans ses attributions les affaires d'Italie. En tout cas, le bruit courait qu'il avait été accusé de ces manœuvres occultes par le cardinal Granvelle. Dans le *Procès criminel*, publié à Madrid en 1788, on trouve cette déclaration de Don Rodrigo de Castro, archevêque de Séville : « ... le cardi-

nal Granvelle et Don Juan de Zuñiga, ambassadeur à Rome, avaient écrit à Sa Majesté que, quand ils allaient négocier avec le Pape, ils trouvaient Sa Sainteté déjà prévenue de ce qu'ils devaient traiter avec Elle, — et qu'il n'y avait personne qui pût fournir de tels renseignements, excepté Antonio Pérez... » Cette déclaration vaut ce qu'elle vaut, surtout étant donnée la source assez trouble d'où elle est extraite, mais elle paraît des plus vraisemblables, quand on connaît les habituels procédés de Pérez. En tout cas, la divulgation des mesures prises contre les Flamands est certaine. Il est vrai qu'un historien du XVII^e siècle, Don Lorenzo Vanderhammen y Léon, en donne une autre explication que Sépulvéda : « Les États écrit-il, redoublèrent de rigueur avec les Espagnols. Ils leur coupaient la communication avec le seigneur Don Juan, arrêtaient ses courriers, ouvraient ses lettres et celles du Roi et, les ayant déchiffrées, éventaient leurs secrets... »

Tout cela est fort possible, mais, à moins d'admettre que tous les courriers étaient vendus et qu'aucun ne se fit prendre, comment s'expliquer que Don Juan fût déconcerté par les fuites au point d'être obligé d'envoyer Escovedo à Madrid pour éclaircir ce mystère ? Les arrestations de courriers ne pouvaient pas se cacher bien longtemps. Ajoutons que les dépêches interceptées étaient chiffrées. Par qui les Fla-

mands avaient-ils eu communication du chiffre royal ?... Or c'était Antonio Pérez qui le détenait officiellement.

Voilà des présomptions bien troublantes en faveur de la thèse officielle.

Quoi qu'il en soit, deux faits au moins paraissent devoir être pris en considération dans le récit du P. de Sépulvéda : premièrement, Pérez était payé par les Flamands pour qu'il les avertît des décisions prises à leur sujet au Conseil d'État, — et deuxièmement, Don Juan, alarmé de ces divulgations, crut devoir envoyer à Madrid son fidèle secrétaire, Escovedo, pour en informer le Roi.

Puisque la piste ouverte par Pérez ne nous mène qu'à des invraisemblances ou des contradictions et qu'elle est à bon droit suspecte, nous allons essayer d'utiliser la version officielle dans l'essentiel de ses affirmations. Nous verrons si, en la suivant, nous n'arrivons pas à une explication plus plausible, plus conforme à la vraisemblance comme à la vérité des faits historiquement prouvés et enfin à la psychologie des deux principaux acteurs du drame.



S'il y a une chose certaine dans ce chaos de mensonges intéressés, de faits adultérés, de

demi-vérités fuyantes, s'il y a un point solide dans ce marécage plein de terres mouvantes et de feux-follets, c'est l'amitié de Pérez avec Escovedo, — on peut même ajouter : son alliance politique avec Don Juan d'Autriche. Comment et pourquoi cette alliance et cette amitié se sont-elles tout à coup brisées ? Comment et pourquoi Pérez a-t-il été amené à trahir son ami et son allié, en essayant de les perdre dans l'esprit du Roi ? Si l'on admet la version officielle et, par conséquent, l'hypothèse des relations frauduleuses et criminelles de Pérez avec les révoltés flamands, la raison de ce revirement et de cette rupture paraît assez claire.

De par ses fonctions de secrétaire chargé des affaires des Pays-Bas, il était en rapports officiels et réguliers avec les Flandres. Nous savons qu'il avait à son service des domestiques flamands, qu'il les garda même longtemps après son arrestation, qu'il en avait jusque dans sa prison de Saragosse. Que ce soit par ces domestiques ou par d'autres espions, il est infiniment probable qu'il eut vent des soupçons de Don Juan et d'Escovedo touchant ses trahisons. D'ailleurs, la simple prudence devait l'engager à prendre ses précautions. Un jour ou l'autre, Escovedo et Don Juan découvriraient ses manigances avec les rebelles des Flandres. Au cas probable où ils en instruiraient le Roi, il convenait de les ruiner d'avance dans la confiance de celui-ci,

en les lui rendant suspects, en ôtant toute crédibilité à leurs allégations.

De là ce lent travail de suggestion entrepris pour exciter Philippe II contre son frère. Comment Philippe croirait-il son secrétaire coupable de trahison, lorsque ce secrétaire serait dénoncé par des gens que le Roi lui-même considérerait comme des traîtres ?

De là enfin cette romanesque histoire du complot ourdi par Don Juan et par Escovedo : le mariage avec Marie Stuart, l'alliance anglaise, le débarquement sur la côte asturienne. Sans doute Philippe jugeait à leur valeur ces imaginations et ces projets chimériques. Mais sans doute, après les insinuations méthodiques et persévérantes de Pérez, n'était-il pas très rassuré sur les intentions de son frère. Lorsque l'émissaire de celui-ci arriva à Santander, le 21 juillet 1577, il est possible qu'il ait conçu de vagues appréhensions. En tout cas il est assez curieux de constater que, précisément pendant ce mois de juillet, un peu avant ou après l'arrivée d'Escovedo, Philippe II, ne se sentant pas très en sûreté à l'Escorial, fit venir de Madrid une compagnie de hallebardiers pour garder les abords du monastère. Il convient, d'ailleurs, d'ajouter que cette mesure pouvait se justifier par des craintes et des rumeurs semées dans le public : le bruit courait avec persistance que cette année 77 devait être funeste à la Maison royale.

C'est à ce moment que se place la fameuse annotation marginale écrite, selon Pérez, de la main de Philippe II, sur une lettre d'Escovedo et sur laquelle il a échafaudé tout son système de défense : « *Le coup est tout près de nous atteindre, il faut nous bien précautionner de toute façon et nous hâter de le dépêcher avant qu'il ne nous tue.* » Voilà ce qu'aurait écrit le Roi, — et d'un style vraiment bien peu royal, — en apprenant le débarquement du redoutable Escovedo. Le Roi aurait tremblé comme si une armée entière suivait cet individu... Pérez a inséré cette phrase dans son *Memorial* et, la trouvant sans doute trop peu explicite, il l'a corsée dans un prétendu billet que Philippe II lui aurait adressé et dont une copie se trouve dans le manuscrit de La Haye. Ce billet, dont l'original n'existe pas, non plus que celui de la lettre d'Escovedo, nous en avons cité le texte plus haut. Rappelons le pour la commodité du lecteur et l'intérêt du rapprochement : « *Certes il conviendra de presser les choses pour la mort du Verdinegro, de peur qu'il ne nous surprenne. Car il ne doit pas s'endormir ni se départir de ses habitudes. Faites et hâtez-vous, avant qu'il ne nous tue !* » Remarquons d'abord qu'il n'est point prouvé que ce nom de « Verdinegro » désigne le secrétaire de Don Juan. Ces noms conventionnels étaient assez d'usage dans les chancelleries de l'époque et même, le secret des correspondances étant constamment

violé, dans les lettres courantes. Admettons cependant qu'il s'agisse, ici, d'Escovedo ; il est trop évident que ces mots : « il conviendra de presser les choses *pour la mort d'Escovedo* » ont été ajoutés au texte précédent (que nous supposons également authentique) parce que les expressions « nous hâter de *le dépêcher*, ou de *l'expédier*, ont à juste titre, paru trop vagues à Pérez. Le mot *despachar*, que nous traduisons par « dépêcher » est généralement employé, dans la langue diplomatique du temps, au sens de « régler une affaire ». Dépêcher quelqu'un, c'est conclure une affaire avec lui, terminer une négociation. Si nous songeons qu'Escovedo venait en Espagne pour demander à Philippe II des subsides en hommes et en argent et si nous nous rappelons que Pérez lui avait prêté des desseins perfides, l'annotation marginale de Philippe II (toujours en la supposant authentique) peut signifier simplement ceci : « hâtons-nous de l'expédier, ou d'expédier son affaire, avant qu'il ne nous fasse mats, ou qu'il ne nous roule ». Car le mot *matar* ne signifie pas seulement « tuer », mais battre quelqu'un au jeu, le « faire mat ». En traduisant ainsi, nous atténuons ce qu'il y a de choquant et d'invraisemblable dans ce mot brutal de « tuer ». Car Escovedo ne débarquait pas de Bruxelles, le poignard au poing, pour faire son affaire à Philippe II.

Ce billet, *produit par le seul Pérez*, ou plutôt

cette simple annotation marginale de la main du Roi (supposée authentique) ne peut donc être considérée comme un ordre formel donné par Philippe à Pérez, d'assassiner Escovedo. Nous verrons plus loin si le Roi pouvait, en conscience, envisager comme une chose licite l'assassinat d'Escovedo, même coupable de haute trahison. Pour l'instant, tenons-nous en aux assertions de Pérez lui-même : Escovedo vient en Espagne sous prétexte de demander de l'argent, en réalité, selon lui, pour préparer un soulèvement contre Philippe II. Pérez, en falsifiant les dépêches chiffrées qu'il recevait de Bruxelles, a su exciter la défiance du Roi contre son frère et contre Escovedo, qu'il représente comme le mauvais conseiller de Don Juan. Philippe, trompé par Pérez, devait tout naturellement se tenir sur ses gardes. Mais, s'il avait été si convaincu des dangereux projets d'Escovedo, la raison d'État l'obligeait à mettre tout de suite ce traître dans l'impossibilité de nuire. Si Pérez dit vrai, comment Philippe n'a-t-il pas fait arrêter Escovedo dès son arrivée à Santander ? Son ennemi venait se livrer lui-même. Il était si facile de le faire mettre au secret dans une forteresse, de lui arracher l'aveu de ses mauvais desseins et, la preuve obtenue, de le condamner à mort ? Au lieu de cela, le secrétaire de Don Juan se promène librement dans Madrid, — et cela pendant huit mois, — sans qu'aucun texte nous indique

qu'il ait été l'objet d'une surveillance quelconque.

Toutefois, il convient d'ajouter que Pérez a prévu cette objection. Si le Roi, dit-il, avait fait arrêter Escovedo, c'eût été donner l'alarme à Don Juan. Mais qu'est-ce que Don Juan aurait pu faire dans ces Flandres lointaines, seul, sans subsides, environné d'ennemis ? Don Juan était, en réalité, à la merci de son frère, à moins de pactiser avec les huguenots : ce qui nous jette dans des hypothèses impossibles et des difficultés inextricables. Encore une fois, tout cela ne tient pas debout un seul instant.

Force nous est donc de nous en tenir aux faits qui paraissent incontestables et, en définitive, à la version officielle : Escovedo arrive en Espagne précédé par une mauvaise réputation que lui a faite Pérez, celui-ci s'étant efforcé de le noircir, ainsi que Don Juan, dans l'esprit du Roi. D'autre part, nous savons par la version officielle qu'Escovedo vient non seulement demander de l'argent pour l'armée des Flandres, mais se plaindre des fuites de documents qui causent un tel préjudice au gouvernement des Pays-Bas.

Fut-il reçu par le Roi ? Rien ne le prouve, en dehors de la version officielle. Mais il semble bien difficile d'admettre que Philippe ait refusé de recevoir l'homme de confiance de son frère, chargé d'une mission confidentielle auprès de lui et qui enfin pouvait lui apprendre sur les

affaires de Flandre une foule de choses utiles au service.

Voilà donc Escovedo en conversation avec Philippe II. Il lui fait part des fuites dont se plaint Don Juan. On cherche le coupable et l'on finit par acquérir la conviction que ce ne peut être que Pérez. Immédiatement celui-ci est mis en observation par le Roi, — et, du coup, la situation est retournée : ce n'est plus Escovedo, c'est Pérez qui devient le traître, l'homme dangereux, dont il faut surveiller les agissements.

Alors Pérez, sentant que le sol est miné et, — pour me servir de son originale et très jolie expression, — que tout est « enchanté » autour de lui, songe à prendre ses sûretés. Il est l'ami de la princesse d'Eboli, laquelle est un puissant personnage, d'abord par sa grande fortune et ensuite par ses alliances ou ses relations avec toute la grandesse espagnole. Elle a des propriétés dans le Royaume de Naples, des châteaux où un fugitif peut trouver un asile. D'autre part Pérez a, lui aussi, des amis et des alliés non seulement en Espagne, et particulièrement en Aragon, mais en Italie, en France et dans les Pays-Bas. Le Roi osera-t-il s'attaquer à un homme si bien défendu et qui, de plus, détient d'importants secrets d'État, — d'ailleurs si habile, si fertile en expédients (Philippe en sait quelque chose)...? Toujours est-il qu'à partir de l'arrivée d'Esco-

vedo à Madrid, les relations de Pérez avec la Princesse paraissent devenir de plus en plus étroites. On le voit constamment chez elle. Que peuvent-ils bien comploter ensemble ? Étant donné le caractère violent de doña Ana de Mendoza, ces agissements ne devaient pas rester bien longtemps secrets...

C'est alors que se produisit un véritable coup de théâtre.

VI

L'ASSASSINAT D'ESCOVEDO

A ce point critique de l'affaire, pour nous débrouiller au milieu des obscurités qui l'environnent, reprenons la version officielle, telle qu'elle s'est concrétée dans le récit naïf du P. de Sépulvéda :

« Comme on disait que le secrétaire Antonio Pérez ne faisait qu'entrer et sortir de chez la veuve de Ruy Gomez de Silva, mère du duc de Pastrana, lequel fut un de ses grands familiers, le Roi Catholique fit appeler le secrétaire Escovedo et lui ordonna d'être comme le gardien de la princesse d'Eboli et de ne laisser entrer personne dans cette maison, de la garder et de l'observer, et s'il se produisait quelque incident, de l'en aviser en détail, de l'avertir notamment de ceux qui entraient et sortaient et en particulier des allées et venues du secrétaire Antonio Pérez. Le secrétaire Escovedo s'acquitta immédiate-

ment de ce que le Roi lui commandait. Et voyant que le secrétaire Antonio Pérez entraît et sortait continuellement de cette maison, et à des heures extraordinaires, — ce que le Roi Catholique savait déjà, Escovedo l'en ayant averti de vive voix, — voyant donc que cela allait de mal en pis, il ne voulut pas encore en parler au Roi, mais il dit à la Princesse elle-même qu'elle ne devait pas agir ainsi et qu'elle fit bien attention, que Sa Majesté s'opposait aux entrées du secrétaire Antonio Pérez. Si la princesse continuait à permettre ces entrées, il ne pouvait se dispenser d'en parler à Sa Majesté. Celle-ci le prit très mal, en conçut un vif ressentiment et elle ne se sentait pas d'impatience de voir le secrétaire Antonio Pérez pour lui conter la chose. A peine fut-il entré, ce qui ne tarda guère, qu'elle la lui conta. Antonio Pérez ayant été ainsi informé de l'incident, elle décida de faire mettre à mort Escovedo... »

Bien entendu, ce récit ne saurait être pris au pied de la lettre. Il a été écrit longtemps après les événements et l'on voit que l'auteur s'ingénie à dramatiser sa narration. Le Roi ordonna-t-il à Escovedo (dont il avait tant de raisons de se défier) de surveiller la Princesse ? Cela paraît peu probable. Les pièces du procès nous démontrent que la seule jalousie d'Escovedo contre Pérez avait suffi pour le brouiller avec son ancien ami et pour en faire un censeur quinteux des

écarts de conduite de la Princesse. Est-ce lui qui révéla à Philippe les privautés de Pérez avec la Princesse ? Cela semble également peu probable. Car ces relations existaient depuis une année au moins, lorsque le secrétaire de Don Juan arriva à Madrid. Il est bien invraisemblable que le Roi n'en ait pas été averti par la rumeur publique d'abord et ensuite par sa police secrète. Notons, d'autre part, le vague des expressions dont se sert Sépulvéda, lorsqu'il s'agit d'établir les responsabilités dans l'assassinat d'Escovedo. La princesse, nous dit Sépulvéda, « décida de le faire mettre à mort ». Il nous faut bien ajouter que sans doute Pérez se rendit aux raisons de la Princesse, puisqu'il se chargea de l'exécution du crime.

Quoi qu'il en soit de toutes ces critiques, il n'en est pas moins vrai que ce document confirme tout ce que nous savions déjà par les pièces des divers procès intentés contre Pérez (lesquelles pièces, redisons-le encore, ne sont que des copies plus ou moins complètes et fidèles). Il en ressort : premièrement que la princesse était surveillée par Escovedo sur l'ordre ou non du Roi, — deuxièmement que les imprudences de langage d'Escovedo, à tout le moins ses remontrances lui valurent l'inimitié de la Princesse, — troisièmement que celle-ci s'entendit avec Pérez pour le faire assassiner.



Commençons par écarter un préjugé ou une erreur historique qui a encore contribué à embrouiller cette affaire compliquée et qui a égaré certains historiens modernes, en particulier Mignet : on veut dire la prétendue jalousie amoureuse de Philippe II contre Pérez. Philippe aurait été le rival, et le rival malheureux de son secrétaire. Ou plutôt, la princesse d'Eboli, qui avait été sa maîtresse et qui aurait eu de lui un fils, l'aurait trahi pour Pérez. De là le ressentiment implacable du Roi, de là son acharnement pendant près de vingt ans contre Pérez. Ne pouvant pas s'expliquer pour quelles raisons Philippe II s'est obstiné pendant si longtemps à faire condamner Pérez, les historiens en question ont imaginé cette inextinguible jalousie. Si cela était vrai, la passion de Philippe pour la princesse d'Eboli se serait maintenue à l'état furieux pendant près de trente ans. Et cette rancune amoureuse aurait persisté chez un vieillard qui vivait, à l'Escorial, d'une vie toute de pénitence et de renoncement. Une telle hypothèse paraît à *priori* tout à fait extravagante.

Mais l'étude des faits a démontré depuis longtemps que ces amours de Philippe II et de la princesse d'Eboli sont une pure légende, laquelle ne repose que sur des bavardages de cour, des

cancans de secrétaires d'ambassade et surtout sur les insinuations vaniteuses de Pérez, qui lui-même a essayé d'expliquer par la jalousie les rigueurs de Philippe II contre lui. A part cela, il n'y a pas un texte sérieux qui le prouve. Et rien, dans l'attitude de Philippe à l'égard de la princesse, comme dans celle de la princesse à son égard, pas une phrase, pas un mot n'autorise pareille supposition. On a prétendu qu'il avait eu d'elle un fils, le duc de Pastrana, que celui-ci lui ressemblait et même s'en vantait. Mais de quel grand personnage, ou de quel homme célèbre, n'a-t-on pas assuré avec intrépidité une chose aussi difficile à démontrer ?

Qu'on songe seulement à l'âge qu'avait Philippe II à cette époque et aussi à l'âge d'Anna de Mendoza. Le Roi avait 51 ans et la princesse 38 ans. Elle était mère de dix enfants et elle était borgnesse. Avec cela un caractère difficile et emporté, un orgueil et des prétentions nobiliaires qui la rendaient insupportable. Rappelons-nous de plus que Philippe n'a réellement sévi contre Pérez que longtemps après son crime, et la découverte de ses relations avec la princesse. On a beau dire que le Roi était passé maître dans l'art de la dissimulation : on ne s'explique pas que cette passion supposée, cette passion furieuse puisqu'elle aurait duré tant d'années, ait été si maîtresse d'elle-même à ses débuts et soit devenue si acharnée et si violente

à mesure que Philippe vieillissait. De nouveau on s'embourbe dans les invraisemblances et les contradictions... Mais, dira-t-on, pourquoi cette surveillance étroite exercée sur la princesse ? N'y a-t-il pas là l'indice d'une jalousie exaspérée ? — En aucune façon ! Le Roi faisait surveiller la princesse parce qu'elle était veuve et qu'elle passait pour avoir la tête peu solide. Sa maison, à Pastrana aussi bien qu'à Madrid, était considérée comme une pétaudière, où chacun s'arrogeait le droit de commander. Elle dilapidait sa fortune, négligeait les intérêts et l'éducation de ses nombreux enfants. Étant donné le caractère paternel de la monarchie absolue, Philippe se croyait obligé en conscience de protéger contre elle-même la veuve d'un de ses anciens serviteurs et surtout de prendre en main les intérêts de ses enfants, qu'elle avait déjà voulu abandonner, dans un moment de crise mystique, pour s'enfermer au Carmel de Pastrana. Ajoutons que Doña Ana de Mendoza représentait le vieil esprit féodaliste, dans toute son indiscipline et ses prétentions à l'indépendance, et aussi le désordre, la violence, bref tout ce que Philippe détestait ; qu'au moment où nous sommes, elle entretenait avec Pérez des rapports quotidiens et plus ou moins secrets, qu'elle le laissait disposer de sa fortune, qu'elle le couvrait de cadeaux, que tous deux appartenaient à un clan politique ; que Philippe enfin,

s'il avait été averti par Escovedo des compromissions de Pérez avec les Flamands, avait de bonnes raisons pour se défier de celui-ci et de ses manigances avec la princesse : il n'en faut pas davantage pour justifier la surveillance qui environnait toutes les démarches d'une femme ambitieuse et quelque peu folle et d'un secrétaire sans scrupules, sur la moralité duquel un esprit aussi positif que celui du Roi ne devait pas avoir de grandes illusions.

Abandonnons donc une fois pour toutes cette hypothèse absurde des amours de Philippe II et de la princesse d'Eboli. Pérez est, à cette époque, l'amant et le seul amant, d'Anna. Il est même à peu près certain qu'elle n'en eut jamais d'autre, en raison de sa disgrâce physique et des aspérités de son caractère, — et c'est ce qui explique sans doute la frénésie de cette passion unique et tardive.



Peut-on croire, en revanche, à la jalousie amoureuse d'Escovedo, épris, lui aussi de la borgnesse ? Rien n'autorise de pareils soupçons. Si Escovedo était jaloux de Pérez, c'était pour d'autres raisons que des « raisons de femme », comme disent certains documents contemporains. Outre qu'il enviait sans doute la situation privilégiée de Pérez auprès du Roi, il ne pouvait

lui pardonner d'avoir pris une telle place dans la maison de son ancien maître. Écuyer de Ruy Gomez de Silva, le mari de la princesse, il avait été constamment protégé par celui-ci. Il semble bien qu'il ait dû à sa recommandation le poste de confiance qu'il occupait auprès de Don Juan. En témoignage de sa bienveillance, le prince, en mourant, lui avait transmis sa charge de Régidor perpétuel de la ville de Madrid. Escovedo avait assisté à ses derniers moments et il avait même mis sa signature au bas de son testament, en qualité de témoin. Plus tard, quand il partit pour le royaume de Naples, la princesse d'Eboli lui délégua tous pouvoirs pour prendre possession de son fief de Francavila, cédé à un de ses fils par son aïeul, le prince de Melito.

Pour toutes ces raisons, Escovedo se considérait presque comme un membre de la famille de Ruy Gomez et il se jugeait obligé de défendre l'honneur de son ancien maître. On juge, d'après cela, de sa stupéfaction et de son indignation lorsque, rentré en Espagne, il fut informé des relations équivoques de Pérez avec la veuve de Ruy Gomez et lorsque, bientôt, il constata de ses yeux comment son prétendu ami et allié se comportait chez la Princesse. Il apprit que Pérez usait de la fortune d'Anna comme de la sienne propre et que celle-ci, au grand scandale de ses domestiques, lui envoyait, de son château de Pastrana, « des mulets de bât chargés de mille

choses ». On découvrit plus tard que Pérez avait gardé par devers lui une somme de plusieurs millions, touchés à Naples pour le compte de la princesse ; qu'il avait reçu d'elle des étoffes précieuses, des bijoux, de la vaisselle d'argent. Ces prodigalités et ces dilapidations n'excitaient pas seulement la colère d'Escovedo, mais aussi le ressentiment de la famille et des amis de la veuve. Son fils, le duc de Pastrana, était fort excité contre elle et se répandait en propos violents au sujet de sa conduite. Deux de ses parents, le marquis de la Fabara et le comte de Cifuentes, ne parlaient de rien moins que de tuer Pérez.

La déposition du premier vaut la peine d'être citée, bien entendu sous toutes réserves — ne fût-ce que pour son extraordinaire couleur documentaire : « Le témoin, dit cette pièce du procès, a remarqué le mauvais effet que produisaient les visites de Pérez chez la princesse. Il a vu qu'il la conduisait au spectacle et qu'il y passait de longues heures avec elle. Un jour que le déposant voulait lui-même visiter la Princesse, on le fit attendre à la porte et on ne le laissa pas entrer, parce que Pérez et la princesse étaient ensemble : ce dont le témoin fut fort scandalisé. Un de ses domestiques a souvent vu Pérez sortir de chez la princesse à des heures indues et le témoin a lui-même vu des choses pires encore. Elles lui donnèrent l'idée de se défaire de Pérez et il s'en occupa avec le comte de Cifuentes, qui n'allait

pas chez la princesse pour les mêmes raisons et parce que cette intimité lui paraissait très coupable. Un jeudi saint, le témoin alla à Sainte-Marie demander à Dieu, dans une prière, de le délivrer de l'envie qu'il avait d'assassiner Pérez. Ces idées le poursuivaient, surtout quand il se rappelait que la princesse lui avait demandé s'il savait que Pérez était le fils du prince Ruy Gomez de Silva, son mari, et qu'elle l'engageait à le faire entendre ainsi à tout le monde. Le témoin a ajouté que, dans la maison de la princesse, chacun murmurait de cette intrigue entre elle et Pérez et tenait pour hors de doute que c'étaient eux qui avaient fait mourir Escovedo, parce qu'il leur avait dit *que cela ne pouvait pas se passer ainsi... »*

Cette déposition, — si elle est authentique, — vise des faits très probablement postérieurs à la mort d'Escovedo. Mais, si nous l'avons citée ici, ce n'est pas seulement à cause de sa couleur, mais parce qu'elle exprime à merveille les sentiments qu'éprouva Escovedo, lorsqu'il se rendit compte de ce qui se passait dans la maison de son ancien maître. Notons que la veuve, pour justifier sans doute les assiduités de Pérez auprès d'elle le faisait passer pour un enfant naturel de son mari : de là le surnom donné à celui-ci par les domestiques de la princesse, ou par la malignité publique : on l'appelait « le Portuguais », parce que Ruy Gomez, son père putatif, était

originnaire du Portugal. Elle-même était surnommé « Jézabel » : ce qui donne une idée peu flatteuse et de son physique et de son caractère. Chez cette femme de quarante ans, agitée et surmenée de passions excessives, la décrépitude devait se marquer déjà.

Cette veuve qui n'hésitait pas à salir la mémoire de son mari pour se faire pardonner des amours presque incestueuses, cette vie déréglée et ruineuse, tout cela ne pouvait qu'exciter la bile du quinteux Escovedo. Il se croyait lésé dans ses droits par cet intrus qui prenait des airs de maître dans la maison de son protecteur. Même si le Roi ne lui avait pas donné l'ordre de surveiller la princesse, il se fût arrogé de lui-même cette surveillance. Un billet, — il est vrai, produit par Pérez, — semble insinuer que, dans son zèle jaloux, Escovedo s'était fait fabriquer des fausses clés, afin de pouvoir pénétrer à toute heure au palais d'Eboli. De tels procédés, joints à ses censures et à ses remontrances, suffirent amplement pour expliquer l'inimitié implacable de la fière Anna de Mendoza contre l'ancien serviteur et protégé de son mari. De quoi cet ancien domestique se mêlait-il ? Elle ne le lui envoya pas dire. S'il faut en croire la déposition d'un témoin, consignée dans les pièces du procès, « un jour, Escovedo étant allé représenter à la princesse, que les propos qu'on tenait sur les visites de Pérez étaient fâcheux pour elle ; et,

comme il assurait que c'était parce qu'il avait mangé le pain de sa maison, qu'il parlait ainsi, la Princesse se leva et lui répondit que les écuyers n'avaient rien à dire sur ce que faisaient les grandes dames, — et, là-dessus, elle rentra chez elle... »

Cette réponse est tout à fait dans le caractère de cette femme altière et emportée. Mais voici beaucoup plus fort. Le propre écuyer d'Antonio Pérez aurait confié ce trait à son frère, qui l'aurait déposé en justice : « qu'Escovedo avait vu entre Pérez et la princesse des choses qui ne lui paraissaient pas bien, ce dont il était vivement choqué, et il le laissa entendre. Une fois il les trouva tous deux couchés au lit ou sur un divan, en posture déshonnête, et il s'écria : — « Voilà qui ne peut plus se souffrir, et je suis obligé d'en rendre compte au Roi ! » A quoi la princesse rétorqua : — « Escovedo, faites-le si vous voulez, *que mas quiero el trasero de Antonio Pérez que al Rey* : j'aime mieux le derrière d'Antonio Pérez que le Roi !... »

Convenons-en : ce cri de passion, dans son obscène trivialité, respire une belle énergie ! Mais je ne puis m'empêcher de le trouver fort suspect. Cette anecdote est tirée du fameux recueil intitulé *Proceso criminal*, qui ne fut publié que deux siècles après les événements et qui est plein de copies et d'extraits à bon droit douteux. Mignet y a puisé libéralement. J'avoue que

j'éprouve de très grands scrupules à l'imiter. Toute cette histoire, jusqu'au mot de la fin, me paraît arrangée et romancée à plaisir. Quoi qu'il en soit, la haine de la Princesse contre Escovedo est incontestable, — et il semble difficile de nier que c'est elle qui entraîna Pérez à faire assassiner l'ancien écuyer de son mari. Nous avons vu plus haut, qu'elle entretenait des spadassins et nous verrons bientôt, par les menaces qu'elle proféra contre Mateo Vasquez, un des secrétaires du Roi, qu'elle n'était pas femme à reculer devant un meurtre. Enfin on nous a dit, — et la chose paraît des plus vraisemblables, — qu'elle avait complètement terrorisé Pérez.

Ainsi l'assassinat d'Escovedo aurait été résolu par les deux amants complices.



Si dominé qu'il fut par sa maîtresse, Pérez était un homme de tête, un cerveau froid et calculateur. Il est inadmissible qu'il ait cédé à un entraînement d'amour pour prendre une décision aussi grave. Ce ne peut pas être pour le bel œil de la Borgnesse qu'il a fait tuer Escovedo. Ce personnage ambitieux et machiavélique n'était nullement un amoureux. Alors, pour expliquer le meurtre, on est obligé de recourir aux raisons que Pérez lui-même a données dans ses Relations. Mais ces raisons sont plus spécieuses que

solides. Les historiens qui les adoptent se mettent dans une situation fort embarrassante.

Si réellement, comme le veut Pérez, l'ordre de supprimer Escovedo a été donné par le Roi, au moment où le secrétaire de Don Juan débarquait à Santander, — et avec la recommandation de se hâter (*faites vite ! dépêchez-le !*) on n'arrive pas à comprendre pourquoi Pérez a tant tardé à exécuter les ordres royaux, puisque huit mois s'écoulèrent entre l'arrivée d'Escovedo et son assassinat. Supposons qu'il y ait eu à cela des raisons secrètes : voici qu'au cours de ces huit mois un fait des plus graves se produit, — à savoir la révélation des amours de Pérez et de la princesse, dont Philippe est, nous dit-on, follement amoureux, au point de persécuter pendant des années son heureux rival. Comment admettre, dans ces conditions, que le Roi ait chargé d'une mission de confiance, de l'exécution d'un assassinat politique, qui exigeait le secret le plus absolu, un homme qui le trahissait et dont il était furieusement jaloux ?

Ou bien le Roi n'était pas amoureux de la princesse ? Il ne se défiait pas de Pérez ? Et alors il aurait attendu huit mois pour faire exécuter une sentence de mort qui lui était apparue d'abord comme une mesure de la plus extrême urgence. D'autre part, celui qu'il charge de cette exécution ne se décide à faire le coup que sur l'injonction de sa maîtresse. Et c'est une dévia-

tion brusque de l'intrigue qui, commencée en roman politique, s'achève en roman passionnel. Est-ce parce que Escovedo est un rebelle, qui a trahi son roi, qu'il est assassiné ? Ou est-ce pour avoir offensé la terrible maîtresse de Pérez ? On ne sait plus : les fils de l'intrigue s'entremêlent et s'embrouillent.

Au contraire, en nous ralliant à la version officielle, nous arrivons, autant que possible, à rendre le crime de Pérez intelligible. Il livre aux révoltés des Pays-Bas les décisions du Conseil d'État ; il est payé par eux pour ce triste métier. Et voici qu'Escovedo arrive à l'improviste de Bruxelles ! Que vient-il faire à Madrid ? Don Juan et lui se doutent-ils de quelque chose ? Il est plus que probable que les espions de Pérez et ses domestiques flamands l'ont averti des soupçons de Don Juan et de son secrétaire. Cependant l'attitude du Roi à son égard ne laisse rien deviner. En revanche, celle d'Escovedo est inquiétante, sinon franchement hostile, surtout depuis qu'il est au courant des relations de Pérez et de la Princesse. Sans doute Escovedo n'a pas de preuves positives de ses compromissions avec les révoltés des Flandres. Mais il est immanquable qu'il en ait tôt ou tard. A tout le moins il est venu pour entretenir le roi de ces divulgations mystérieuses de secrets d'État. Cet Escovedo devient un personnage des plus gênants, d'ailleurs prévenu contre lui, et qu'il importe de faire

disparaître... Ainsi les défiances de Pérez à l'égard d'Escovedo se seraient conjuguées avec les ressentiments de la vindicative Anna et, pour des raisons personnelles aux deux complices, le meurtre aurait été résolu.

Mais on ne se défait pas comme cela d'un personnage du rang et de l'importance d'Escovedo ! Il n'est même pas très prudent de se brouiller ouvertement avec lui. Car Escovedo détient des papiers compromettants pour Pérez — papiers qu'il a dû mettre en lieu sûr, et qu'on pourra sortir après sa mort. Subitement, Pérez, qui s'est en effet brouillé avec son ami, à la suite des scènes qui se sont passées chez la princesse, éprouve le besoin de simuler une réconciliation avec ce dernier. On se réconcilie si bien, qu'on devient plus amis que jamais et qu'on se traite publiquement comme tels. Pérez, ayant Escovedo à sa table, affecte, devant tous les convives, de lui passer un billet qu'il vient de recevoir, comme à un confident pour lequel on n'a pas de secrets. En même temps il lui fait comprendre que, s'il possède des lettres compromettantes de lui, il en possède, lui aussi, de non moins compromettantes d'Escovedo. N'est-il pas de l'intérêt de chacun de détruire ces fâcheux papiers ? Nous savons par le fils d'Escovedo que son père accepta ce marché. On se mit d'accord pour brûler ces documents dangereux. La brûlerie eut lieu, en effet, quelque temps avant l'assas-

sinat d'Escovedo et en présence des secrétaires de Pérez. Mais ces bons amis se trompèrent mutuellement. Chacun garda au moins des copies de certaines lettres brûlées, puisque, quelques années plus tard, ces documents furent produits devant les tribunaux par chaque partie intéressée.

Quoi qu'il en soit, Pérez, grâce à cette feinte réconciliation et à cette brûlerie, croyait bien avoir pris toutes les précautions humainement possibles. Après une minutieuse préparation du meurtre, il allait pouvoir donner l'ordre décisif.



Comment s'y prit-il pour supprimer Escovedo ?

Le récit que nous en a fourni le P. de Sépulvéda, dans le document déjà cité, semble des plus fantaisistes, mais il contient un fond de vérité, qu'il est assez facile de dégager, en rapprochant ces assertions de celles des témoins cités aux Procès de Pérez.

L'annaliste de l'Escorial s'exprime ainsi : « Il s'aboucha avec un fameux capitaine qui était venu de Flandre pour demander des grâces au Roi. Tous les jours, ce militaire tentait de parler au secrétaire Antonio Pérez, afin que celui-ci fit expédier son affaire, — car tout passait par

ses mains. Il finit par le voir. Et Pérez, l'ayant pris par la main, lui dit : « — Seigneur capitaine, Sa Majesté est très au courant de votre demande comme de vos bons services. Je L'ai informée de tout et votre demande vous sera accordée très prochainement avec de grands avantages, mais Sa Majesté vous ordonne tout d'abord de tuer le secrétaire Escovedo. » Le capitaine fut très effrayé de ces propos, parce qu'il savait que le Roi Catholique aimait beaucoup ce secrétaire. Le capitaine répondit : — « Seigneur Antonio Pérez, comment saurai-je que c'est le bon plaisir de Sa Majesté que je le tue ? » L'autre répondit : — « Parce qu'Elle me l'a dit à moi-même ! Et, pour que vous le fassiez en toute tranquillité de conscience, je vous remettrai une cédule signée de Sa Majesté et vous donnant l'ordre de le faire. » Et comme Pérez détenait la signature et tout, la chose fut on ne peut plus facile... D'autres disent que non, et qu'Antonio Pérez promit seulement au capitaine de lui faire accorder sa demande et de lui donner trois mille ducats, s'il tuait le secrétaire Escovedo, et que le capitaine, moyennant la faveur promise et l'argent en plus, promit de faire le coup... »

Pour l'essentiel, ces affirmations sont confirmées par des dépositions de témoins : les assassins furent effectivement embauchés soi-disant par ordre du Roi, avec promesse d'impunité et de récompense en cas de réussite. Mais les choses

se passèrent beaucoup moins simplement et traînèrent beaucoup plus en longueur que dans le récit du moine de l'Escorial. Avant de recourir à l'assassinat, on essaya maintes pratiques ténébreuses, dont le pauvre Escovedo ne se tira que par miracle.

Il était depuis cinq mois à Madrid, lorsque son ami Pérez commença à s'occuper sérieusement de le faire disparaître : c'est du moins ce qu'affirmèrent plus tard les complices du meurtre. L'un d'eux, le propre majordome de Pérez, un certain Diego Martinez, déclara que son maître lui avait parlé de l'affaire pour la première fois, aux environs de la Noël de l'année 77. Celui-ci lui aurait demandé s'il ne connaissait pas un moyen de supprimer Escovedo. Martinez en parla à mots couverts, à un page de la maison, qui s'appelait Antonio Enriquez et qui fit, devant les juges, la déposition suivante :

« Un jour que je me trouvais dans la chambre de Diego Martinez, majordome de Pérez, celui-ci me demanda si je connaissais un homme de mon pays qui consentît à donner un coup de couteau à quelqu'un, que l'affaire était d'importance et que, même si la mort, s'ensuivait, cela ne faisait rien. Je répondis que oui et je me chargeai d'en parler à un mulétier, un certain Antonio Cartagena. Je parlai donc à ce garçon et il consentit à donner du couteau à qui l'on voudrait. Là-dessus Martinez me pressa beaucoup

d'exécuter la chose, en me disant que, pour plus de sûreté, il valait mieux tuer l'agressé et il me donnait à entendre que l'homme que l'on devait tuer était une personne de qualité et que le secrétaire Antonio Pérez approuvait le meurtre. Je lui répondis que, dans ces conditions, l'affaire n'était pas de celles que l'on confie à un muletier. Là-dessus Martinez me dit que l'homme en question mangeait fréquemment chez Pérez, que peut-être il serait plus sûr de lui donner quelque boucon ou quelque breuvage. Et alors nous décidâmes de faire diligence pour trouver quelque drogue mortelle que l'on mélangerait à son manger ou à sa boisson. A quelques jours de là, j'eus l'occasion d'aller à Murcie pour affaires personnelles. Je le dis à Martinez qui en fut ravi, parce que, prétendait-il, on trouvait aux environs de Murcie certaines herbes excellentes pour le résultat que nous cherchions. Diego Martinez me donna une liste de trois ou quatre sortes d'herbes, que je devrais me procurer et lui rapporter. C'est ce que je fis. Or, dans le même moment, Martinez avait fait venir à Madrid un certain apothicaire ou herboriste, originaire de Molina, une localité qui se trouve sur la frontière de Castille et d'Aragon. Cet apothicaire s'appelait Muñoz, du moins à ce qu'il affirmait. Il venait tous les jours chez moi pour y distiller les dites herbes et les accommoder à la fin que nous nous proposions. Nous essayâmes le

poison sur un coq que j'avais acheté tout exprès, mais il ne produisit aucun effet. Comme on n'aboutissait à rien, on paya grassement l'apothicaire, qui s'en retourna chez lui bien content.

« A quelque temps de là, Martinez me déclara qu'il avait trouvé ce qu'il fallait, à savoir une certaine eau à faire boire, ajoutant que le secrétaire Antonio Pérez ne voulait se fier à personne qu'à moi seul et qu'il fallait que je versasse cette eau dans le verre d'Escovedo, lequel devait assister à un dîner que le maître donnait dans sa maison neuve, que c'était contre lui que s'étaient faites toutes les tentatives antérieures, car j'avais ignoré jusque là quelle était la personne. Alors je répondis que, si c'était l'ordre du secrétaire Antonio Pérez, je le ferais. Là-dessus, ledit Pérez me manda dans une chambre de sa maison neuve. Nous étions seuls. Il me dit qu'il lui importait beaucoup que le secrétaire Escovedo mourût et qu'en tout cas, j'eusse soin de lui verser cette boisson, le jour qui était convenu pour ce dîner, que pour cela et pour tout le reste, je me concertasse avec le dit Martinez, son majordome. Après quoi, il me fit les offres habituelles en pareil cas, et, à partir de ce moment, il me parla de l'affaire ouvertement.

« Au jour dit, le repas eut lieu. Y assistèrent le comte de Chinchon, Melchior de Herrera, Nubes de la Puerta et ledit secrétaire Jean Escovedo... Dans la première salle, étaient dressés deux

buffets, l'un pour l'argenterie, l'autre pour la vaisselle et les boissons qu'on servait à table... De la dite salle, à main gauche, on passait dans celle où étaient les tables et dont les fenêtres donnent sur la campagne. Entre la pièce où l'on devait manger et celle où étaient les dressoirs, il y avait une pièce carrée servant d'antichambre ou de passage et où il n'y avait personne. Pendant le repas, j'eus soin d'apporter à boire au secrétaire Jean Escovedo chaque fois qu'il le demandait et l'occasion s'en offrit deux fois. Et, chaque fois, je versais dans le vin que je lui donnais, une eau choisie par Antonio Pérez et que Diego Martinez, son majordome, gardait dans une toute petite fiole. Et voici comment nous procédâmes les deux fois que je donnai à boire à Escovedo. Diego Martinez faisait constamment le guêt et quand je traversais la salle du milieu où il n'y avait personne que Martinez, je m'arrêtais à dessein pour lui parler et, pendant ce temps, celui-ci versait dans le verre que j'apportais l'eau que le secrétaire Antonio Pérez avait ordonné de mêler au vin. Il en versait chaque fois la valeur d'une coquille de noisette, ainsi que son maître le lui avait recommandé. Quand on eut fini de manger, Escovedo s'en alla et les autres restèrent à jouer. Au bout d'un moment, Pérez sortit, sous prétexte d'un besoin, et il alla droit à une des chambres donnant sur le patio. Là, nous lui montrâmes, Martinez et moi, ce

qui manquait dans la fiole, l'ayant versé dans le verre d'Escovedo. Et je crois me rappeler que le dit Pérez déclara que nous lui en avions trop donné. Après quoi il retourna à la table de jeu. Mais ladite boisson ne produisit aucun effet. Et, comme la fois précédente, nous n'aboutîmes à rien.

« Quelque temps après, ledit secrétaire donna un nouveau dîner dans une maison dite du Cordon, qui lui appartenait en propre. A ce dîner il y avait Escovedo, Naval (?) de Puebla, (je ne me souviens plus des autres), et enfin Doña Juana, la femme de Perez. On servit à chacun des convives une jatte de lait ou de crème ou quelque chose de semblable, je ne me rappelle plus exactement. Dans celle d'Escovedo on avait mêlé une certaine poudre qui ressemblait à de la farine. Et, en plus de cette poudre, je lui donnai à boire une ou deux fois dans un verre où Martinez comme précédemment, avait versé dans le vin un peu de l'eau en question. Ce dîner donna de meilleurs résultats, mais non décisifs. Ce fut une expérience faite sur Escovedo, qui en tomba malade...

« Alors Martinez trouva le moyen de faire entrer en relations d'amitié un sien ami surnommé Picaro, garçon de cuisine du Roi notre Sire, avec un ami du cuisinier du secrétaire Escovedo. Ledit Picaro se rendait chaque matin à la maison dudit secrétaire Jean Escovedo et,

comme celui-ci était encore malade du dernier dîner, on lui faisait des bouillons à part. Ledit Picaro, saisissant l'occasion, jeta dans le pot-au-feu la valeur d'un dé à coudre d'une certaine poudre que Martinez lui avait donnée. Là-dessus, les soupçons tombèrent sur une esclave, qui n'était nullement coupable et qui fut pendue de ce chef. Le secrétaire Escovedo ayant de nouveau échappé au poison, on décida de recourir à un autre moyen, qui fut de l'assassiner pendant la nuit, dans la rue, d'une façon quelconque, pourvu que de fût rapidement fait et, cette fois, définitif... On décida que j'irais dans mon pays chercher un ami qui se chargeât de la chose et pour faire venir une baliste, comme on en fabrique en Catalogue, de petite dimension et bonne à tuer un homme. Et ainsi je partis de Madrid par la poste. C'était pendant le carême de 1578, On me donna une cédule de cent écus pour Barcelone, afin de me permettre de remplir mon message. J'allai donc à Barcelone et, à mon retour j'emmenai avec moi mon demi-frère pour l'entreprise en question et je lui promis cent écus d'or et, de plus, l'amitié du secrétaire Antonio Pérez : il s'appelait Miguel Bosque.

« On avait apporté la baliste, qui était d'une palme et demie ou deux et capable d'expédier un homme même revêtu d'une armure. Le jour que nous arrivâmes à Madrid, on pendait l'esclave dudit secrétaire Escovedo. Le soir, je vis

Diego Martinez, je lui rendis compte de la mission et je lui remis la baliste. Martinez la prit et la porta dans la maison d'Antonio Pérez, avec deux flèches.

« Mais pendant que j'étais allé dans mon pays, le dit secrétaire Antonio Pérez avait fait venir d'Aragon un certain Juan de Mesa pour tuer Escovedo. Quand je revins de Barcelone, le dit Juan de Mesa se trouvait à Madrid et avec lui un autre homme qui s'appelait Insausti et qu'il s'était procuré à cet effet. Dès que je fus arrivé, ils se réunirent tous hors de Madrid, dans une maison de campagne pour se concerter et prendre leurs dispositions. Ceux qui assistèrent à cette réunion furent Diego Martinez, le majordome du secrétaire Antonio Pérez, Picaro le marmiton du Roi, son ami Juan de Mesa, Insausti, mon demi-frère Miguel Bosque et moi. Nous nous réunîmes donc et nous concertâmes la mort dudit Escovedo. Pendant ce temps-là, le secrétaire Antonio Pérez s'en était allé à Alcala de Hénarès, et autant que je me rappelle, c'était pendant la Semaine sainte. Au cours de cette réunion à la campagne, nous décidâmes qu'il fallait nous procurer un estoc et qu'il valait mieux employer cette arme, dès que l'occasion s'en présenterait. Alors Diego Martinez donna immédiatement l'ordre de s'en procurer un. Il l'acheta, ou le fit acheter en même temps que des dagues, et il fut décidé que, chaque soir,

à la tombée de la nuit, nous nous réunirions sur la place Saint-Jean (?) et que, de là, on se disperserait pour guetter le passage d'Escovedo. Insausti, le Picaro et Miguel Bosque devaient faire le coup, tandis que Diego Martinez, Juan de Mesa et moi nous devions nous tenir à proximité, au cas où ils auraient besoin d'aide, ou pour toute autre éventualité... »



Avant de livrer le pauvre Escovedo à ses assassins, arrêtons-nous un instant sur cette cynique et pittoresque déposition du page Enriquez.

On pourra constater que cette déposition, extraite du *Sumario* qu'a publié récemment le P. Zarco Cuevas, diffère en plus d'un point de la déposition du même témoin, telle qu'elle se trouve dans le *Proceso criminal*. Cela nous prouve une fois de plus que ces copies ont été faites avec plus ou moins de soin, plus ou moins de fantaisie, peut-être même qu'elles se réfèrent les unes et les autres, non à des pièces écrites, mais à des témoignages oraux forcément un peu vagues de contours. Mais, en somme, s'il y a différence, il n'y a pas contradiction. Le P. de Sépulvéda nous affirme que Pérez, pour décider l'assassin, mit en avant le nom du Roi et qu'il abusa de sa

signature. Le page Enriquez et le majordome Diego Martinez vont plus loin : d'après eux, non seulement Pérez aurait promis de l'argent, et sa protection aux assassins, mais il leur aurait affirmé que le Roi avait hâte de faire exécuter Escovedo et qu'il leur saurait beaucoup de gré d'un tel service. Par ailleurs, la maison du Cordon où eut lieu le dîner de Locuste appartenait-elle à Pérez ou à un de ses amis ? Qui étaient les convives du festin ? La réponse peut varier selon qu'on s'adresse au *Proceso* ou au *Sumario*. Cela n'a pas très grande importance. L'essentiel est que ces documents nous apportent des détails concordants et tellement circonstanciés, qu'ils n'ont pas pu être inventés par des faussaires. En somme ils sont d'accord sur ces points capitaux : que Pérez tenta à plusieurs reprises d'empoisonner Escovedo, qu'en désespoir de cause, il se résolut à le faire assassiner par des *bravi*, que son majordome Diego Martinez monta le coup et que les trois assassins d'Escovedo furent Insausti, Juan Rubio dit le Picaro et Miguel Bosque, tandis que les trois autres, Martinez, Juan de Mesa et le page Enriquez faisaient le guet.

Remarquons en outre les précautions très habiles que prit Pérez : il choisit ses complices en Aragon et en Catalogne, pays de *fueros*, qui jouissaient d'une juridiction spéciale, beaucoup plus protégée contre l'arbitraire royal que la juridiction castillane. D'autre part, Pérez est lui-

même un Aragonais. Il a, à Saragosse et dans toute la région, des amis et des clients dévoués jusqu'à la mort. En cas de découverte du crime, il pourra compter sur eux et sur leurs proches pour le défendre, lui et sa bande de criminels. Le chef des exécuteurs, Insausti, paraît bien avoir été, lui aussi, un Aragonais. Toutefois il convient de noter que dans l'acte d'accusation dressé contre Pérez par le Procureur du Roi devant le Tribunal d'Aragon, le chef de la bande porte un autre nom : ce serait un capitaine nommé Garcia de Arce, que Pérez aurait fait venir du presidio de Fontarabie ou d'ailleurs « au nom de Sa Majesté ». Ce document officiel confirme la version quasi-officielle du Père de Sépulvéda qui nous parle également, on s'en souvient, d'un certain capitaine que Pérez aurait fait venir des Flandres.

Faut-il identifier Insausti avec le capitaine Garcia de Arce ? Dans l'impossibilité d'éclaircir ce mystère, nous nous en tiendrons au fait brutal, tel qu'il ressort de l'interrogatoire des accusés :

« Le lundi de Pâques, 31 mars, dit Enriquez, jour où le meurtre fut commis, Juan de Mesa et moi tardâmes plus que de coutume à nous rendre au lieu indiqué, de sorte que, quand nous arrivâmes sur la place Saint-Jacques (ou Saint-Jean) les autres étaient déjà partis pour faire sentinelle sur le passage du secrétaire Escovedo. Pendant que nous étions à rôder autour, Juan de

Mesa et moi, il nous vint de ce côté le bruit qu'on avait assassiné Escovedo. Sur quoi, nous nous sauvâmes dans nos logis... »

De son côté, Diego Martinez raconte ceci :

« Un jour de la Pâque de Résurrection, à la tombée de la nuit, *ils* me dirent : — « C'est ce soir, qu'il faut faire le coup, ou jamais, parce que nous en avons assez de cette affaire ! » Et ils me quittèrent au coucher du soleil, à savoir Juan Rubio, Bosque et Insausti. Quant à Juan de Mesa et à Antonio Enriquez, ils restèrent avec moi. A quelque temps de là, Juan Rubio revint chez moi et il me dit qu'il savait où se trouvait Escovedo. Et alors il alla à la maison où était celui-ci et on fit le guet, attendant qu'il sortît. Nous nous mîmes en route derrière lui, Juan de Mesa, Antonio Enriquez et moi et, avant que nous fussions arrivés à la place Saint-Jacques, nous entendîmes toute une rumeur de gens qui couraient et qui disaient qu'on avait tué Escovedo. Là-dessus, Mesa et Enriquez rentrèrent chez eux et moi dans mon appartement, chez Antonio Pérez. Je me mis à table, et pendant que j'étais à dîner, arriva Juan Rubio qui me dit : — « C'est fait ! Tous sont en sûreté ! » Et, dans le même moment, entra je ne sais plus qui, en disant : — « On a tué Escovedo ! » Alors, Diego de Suyca se rendit sur les lieux pour juger de la blessure et, cette même nuit, on envoya un message à Antonio Pérez qui se trouvait à Alcalá,

car il avait donné l'ordre qu'on l'avisât de tout ce qui arriverait... »

Sans insister sur le beau cynisme de ces déclarations, nous nous bornerons à faire remarquer qu'elles concordent assez exactement. Toutefois elles sont contredites par la version plus ou moins officielle du P. de Sépulvéda qui raconte assez différemment la mort d'Escovedo. Selon lui, on se le rappelle, il aurait été frappé par un certain capitaine retour des Flandres : « A la tombée de la nuit, dit Sépulvéda, le capitaine aperçut des lumières qui venaient dans la rue et, regardant bien, il constata que c'était le secrétaire Escovedo qui venait du palais et se rendait à la maison de Ruy Gomez. Cet homme avait toujours sur lui deux ou trois bonnes pierres, depuis qu'il s'était décidé à le tuer et qu'il l'espionnait. Jugeant l'occasion favorable, et voyant approcher le secrétaire, que précédaient deux pages portant des torches allumées, il se plante bien en face de lui, lance sa pierre et, comme il était bon tireur, il l'atteint au beau milieu du front, l'étend roide mort sur le pavé et s'enfuit. D'autres disent qu'il le tua d'un coup d'arquebuse... »

Il n'est pas indifférent de confronter toutes ces versions, parce qu'elles nous prouvent une fois de plus l'incertitude qui enveloppe même les détails les plus essentiels de cette affaire. Et cela se comprend, si l'on se souvient que les dépositi-

tions des accusés ont été recueillies environ dix ans après les événements et que les mémoires du P. de Sèpulvéda furent écrits longtemps après. Tabler sur ces documents forcément inexacts par quelque côté, c'est s'exposer à de graves erreurs historiques. Nous ne pouvons en retenir que ce qui paraît incontestable : à savoir que le secrétaire Escovedo fut tué par un assassin à gages, dans une rue de Madrid, la nuit du lundi de Pâques, 31 mars de l'année 1578.

Voilà un cadavre par terre, — et un cadavre d'importance. Le seigneur Escovedo, secrétaire du Roi, attaché à la personne du Sérénissime prince Don Juan d'Autriche, frère de Sa Majesté, était un grand personnage dans Madrid. Cet assassinat y excita un bruit énorme et, comme bien on pense, les commentateurs les plus passionnés. La justice alertée commença immédiatement son enquête. Pendant ce temps, la bande criminelle gagnait le large et prenait ses sûretés. Selon la déposition du page Enriquez, Insausti qui avait fait le coup, jeta l'estoc ensanglanté dans un puits, qui se trouvait dans la cour de la maison habitée par Juan de Mesa. Le lendemain, on le fit partir pour Saragosse avec peu d'argent sur lui, dans la crainte qu'une plus forte somme éveillât les soupçons de la police, s'il se faisait prendre. Ensuite le majordome de Pérez prit ses dispositions pour que les deux autres complices, Juan Rubio dit le Picaro et Miguel

Bosque, pussent franchir la frontière de Castille et se réfugier, eux aussi, en Aragon.

Plus tard, le page Enriquez reçut cent écus d'or de la main du majordome Martinez : « Juan de Mesa eut en récompense une chaîne d'or, cinquante doublons de huit, ou quatre cents écus d'or et une tasse d'argent fin. La princesse d'Eboli lui donna par écrit un titre d'employé dans l'administration de ses biens. Enfin, Martinez étant venu rejoindre à Saragosse Enriquez, Juan Rubio et Insausti, leur apporta un brevet d'alférez ou d'enseigne au service du Roi d'Espagne et au traitement de vingt écus d'or. En possession de ces brevets, *signés par Philippe II* et par Pérez, le 19 avril 1578, dix-neuf jours après l'assassinat d'Escovedo, les meurtriers se dispersèrent pour aller chacun à son poste. Juan Rubio se rendit à Milan. Antonio Enriquez à Naples et Insausti en Sicile... »

J'emprunte ces dernières phrases à Mignet, qui ne fait que reproduire ici les allégations plus ou moins sûres du *Procès criminel* et qui semble tirer des présomptions de culpabilité contre Philippe II du fait que les brevets d'alférez décernés aux trois complices étaient signés du nom du Roi et de celui de Pérez. C'est oublier que ce dernier, qui avait le département de la Guerre, était maître des nominations militaires qui se faisaient automatiquement au nom du Roi, lequel les signait les yeux fermés, lorsqu'il

s'agissait de grades inférieurs ou de petits emplois ; et enfin que Pérez pouvait même se dispenser de cette formalité, ayant des blancs-seings à sa disposition.

Tandis que les exécuteurs de son crime s'embarquaient pour l'Italie, Pérez était retenu à Madrid. Tout de suite, l'opinion publique le désigna lui et la Princesse d'Eboli comme les véritables meurtriers. Une atmosphère de suspicion ne tarda pas à environner les deux amants. Il était bien difficile à la justice de négliger ces rumeurs accusatrices. Mais Pérez s'attendait à tout cela. De longue date, et dans le plus petit détail, il avait préparé la justification du meurtre.

En face d'un criminel aussi habile et aussi résolu, quelle attitude va prendre le Roi ?

VII

L'ARRESTATION DE PÉREZ ET DE LA PRINCESSE D'EBOLI

C'ÉTAIT un cadavre des plus encombrants, pour le Roi comme pour les alcades, que celui du secrétaire Jean Escovedo. En sa personne, une individualité marquante disparaissait de façon tragique et toute une clientèle, tout un clan politique étaient abattus avec lui. Outre la famille du mort, sa veuve et ses enfants, tous ceux qui vivaient de lui ou qui comptaient sur sa protection, faisaient un beau tapage. Avec les clients et les amis, il y avait aussi ses confrères de la chancellerie royale qui manifestaient une grande indignation. Les secrétaires de Sa Majesté se considéraient comme atteints par le meurtre d'Escovedo... Eh quoi ! on osait porter la main sur un serviteur du Prince, et cela presque sous ses yeux, dans cette ville de Madrid, où la justice était si puissante et si bien armée !

Après un coup pareil, s'il restait impuni, à quelles audaces n'allaient point se porter les malfaiteurs et les assassins ! Les fonctionnaires du *Despacho* n'étaient plus en sûreté!...

Les alcades n'avaient pas attendu ces clameurs pour agir. Dès le lendemain du crime, ils firent arrêter tous ceux qui cherchaient à sortir de la ville. Le jour suivant, ils obligèrent tous les logeurs à donner les noms de leurs hôtes. Une enquête fut commencée avec autant de zèle que de rigueur. Et ce simple fait commande une première réflexion, c'est que, si Philippe avait été réellement coupable de l'assassinat d'Escovedo, il aurait tout de suite modéré le zèle de la justice et imposé silence aux plaignants, comme il le fit plus tard avec son secrétaire Mateo Vazquez et les enfants de la victime. Il leur donna à entendre que des raisons d'État empêchaient des poursuites publiques. On ne voit pas pourquoi ces raisons qui furent jugées bonnes et acceptées, quelques mois plus tard, ne l'eussent pas été au lendemain de l'assassinat.

Quoi qu'il en soit, cet événement sensationnel ne paraît pas avoir beaucoup ému cet homme impassible. Il avait, comme d'habitude, passé la semaine sainte à l'Escorial et il n'avait pu rentrer à Madrid, au plus tôt, que le soir du lundi de Pâques, c'est-à-dire le soir même où Escovedo fut assassiné. Il dut se coucher en arrivant et c'est dans son lit qu'il apprit la nouvelle par

un billet de Mateo Vazquez, auquel il répondit par ces simples mots : « J'aurai soin de vous faire appeler aujourd'hui pour voir ce qui vient de se passer. Vous avez eu raison de me faire avertir immédiatement du cas d'Escovedo, que j'ai appris dans mon lit. Quelques instants après est arrivé Don Diego de Cordoba (Premier écuyer du Roi) avec la nouvelle qui m'a surpris (*que ha sido extraña*). Je ne comprends rien à ce que disent les alcades ». Ainsi Philippe a été « surpris » tout d'abord par ce meurtre. C'est, pour lui une chose « étrange », une affaire à laquelle il « ne comprend rien ». Que si l'on récuse cette lettre, citée par Don Gaspar Muro dans sa curieuse *Vie de la Princesse d'Eboli*. — lettre sortie d'une collection particulière, — récusera-t-on aussi cette annotation marginale du Roi sur une lettre de Pérez, produite par Pérez lui-même? Celui-ci parle de fausses clés, à l'aide desquelles Escovedo pénétrait chez la princesse, — et Philippe de répondre : « Certes, l'affaire des clés est une grande scélératesse qui méritait très bien ce qui est arrivé... » D'où il ressort, que, pour le roi, l'assassinat d'Escovedo s'explique, ou peut s'expliquer, par l'emploi de procédés scélérats comme celui des fausses clés. Sa première pensée c'est qu'Escovedo s'est attiré par là la vengeance de la princesse...

Mais tout cela ne laisse pas d'être sujet à caution. Nous ne saurions trop le redire : c'est

une fatalité de cette histoire, en raison de ses obscurités, que toutes les hypothèses faites pour les dissiper, reposent sur des textes ou bien suspects ou insuffisamment explicites, et qu'enfin ces hypothèses en suscitent de contraires tout aussi invraisemblables.

Tenons-nous en à ce qui nous paraît certain, à ce qui est confirmé par tout un ensemble de documents et de dépositions, — et enfin aux affirmations de la version officielle formulée par le P. de Sépulvéda. D'après cela, dans quel état d'esprit pouvait bien être Philippe II au lendemain du drame ?

Il est certain, d'abord, qu'en ce moment-là, il devait être très courroucé des relations et des intrigues de Pérez avec la princesse d'Eboli. Personne n'ignorait ces amours scandaleuses, cet adultère d'un homme marié avec une veuve de haut rang : chose grave aux yeux d'un Espagnol, et réprouvée sévèrement par la morale religieuse ! Et, d'autre part, la veuve se ruinant pour entretenir le luxe de son amant, gaspillant une fortune qui était celle de ses enfants : une pareille conduite ne pouvait qu'exciter l'indignation d'un prince austère et économe qui ne badinait pas en ces matières. Il lui semblait que le déshonneur qui atteignait la mémoire de Ruy Gomez de Silva, son fidèle serviteur, rejaillissait jusqu'à lui. Ajoutons qu'il avait été averti par Escovedo des fuites de secrets d'État et des

trahisons qui se produisaient au gouvernement des Flandres. Pérez, qu'il soupçonnait, était mis en observation par lui, s'il n'avait pas acquis déjà la preuve de sa culpabilité. Et toutefois il n'avait pas grande confiance non plus dans Escovedo. Très probablement, il était resté dans son esprit quelque chose des insinuations pour ne pas dire des accusations de Pérez, qui l'avait représenté à Philippe comme un véritable rebelle, un traître, qui suggérait à son maître Don Juan les projets les plus aventureux et les plus pernicioeux. Pour tous ces motifs, il est assez compréhensible qu'il n'ait pas été précisément consterné de la mort, même violente, d'Escovedo. Et l'on s'explique le mot, quelque peu compromettant pour lui, au premier abord, de son historien, Cabrera de Cordoba, lequel déclare que cette mort « ne lui déplut point. »



Quoi qu'il en soit, il ne pouvait pas laisser abattre ainsi, au coin d'une borne, un de ses secrétaires, l'homme de confiance de son frère ! L'opinion publique réclamait un châtiment. Lui-même, en sa qualité de justicier suprême, devait avoir à cœur de connaître les coupables, quelles que pussent être, en leur faveur, les circonstances atténuantes. Sa curiosité aussi était excitée. Qui avait fait le coup ? Les uns y voyaient

la main des hérétiques, c'est-à-dire des révoltés flamands qui auraient fait suivre Escovedo jusqu'à Madrid par des assassins à gages. La ville, disait-on, était pleine d'étrangers de la pire catégorie et capables de tous les méfaits. D'autres prétendaient que c'était une affaire de femme, que le secrétaire Escovedo avait été tué par un rival, ou par une femme jalouse. Enfin beaucoup de gens désignaient Pérez et sa maîtresse comme les auteurs du crime.

Celui-ci, qui avait assisté aux funérailles de son ancien ami, qui avait consolé la veuve, en lui promettant de s'employer de tout son zèle à la découverte des assassins, Pérez jouait l'ignorance avec un beau cynisme. Tout de suite il avait fait disparaître ses complices. Lui-même invoquait un alibi : il avait passé la semaine sainte à Alcala et n'était revenu à Madrid que le lendemain du meurtre, pour enterrer son ami.

Il est certain que le Roi l'interrogea tout de suite et même que Pérez lui rendit compte à sa façon de ce qui s'était passé. Hâtons-nous de dire que, pour cela, rien n'est plus dangereux que de se fier au récit que nous en a donné Pérez dans ses Relations. Il y a inséré des billets truqués avec annotations du Roi, dont on ne peut faire état qu'avec la plus grande défiance.

Se dénonça-t-il lui-même, en affirmant qu'il avait cru interpréter la volonté royale, — qu'il avait pensé bien faire, en saisissant l'occasion

d'une vengeance féminine, pour débarrasser le Roi d'un véritable ennemi de l'État ? La thèse est soutenable... Mais d'après les documents produits par Pérez lui-même, il semble plus probable qu'il dit la vérité : à savoir que c'était la princesse qui avait eu l'idée de ce crime. Elle avait voulu se défaire d'un censeur indiscret et insupportable, peut-être d'un amant honteux, qui l'avait offensée, en essayant de s'introduire chez elle avec des fausses clés. Si nous nous rappelons que Philippe avait peut-être chargé Escovedo de surveiller la conduite dévergondée de la Princesse, on concevra le ressentiment qu'il dut en éprouver contre elle : cette mégère avait fait assassiner un émissaire royal, l'homme qu'il avait placé près d'elle pour la surveiller ! Philippe lui-même était visé indirectement par ce crime ! Et, d'autre part, il n'ignorait pas les relations galantes de Pérez et de la princesse : celui-ci, qu'il l'eût avoué ou non, était certainement son complice !

La situation était des plus embarrassantes pour le Roi. Que faire ? Laisser poursuivre en Pérez un de ses secrétaires, un homme qui passait pour avoir toute sa confiance, quel scandale dans Madrid et quelle fâcheuse affaire ! Mais surtout poursuivre la princesse ! On ne pouvait pas y songer un seul instant. Le scandale eût été pire encore, surtout étant donnés les bruits qui couraient sur sa conduite. On con-

naissait déjà son intrigue amoureuse avec Pérez : que venait faire Escovedo dans cette histoire ? Est-ce à titre de rival, d'amant jaloux qu'il avait été assassiné ? Les tribunaux pouvaient-ils étaler ces hontes, montrer la princesse, une mère de dix enfants, disputée par deux amants ? Le Roi pouvait-il laisser infliger cet outrage à la mémoire de son fidèle serviteur, Ruy Gomez de Silva ? Allait-on voir sa veuve monter sur l'échafaud pour avoir fait abattre, au coin d'une rue, un amant qui avait cessé de plaire ?...

Le Roi pensant ainsi, ayant sur l'honneur, sur ses devoirs paternels de souverain absolu, les idées de son temps et de son pays, ne pouvait admettre qu'une si grande dame, Doña Ana de Mendoza, duchesse de Pastrana et princesse d'Eboli, pût donner un pareil exemple à ses sujets et causer un tel scandale. Son premier mouvement fut pour étouffer l'affaire, — tout au moins en ce qui concernait la Princesse. Il importait, avant tout, au cas où la justice voudrait enquêter contre elle, de supprimer les preuves, de faire évader les spadassins à gages, quitte à les repincer ailleurs sous un prétexte quelconque. Il fallait éviter, à tout prix, qu'ils ne tombassent entre les mains de la justice castillane. En cela, il est vraisemblable que le Roi ait pu se mettre d'accord avec Pérez, sans être le moins du monde complice de l'assassinat. Pour sauver la princesse, il a pu, avec Pérez, et comme

semblent l'indiquer les billets produits par celui-ci, essayer de détourner les soupçons des alcades et faire filer au plus vite en Aragon les assassins d'Escovedo...



Mais, pendant ce temps, les alcades ne restent pas inactifs, ni non plus la famille, les clients et les amis d'Escovedo. Et de nouveau la question se pose : pourquoi le Roi, qui veut étouffer l'affaire, n'arrête-t-il pas les plaintes et les enquêtes ? Encore une fois, on ne peut pas prétendre tout éclaircir dans cette ténébreuse affaire. Cependant, il est permis de penser que Philippe n'était pas fâché de voir jusqu'où allait la complicité de Pérez dans l'assassinat. Surtout de compromettre un homme dont il avait de bonnes raisons de se méfier, et qu'il tenait à se ménager des armes contre lui.

Les accusateurs de Pérez étaient soutenus dans leurs recherches plus ou moins souterraines par un autre secrétaire du *Despacho*, ce Mateo Vazquez que nous avons déjà vu paraître au cours de l'affaire et en qui l'on s'est plu à voir un rival acharné, autant que haineux, jaloux et perfide, de son confrère Antonio Pérez. Ce Vazquez était, lui aussi, de naissance assez louche et d'assez basse extraction. On le disait orphelin, ou abandonné de ses parents, et recueilli par un

chanoine de la cathédrale de Séville, qui l'éleva et lui fit donner une éducation libérale. Mais les mauvaises langues insinuaient qu'il était en réalité le fils naturel du chanoine et qu'ainsi s'expliquerait la sollicitude de celui-ci envers cet enfant abandonné. A en croire ces bruits malveillants, Mateo Vazquez aurait donc été, comme son ennemi Antonio, « un fils de prêtre », engeance mauvaise et vindicative !... Toutefois Mateo nous a conté sur lui même une autre histoire, — une histoire passablement romanesque, car tout est romanesque dans cette invraisemblable affaire.

D'après lui, sa famille aurait été originaire de Corse, pays de « vendetta » : ce qui confirmait, d'une autre façon, le caractère vindicatif attribué au personnage. Sa mère, alors enceinte de lui, aurait été capturée par des pirates barbaresques et emmenée à Alger. Matéo serait né dans un bagne africain : De là l'injure que lui jetait à la face la princesse d'Eboli ! » *Perro moro*, chien maure ! » Mais sa mère aurait fini par être rachetée avec son enfant, conduite d'Alger à Séville et recueillie par le chanoine qui, après avoir élevé le jeune Vazquez, le recommanda à un de ses amis, le futur cardinal d'Espinosa, évêque de Sigüenza. Celui-ci l'ordonna prêtre et le fit entrer plus tard dans les bureaux du Roi.

Mateo Vazquez ne tarda pas à être remarqué de

Philippe précisément pour ses qualités fort différentes de celles d'Antonio Pérez. Aucun charme, aucun brillant, une culture et une intelligence moyenne, mais beaucoup d'application aux affaires et ce souci du détail minutieux, que la Roi prisait par-dessus tout, enfin un grand zèle pour tout ce qui touchait à la sûreté du Prince et de l'État et un dévouement qui paraissait sincère. Philippe, ayant fait de lui une sorte d'archi-secrétaire, lui accorda sa confiance, au moins autant qu'à Pérez : de là jalousie et rivalité entre les deux secrétaires. Notons, en passant, que l'un et l'autre, tous deux enfants naturels, étaient sortis de rien : il y avait un parti-pris évident chez Philippe II, comme chez Louis XIV, de choisir pour collaborateurs des gens de naissance obscure et de fortune médiocre, qui lui devraient tout.

Dès le début de l'affaire, Mateo Vazquez excita le Roi à sévir contre l'assassin ou les assassins d'Escovedo. D'après lui, l'impunité pourrait autoriser des bruits préjudiciables à la Majesté royale. Mais surtout il y allait de la sécurité des autres secrétaires. Qui oserait dorénavant se dévouer pour le Roi, travailler en toute conscience pour son service, si les bons serviteurs étaient ainsi récompensés?... Et il insistait sur la rumeur publique qui accusait Pérez.

Alors quoi ? Laisser poursuivre Pérez !... C'était peut-être pis que de poursuivre la prin-

cesse ! Certes le Roi connaissait, ou soupçonnait déjà ses intrigues et ses trahisons flamandes. Mais on ne pouvait toucher à lui sans mettre en effervescence tout un parti des plus importants. C'était un autre personnage, un politique d'une autre envergure qu'un Escovedo. Amant et allié de la Princesse, il tenait par elle les chefs les plus influents de la grandesse. Il avait pour amis et pour défenseurs le Primat d'Espagne, Don Gaspar de Quiroga, cardinal-archevêque de Tolède, le vieux marquis de Los Velez, l'intègre et vertueux Président de Castille, Don Antonio Pazos. Philippe pouvait-il laisser derrière lui, dans sa capitale, tout un clan de mécontents, juste au moment où allait s'ouvrir la succession de la monarchie portugaise, qu'il s'apprêtait à aller recueillir au nom de sa mère, l'Impératrice Isabelle, princesse de Portugal ? C'était une très grosse affaire, qu'il avait préparée de longue date et pour laquelle il avait été aidé par Pérez, chargé précisément des affaires de Portugal. A la veille d'événements si importants pour l'Espagne, allait-il se priver des services d'un homme qui connaissait à fond cette question, qui avait engagé toute espèce de tractations plus ou moins occultes avec le parti espagnol de Lisbonne ? Ensuite Pérez, qui avait eu jusqu'alors la confiance du Roi, qui, depuis si longtemps, exerçait les fonctions de secrétaire d'État, qui assistait aux délibérations du conseil, Pérez détenait

tous les secrets de la politique royale. Attaqué, traduit en justice, il se vengerait, sinon par lui-même, au moins par ses amis et alliés, car il avait le bras long, ayant des intelligences dans toutes les cours et dans tous les pays d'Europe. S'il ne parlait pas, d'autres parleraient pour lui, produiraient des papiers que l'astucieux secrétaire avait dû mettre en sûreté ! Et puis enfin, derrière Pérez, il y avait la princesse. Poursuivre Pérez, c'était poursuivre sa maîtresse, qui, de toute évidence, était sa complice dans le crime. Et, derrière la princesse, il y avait ses enfants, — les enfants de Ruy Gomez de Silva, le dévoué ministre de Philippe. Leur mère, tutrice légale, avait l'administration de leur patrimoine. Le Roi allait-il consommer la ruine d'une des premières maisons d'Espagne, en retirant à ces enfants leur protectrice naturelle ?

Il est certain que toutes ces considérations ont joué, qu'elles ont influé plus ou moins sur la détermination de Philippe, homme de tous les scrupules et de tous les cas de conscience. Et il est non moins certain que, dès cette époque-là, il cherchait le moyen de se débarrasser de Pérez, dont il redoutait les intrigues et dont il commençait à constater les trahisons. Il voulait faire la place nette aussi bien en Flandre que dans ses bureaux. D'ores et déjà, le remplacement de Pérez et celui de Don Juan comme gouverneur des Pays-Bas était décidé. Le Roi négociait dès

maintenant avec leurs successeurs éventuels, Alexandre Farnèse et le cardinal Granvelle. En attendant, il fallait assurer l'expédition et la transmission des affaires. Pérez était une utilité dont on ne pouvait momentanément se passer. Il devait donc rester à son poste, continuer son service. Et c'est en effet la décision à laquelle s'arrêta Philippe. Plus tard, Pérez, dans ses Relations, a essayé de faire croire que cette attitude inchangée du Roi à son égard et en apparence bienveillante, dénonçait sa complicité dans le meurtre d'Escovedo. Il suffit de réfléchir un instant pour comprendre les mobiles probables de la conduite royale.

Mais dans quel labyrinthe à peu près inextricable la conscience de Philippe était engagée ! Des raisons d'État et des raisons de haute convenance morale l'empêchaient de sévir contre les coupables. Et pourtant Pérez et sa maîtresse étaient à ses yeux, d'indéniables ciminels, dont l'un avait ajouté la trahison à son forfait !... Après bien des hésitations, il finit par conclure qu'il valait mieux, du moins provisoirement, surseoir au châtimement. Les conséquences des poursuites seraient pires que le mal causé par les deux complices !...

Alors, s'il faut en croire Pérez, le Roi se serait adressé au Président de Castille, Don Antonio Pazos, et l'aurait prié d'intervenir à la fois auprès des plaignants et au près de Mateo Vazquez,

leur protecteur ou leur conseiller présumé. A celui-ci il aurait donné une semonce assez sévère, lui représentant que, n'étant tenu ni par ses fonctions ni par aucun lien de parenté de poursuivre les meurtriers d'Escovedo, son zèle paraissait fort suspect. Et le Président aurait conclu : « Abstenez-vous donc, car l'affaire est bien différente de ce que vous supposez!... »

A la famille du mort, Pazos aurait tenu un langage analogue. Il aurait dit au fils aîné d'Escovedo : « Seigneur Don Pedro Escovedo, le Roi m'a remis les mémoires que voici de vous et de votre mère, dans lesquels vous demandez justice de la mort de votre père contre Antonio Pérez et contre madame la princesse d'Eboli. Sa Majesté m'ordonne de vous dire qu'on vous fera justice tout entière, sans acception de personne, de lieu, de sexe, ni d'état. Mais je dois d'abord vous engager à bien examiner quels fondements ou pièces à conviction vous avez pour établir vos preuves et qui soient de nature à vous disculper de l'offense que vous feriez à des personnes si considérables. Car, si ces preuves ne sont pas très suffisantes et ne justifient pas votre plainte, la démonstration tournera contre vous, la princesse étant la personne qu'elle est et son état et sa haute qualité étant dignes d'un si grand respect, et Antonio Pérez étant aussi ce qu'il est, comme descendant de père et aïeux depuis si longtemps serviteurs

de sa couronne et comme occupant la haute charge dont il est aujourd'hui pourvu. Enfin, et avant que vous me répondiez, je vous dirai aussi confidentiellement et *j'affirme sur ma parole de prêtre que la princesse et Antonio Pérez sont aussi innocents que moi... »*

Ce petit discours, très habile et très bien tourné a été arrangé de toute évidence par Pérez. En tout cas, il est produit par le seul Pérez, ce qui suffit à le rendre plus que suspect. L'allusion de cet enfant naturel et de ce parvenu à ses aïeux, serviteurs de la couronne suffirait déjà à éventer la supercherie. Mais, comme on dit aujourd'hui, il va véritablement un peu fort, lorsqu'il prête au Président Pazos, évêque de Pâti et plus tard de Cordoue, en tout cas magistrat d'une intégrité éprouvée, ce serment téméraire ou mensonger : « J'affirme sur ma parole de prêtre que la princesse et Antonio Pérez sont aussi innocents que moi. » Comment pouvait-il le savoir ? Le Roi, supposé coupable, n'était pas homme à lui faire de telles confidences. Et, même en admettant qu'il les lui eut faites, comment ce prêtre pouvait-il affirmer l'innocence de Pérez et de la princesse, tous deux complices du Roi ?...

Il paraît certain, pourtant, qu'il y eut une intervention du Roi et du Président Pazos auprès de la famille du mort et aussi auprès de Mateo Vazquez. Il fut admis provisoirement

que la plainte serait retirée et que les meurtriers d'Escovedo ne seraient pas poursuivis. Je dis provisoirement car ce serait mal connaître Philippe que de supposer qu'il consentirait à laisser ce meurtre impuni. Pour lui, c'était une question de conscience qu'il *devait* régler, dès qu'il le pourrait sans inconvénient majeur, ni risquer le pire...



Ici commence, dans la marche de l'affaire, une période de tâtonnements, d'indécision et de confusion qui la rend très difficile à suivre. Ce qui semble émerger de cet embrouillamini, ce qui est même certain, c'est l'arrogance, l'insolence et les prétentions croissantes de Pérez et de sa maîtresse devant cette reculade de l'autorité royale.

Pérez nous conte, dans ses Relations, qu'à la suite de l'intervention du Président Pazos, Matéo Vazquez feignit de rester tranquille comme la famille d'Escovedo, mais qu'en réalité, il continua son enquête et ses intrigues contre lui, Pierre Escovedo, le fils aîné de la victime, ayant promis de retirer sa plainte. Vazquez aurait engagé un parent du mort, un certain Melchior Puerta de Agüero, à déposer une nouvelle demande. La chose n'est pas absolument prouvée, bien que Matéo Vazquez ait

entretenu toute une correspondance confidentielle avec ce personnage. Mais il est inconteste que Pérez et la princesse savaient que Vazquez les avait dénoncés au Roi comme coupables de l'assassinat d'Escovedo. De là le ressentiment implacable de l'un et la fureur de l'autre contre celui qu'elle appelait : « le chien maure ». Voyant que le Roi avait l'air de capituler, les deux complices s'enhardirent. D'abord ils réclamèrent arrogamment la punition de Vasquez, pour s'être permis d'affreuses calomnies contre deux personnes de qualité. Une seconde fois, l'affaire est retournée. Pérez n'est plus le coupable : il est la victime d'odieuses calomniateurs, les Escovedo et Matéo Vasquez. C'est lui maintenant qui demande justice contre des ennemis acharnés à le perdre... Philippe est alors bien embarrassé. Il trébuche au milieu de toutes ces trames qui s'entrecroisent ! Il avait cru tout arranger, tout pacifier momentanément, en arrêtant les poursuites, en enterrant l'affaire. Et voici qu'une nouvelle affaire se greffe sur la première !

D'autre part, Pérez n'est pas sans deviner qu'avec de tels procédés, il achève de se perdre dans l'esprit du Roi. Celui-ci surveille ses relations avec les Flamands. Le secrétaire infidèle est plus que jamais en observation. Il sent que sa situation est ébranlée. Sur ces entrefaites, la secrétairerie des Affaires d'Italie étant devenue

vacante par suite de la mort de son titulaire, Don Diego de Vargas, il pose sa candidature à cet emploi. Le Roi, après le lui avoir promis, finit par le donner, sur les représentations du comte de Chinchon, membre de ce conseil, à Gabriel de Zayas, ancien fonctionnaire de la secrétairerie d'État. Pérez vit, dans cet échec le résultat des manœuvres occultes de ses ennemis. Comme il le dit, tout est « enchanté » autour de lui. Il y a comme un sort jeté sur ses moindres démarches. Il chemine à travers des pièges invisibles, espionné par des yeux sans cesse aux aguets. Alors, sentant l'orage approcher, il songe à se mettre à l'abri. Il propose à Philippe sa démission. Il se retirera en Aragon, son pays d'origine, où, dès longtemps, il s'est ménagé des partisans, où il sait qu'il trouvera des juges à sa dévotion, si le Roi s'avise de l'y poursuivre. Ou bien il ira vivre désormais sur les terres de la Princesse, qui lui promet une pension de deux ou trois mille ducats, à laquelle Sa Majesté voudra bien en ajouter une autre plus considérable, en guise de compensation, puisqu'il se démet de sa charge.

A de certains moments, les deux complices parlent très haut. Dès qu'ils sentent faiblir la volonté du Roi, leurs criailleries deviennent plus agressives et leurs prétentions plus ambitieuses. Ils se savent d'ailleurs énergiquement soutenus par tous leurs anciens partisans. Le

Cardinal de Tolède est pour eux et même le vertueux Antonio Pazos, le Président de Castille. Il y a de celui-ci maintes lettres adressées à Philippe, où il lui conseille la clémence et où il ne cache pas son indulgence pour Pérez. La plus curieuse, la plus étrange de toutes est celle où Pazos transmet au Roi les conditions de son secrétaire en révolte. Notons que Philippe avait toujours besoin des services de Pérez, puisqu'il ne lui avait pas encore trouvé de remplaçant, — et que, pour le bien de ce même service, il lui demandait de se réconcilier avec son collègue Matéo Vasquez. Et c'est ce qui encourageait l'audace et les prétentions de Pérez. Dans cette lettre datée du 7 mars 1579 et publiée par Don Gaspar Muro dans son livre sur la Princesse d'Éboli, le Président de Castille écrivait au Roi ces confidences attristées : « Ce soir, j'ai conféré avec *cette personne* (sans doute le duc de Medina Sidonia) et tous deux nous nous occupâmes de l'affaire et de sa résolution (celle de Pérez). Et nous fûmes consternés de voir que l'obstination de l'homme ne fait que croître avec la douceur et les bons procédés dont on use à son égard. Nous soupçonnons que c'est la femme (la Princesse d'Éboli) qui est le ferment de tout cela et Votre Majesté s'en convaincra par les six billets ci-joints et qui sont de sa main. Ils ont été adressés à la personne en question, qui me les a confiés sur mon engagement

de ne les montrer qu'à Votre Majesté. Je suis désolé qu'ils soient si mal écrits et je supplie Votre Majesté de prendre en patience certaines choses qu'Elle y lira. *Il faut songer qu'elles sont écrites par une femme en liberté et qui n'a peur de rien... »*

Très certainement ces billets devaient contenir des phrases peu flatteuses pour le Roi ou pour ses ministres. Après ces constatations désolantes, voici maintenant les conditions de Pérez : « La personne susdite m'a fait les deux déclarations suivantes : l'homme lui a dit que, de toutes les grâces que pourrait lui faire Votre Majesté, la plus précieuse à ses yeux serait une bonne retraite. Lui-même aurait déclaré à cette personne que, s'il reste en service, ce ne peut être qu'avec des honneurs et des grâces et qu'alors il servirait Votre Majesté, non point en considération de ces faveurs, mais parce qu'il a à cœur de servir Votre majesté. Au contraire, il considérerait comme un grand affront de rester en charge sans ces démonstrations honorifiques et sans ces grâces. La seconde déclaration c'est que, s'il est obligé de quitter Madrid, il se retirera sur les terres de la femme et que, là, elle lui donnera trois ou quatre mille ducats par an. Il fit prendre note également qu'au cas où on lui donnerait une place de conseiller au Conseil d'Italie, avec une rente en conséquence, il consentirait à se tenir tranquille... »

Le Roi fut encore plus consterné que le Président Pazos à la lecture de cet ultimatum. Lui-même l'avoue dans les notes marginales de cette lettre : « plus je pense à tout cela, plus je me trouve embarrassé. Dans les deux sens, il y a des considérations d'un grand poids *et je n'arrive pas à tranquilliser ma conscience* au sujet de la question d'Italie... Je vais prendre ces quelques jours pour me recueillir, pour bien examiner la chose et pour bien réfléchir. Dans le même temps, je me confesserai, je communierai et je me recommanderai à Dieu, lui demandant de m'éclairer et de m'inspirer après Pâques la résolution qui conviendra le mieux à son service et à la décharge de ma conscience, enfin au bien de cette affaire, qui est l'unique considération qui me guide en tout cela, quoique cela m'excede un peu de voir que cette question devienne publique (ce à quoi il fallait s'attendre avec une femme) et quoiqu'il soit d'un très mauvais exemple et très fâcheux pour l'autorité de voir qu'ils obtiennent ce qui leur plaît avec de tels moyens et de tels procédés et qu'ils triomphent pour avoir voulu me prendre en un pire moment de nécessité et par famine (*el haberme querido tomar en el mayor tiempo de necesidad y por hambre*). Cela m'a paru une très mauvaise action, qui leur fait perdre presque tout crédit auprès de moi... »

Le singulier aveu d'impuissance de la part

de cet homme que l'on regarde comme un despote redoutable, dont les moindres volontés sont rigoureusement obéies ! On sent qu'il a peur de Pérez presque autant que de la Princesse, cette furie qui, elle, « n'a peur de rien ». Et quelle situation paradoxale et même un peu comique !... Philippe considère Pérez et sa maîtresse comme deux assassins, il est scandalisé, comme tout Madrid, de leur adultère public ! Il sait que Pérez trahit les secrets d'État, qu'il est un concussionnaire autant qu'un faussaire ! Et non seulement il se croit obligé de ne pas les châtier, mais, pour se conserver les services de Pérez en un moment critique — au moment où va s'ouvrir la succession de Portugal car c'est ce que veut dire sans doute cette bizarre expression : « au pire moment de nécessité et par famine » — et aussi parce qu'il ne veut pas faire monter sur l'échafaud une femme qui porte un des plus grands noms d'Espagne, qui est la veuve, d'un de ses plus fidèles serviteurs, — voilà que de concession en concession, il est amené à leur accorder des honneurs et des grâces, en réparation d'un prétendu dommage causé par les accusations de Mateo Vazquez !... C'est cela surtout qui bouleverse la conscience royale. Ne pas poursuivre les coupables, — du moins provisoirement, — passe encore ! Mais être amené, par ce système d'indulgence, à les récompenser !... On conçoit qu'il ait reculé devant une pareille énor-

mité, qui était non seulement un défi au bon sens, mais un outrage à toutes les lois divines et humaines.

Et pourtant il a besoin des services de Pérez, du moins jusqu'au moment où il aura pu le remplacer ! Et pourtant il faut éviter à tout prix le scandale de l'adultère et du crime princiers traînés devant les tribunaux ! Et il ne faut pas que Pérez, pour se venger des poursuites intentées contre lui, puisse livrer de nouveaux secrets d'État !... Comment sortir de cet imbroglio ? Dans sa piété ardente, Philippe est persuadé qu'il n'a d'autre recours que Dieu. Comme d'habitude, en pareil cas, il va se confesser et communier, — c'est-à-dire qu'il va demander à son confesseur de l'aider à débrouiller cet affreux cas de conscience et ensuite demander à Dieu le courage de prendre une décision qui, dans un sens comme dans l'autre, lui coûtera beaucoup, soit qu'il doive punir, soit qu'il doive se résigner à une indulgence coupable.

En effet, nous savons, par la chronique de l'Escorial, que, cette année-là, il fit très dévotement ses Pâques dans la chapelle provisoire du monastère. Après cet acte solennel, il devait, nous l'avons vu, prendre une décision. La décision fut prise, comme il se l'était promis. Pérez n'obtint rien de ce qu'il demandait, ni honneurs, ni argent, ni place au Conseil d'Italie. Le Roi avait raffermi sa conscience : la justice

triomphait. Mais c'était compter sans l'impudence de Pérez, sans les violences et l'orgueil de la Princesse. Du fait de ces deux énergumènes, de nouvelles difficultés vont surgir, d'un caractère si grave que Philippe se verra forcé de prendre une résolution plus radicale.



Les partisans d'Escovedo n'avaient nullement obéi à la consigne royale : silence et apaisement. Avec l'appui plus ou moins déclaré de Mateo Vazquez, ils continuaient leur enquête et ne cessaient pas d'accuser Pérez et la Princesse du meurtre de leur patron et protecteur. De là grande fureur dans le camp adverse. Pérez criait bien haut son indignation de ce qu'un Mateo Vazquez, un homme de rien, une créature de son père, usât de tels procédés à son égard. Et, de son côté, la Princesse, enragée d'amour pour Pérez, jetait feu et flamme contre son accusateur. Elle était outrée de ce que ce « chien maure » osât toucher à son amant et surtout incriminer une grande dame de son rang, la veuve de Ruy Gomez de Silva!... Vazquez avait beau protester qu'il n'était pour rien dans les intrigues et les accusations des partisans d'Escovedo : on ne voulait pas le croire. Il est probable qu'il était sincère, en ce moment-là, lorsqu'il se disait à l'écart de ces intrigues

et lorsqu'il affirmait son désir de paix et de conciliation. Mais tout un clan travaillait sous le couvert de son nom et le compromettait par ses clameurs. Enfin Pérez ne pouvait oublier que, tout au début de l'affaire, Vazquez avait rapporté au Roi les bruits qui couraient dans Madrid et qui le désignaient, lui et la Princesse, comme les assassins d'Escovedo.

La guerre était donc déclarée entre les deux camps, — une guerre acharnée, qui divisait la cour, qui, de part et d'autre, mettait aux prises de nombreux antagonistes, à savoir la clientèle, les amis et les parents de Pérez, de la Princesse et d'Escovedo. La ville en était agitée et cette agitation se propageait jusque dans les couvents et même les confessionnaux. Cela devenait inquiétant, surtout pour un autoritaire d'un caractère aussi ombrageux que l'était Philippe. Si l'on ne voulait pas que la situation s'aggravât, il fallait agir au plus vite et imposer une réconciliation aux deux secrétaires qui étaient la cause de cette effervescence. Cela paraissait d'autant plus pressant que la Princesse perdait toute mesure. Entourée de ses *bravi* napolitains, dont elle faisait une garde permanente pour son amant, elle se répandait en menaces de mort contre Vazquez.

Alors, le Roi employa tous les moyens pour obtenir au moins une trêve entre les deux camps ennemis. Vazquez, le premier, fit preuve de

bonne volonté. Il offrit à l'adversaire toutes les satisfactions qu'il pouvait désirer. Mais Pérez et sa maîtresse ne désarmaient pas. La farouche Anna, surtout, se montrait implacable. Philippe put recourir aux bons offices de quelques grands personnages, qui étaient de ses amis, pour essayer de la fléchir. Il fit intervenir son confesseur le P. Diego de Chaves, le Président Páez, l'archevêque de Tolède, le duc de Medina Sidonia et jusqu'à l'ambassadeur d'Allemagne : toutes les démarches furent inutiles. Pour décider la Princesse, on en vint à proposer à Pérez d'invraisemblables faveurs. De guerre lasse, celui-ci céda et finit par déclarer « qu'il ne voulait pas fatiguer davantage Sa Majesté avec cette affaire ». En conséquence, il daignerait se réconcilier avec Vazquez... Ce qui étonne dans tout cela, c'est la longanimité de Philippe II, la patience et la modération de ce monarque absolu littéralement berné par des sujets en révolte. Cela renverse toutes les idées reçues sur ses procédés tyranniques envers sa noblesse et sur son intransigeance de despote. Quand il parle de la « douceur » à l'égard de Pérez et de sa maîtresse, il faut bien convenir qu'il n'exagère pas. Cependant, si Pérez se disait prêt à composer, la Princesse ne voulait toujours pas entendre parler de réconciliation. Ses sbires et ses partisans proféraient des menaces de plus en plus inquiétantes contre Vazquez. Celui-ci

commençait à trembler pour sa vie. A tout instant il recevait des lettres et des avis qui achevaient de l'affoler. Il suppliait le Roi de le défendre contre toute une bande d'assassins qu'il prétendait être à ses trousses.

De son côté, Pérez étourdissait Philippe de plaintes analogues. Il prétendait, lui aussi, que le clan Escovedo cherchait à l'assassiner. Avec son emphase habituelle, il conte, dans ses *Relations*, qu'il aurait écrit, en ce moment, au Roi « Sire, j'en ai peur : si je n'y prends garde, mes ennemis vont m'ouvrir le flanc ! »

De part et d'autre, on courait à des tueries qui, dans une ville comme Madrid, pouvaient exciter les troubles les plus graves. Philippe avait d'abord essayé de calmer et de rassurer les deux secrétaires. Mais la situation ne faisait qu'empirer. Dans le courant du mois de juin, Vazquez mit sous les yeux du Roi une copie de la lettre que voici, laquelle lui était adressée par un carme de Tolède : « Le jour de la Fête-Dieu, le 18 juin, un homme s'est confessé à moi, que je n'avais jamais vu, ni connu, et, entre autres choses, il m'avertit que certaines personnes étaient indignées contre le Seigneur Mateo Vazquez, ecclésiastique de la maison de Sa Majesté, — et cela à tel point qu'elles lui auraient déjà donné la mort, si elles l'avaient pu. Enfin ce pénitent m'avoua qu'il était très ami de ces personnes, qu'elles lui avaient fait

part de leur projet, qu'elles lui avaient demandé son concours et qu'il le leur avait promis. Et il ajouta : « Avertissez le seigneur Mateo Vazquez ! Dites-lui de se garder, quand il sort, aussi bien le jour que la nuit, parce qu'il y a des gens qui le guettent dans les maisons comme dans les rues... Il m'avoua encore que, ce même jour du *Corpus*, s'ils en trouvaient l'occasion, ils feraient le coup, fût-ce devant le Saint-Sacrement!... »

Le théâtre romantique n'a rien imaginé de plus corsé ni de plus coloré que de telles situations. On devine l'effet que ces révélations, — que nous citons, comme toujours, sous toutes réserves, — produisirent dans l'esprit de Philippe II. C'en était trop ! La Princesse devenait un danger public : il la somma de faire la paix, avec Mateo Vazquez, comme d'ailleurs, Pérez y était résolu lui-même. Elle répondit par une lettre de la dernière insolence. Le bruit courut même plus tard qu'elle aurait écrit au Roi : « Si Votre Majesté ne me venge pas de Mateo Vazquez, je le ferai poignarder en Sa présence!... » Philippe avait devant lui non pas seulement une femme hors de sens et tout éperdue d'amour, mais une véritable révoltée, la veuve d'un vassal qui se dressait contre son suzerain avec l'orgueil et l'insubordination des vieux barons féodaux. Il fallait en finir une bonne fois !

Il se trouvait alors à l'Escorial en proie à des

préoccupations politiques d'une extrême gravité : les affaires de Flandres allaient mal, la succession de Portugal n'était plus qu'une question de jours et, avec cela, les fonctionnaires des finances l'instruisaient des difficultés soulevées par l'impôt de l'alcabala. Mais surtout c'était l'affaire portugaise qui tourmentait Philippe : le vieux roi de Portugal allait mourir. Il fallait prendre les dernières mesures pour s'assurer sa succession. Heureusement que le Cardinal Granvelle, le remplaçant désigné de Pérez, était en route pour Madrid ! Comme s'il allait au-devant de lui, le Roi quitta l'Escorial le 9 juillet pour rentrer dans sa capitale. Granvelle y arriva le 28. Ainsi Pérez ayant un successeur assuré, l'expédition des affaires ne souffrirait aucun préjudice, et l'on pouvait aller de l'avant. Suivant son habitude dans toutes les grandes circonstances, Philippe s'était confessé et il avait communiqué, en priant Dieu de lui inspirer la résolution la plus juste, la plus convenable à son service. Maintenant son parti était pris.

Le jour même de l'arrivée du Cardinal, il donnait l'ordre d'arrêter Pérez et sa maîtresse.

VIII

LES PRISONS ET LES PROCÈS DE PÉREZ

ARRÊTER Pérez et sa maîtresse n'était pas précisément une opération des plus faciles. Au point d'exaspération où en étaient venus leurs partisans, on pouvait redouter quelques échauffourées dans Madrid. Peut-être aussi la grandesse, se solidarisant avec la Princesse d'Éboli, opposerait-elle quelque résistance. Aussi le Roi crut-il devoir prendre toute sorte de précautions, qui rappellent un peu celles de Louis XIV avant d'arrêter Fouquet.

D'après le témoignage des Pères de l'Esco-rial, il aurait, comme d'habitude, passé la soirée avec Pérez pour l'expédition des affaires courantes. A dix heures, il l'aurait renvoyé chez lui, sans que rien, dans ses paroles ou dans son attitude, pût trahir ses intentions. Grâce à cette parfaite maîtrise de soi, à quoi Philippe excellait, le présomptueux secrétaire ne conçut pas

le moindre soupçon. Évidemment, il y a, dans ces procédés royaux, quelque chose qui, aujourd'hui, nous choque, que nous jugeons même sévèrement. En dépit de tous les arguments justificatifs, cette dissimulation, pour ne pas dire cette hypocrisie, nous répugne. Et pourtant la monarchie paternelle de ce temps-là était si mal défendue que, lorsqu'elle voulait tenter un coup de force, elle était obligée de s'en cacher jusqu'à la réussite. Louis XIV fit arrêter le cardinal de Retz exactement de la même façon que Philippe II arrêta Pérez. Ce serait une grande erreur de croire qu'un monarque absolu de l'ancien régime pouvait, comme un Procureur de la République, lancer, en toute tranquillité, son mandat d'amener.

Les hommes de confiance, qui renseignaient Mateo Vasquez sur les agissements de son rival, prétendaient même que le Roi ne se serait pas contenté de faire bonne figure à Pérez, mais qu'il lui aurait tenu des propos d'une atroce perfidie. Un de ces hommes, Pedro Nuñez de Toledo, écrit à Vasquez, le 1^{er} août, c'est-à-dire trois jours après l'événement : « Sa Majesté, une heure avant l'arrestation d'Antonio Pérez, lui adressa le billet que voici : *Je vous retourne les papiers d'Italie avec ce qu'il convient de faire et je garde ceux du Portugal que je n'ai pas encore vus. Pour votre affaire particulière, elle sera réglée avant mon départ, tout au moins en ce qui me con-*

cerne. » C'est-à-dire qu'il allait faire coffrer Pérez, avant de retourner à l'Escorial. Or, cette vilaine ironie n'est pas du tout dans le caractère ni dans les façons du Roi. Je ne puis voir là qu'un raconter de cour ; autrement Pérez, dans ses Relations, n'aurait pas manqué de nous rapporter ce beau trait, qui achève de peindre un affreux tyran. Or, il ne nous en dit rien.

Il est probable que, ce soir là, le 28 juillet 1579, il rentra fort tranquillement chez lui, convaincu que les sentiments du Roi à son égard étaient toujours les mêmes. Une heure après, un alcade de cour, Alvaro Garcia de Toledo, se présentait à son domicile, avec un ordre royal, lui enjoignant de se constituer prisonnier. L'alcade l'emmena dans son propre logis où il devait être détenu jusqu'à nouvel ordre. Sur ces entrefaites, la Princesse d'Éboli, soit qu'elle eût coutume de le rejoindre à cette heure-là, soit qu'elle eût appris ce qui se passait, se rendit chez Pérez. C'était en pleine nuit, dans une de ces petites rues étroites et tortueuses du vieux Madrid. Cette femme « qui n'avait peur de rien », n'était accompagnée que d'une seule duègne. Elles s'approchent, elles voient la porte fermée. Alors, la Princesse, très surprise, ordonne à la duègne de frapper et de demander ce que cela veut dire. Tandis qu'elle est aux aguets, son parent, le marquis de la Fabara et quelques amis de Pérez viennent à passer. Ils la reconnaissent et, s'ima-

ginant sans doute qu'elle est abandonnée par ses gens, ils lui offrent de la reconduire chez elle.

A peine est-elle rentrée, qu'un capitaine de la Garde espagnole du Roi, Don Rodrigo Manuel, se fait annoncer. Sachant déjà, ou devinant ce qui était arrivé à son amant, elle accueillit l'émissaire royal par cette phrase ironique : « Je vous remercie ! C'est vraiment bien aimable à vous de me faire visite à pareille heure pour me parler de l'affaire d'Antonio Pérez ! » Mais Rodrigo Manuel l'ayant informée qu'il venait l'arrêter à son tour, elle eut un mouvement de colère : « Il est inouï, dit-elle, qu'on arrête une femme de mon rang parce qu'elle ne veut pas de certaines amitiés !... » Allusion à la réconciliation avec Mateo Vazquez, que prétendait lui imposer le Roi... Mais l'ordre de Sa Majesté était formel et ne souffrait aucun délai. Selon le récit de Pérez, Philippe était là, embusqué dans les ténèbres, sous le portail de Santa-Maria, pour en surveiller l'exécution. Il n'aurait quitté sa cachette qu'après s'être assuré que la Princesse était prisonnière. Le capitaine et ses hommes l'emmenèrent, cette nuit même, à la Tour de Pinto, à quelques lieues de Madrid. Elle devait y être tenue au secret le plus absolu, en attendant de nouvelles instructions de la cour.

Pendant ce temps, Philippe rentrait au Palais,

en proie nous dit Pérez, à une grande agitation. Cette nuit-là, il ne se serait couché qu'à cinq heures du matin, allant et venant dans son cabinet de travail. Si suspects que soient, en général, les récits de Pérez, tous ces détails paraissent assez vraisemblables. Ce maniaque du scrupule et du cas de conscience, ce perpétuel hésitant qu'était le Roi, devait être dans un grand trouble après un coup pareil. Certes, il ne se repentait pas d'avoir puni les coupables : il savait à quoi s'en tenir sur la Princesse et sa responsabilité dans le meurtre d'Escovedo. Si, comme nous le supposons, Pérez ne lui avait pas tout avoué, s'il s'était borné à dire au Roi qu'il avait approuvé le crime de la Princesse, parce que, en la personne d'Escovedo, elle avait frappé un traître et un rebelle à l'autorité royale ; si Philippe avait feint d'accepter ces explications, il n'ignorait pas les traîtrises encore plus certaines de Pérez, ses compromissions avec les Flamands : Pérez était donc lui, aussi, justement puni ! Ce qui effrayait le Roi, c'étaient les conséquences de son acte. La Princesse d'Éboli enfermée à la Tour de Pinto, quel effroyable scandale, non seulement à Madrid, mais dans tout le royaume et même à l'étranger ! Personne ne voudrait croire que le Roi l'eût si sévèrement châtiée parce qu'elle se refusait à tendre la main à Matéo Vazquez, son accusateur ! Il devait y avoir d'autres motifs ! Et, en recher-

chant ces motifs, la malignité publique n'épargnerait pas la Majesté royale ! C'est d'ailleurs ce qu'écrivait à Philippe le Président Pazos, au lendemain même de la double arrestation. D'autre part, qu'allaient dire et faire les parents de la Princesse et, avec eux, toute la grandesse, qui sans doute par esprit de famille et par esprit de caste, soutiendraient cette femme hardie, si jalouse de sa dignité et des prérogatives de son rang ?...

Heureusement que rien n'avait transpiré des intentions royales et qu'on pouvait mettre la noblesse devant le fait accompli ! Après de longues hésitations, sans doute, et avant de s'aller coucher, Philippe écrivit aux ducs de l'Infantado et de Medina Sidonia, parents immédiats de la princesse d'Eboli, pour les avertir des mesures qu'il avait cru devoir prendre à son égard. Il ne s'était inspiré, disait-il, que de la sécurité de celle-ci et de ses deux secrétaires. Les deux camps ennemis ayant proféré si souvent de mutuelles menaces de mort, il fallait bien les empêcher de les mettre à exécution et leur ôter le moyen de se nuire. Il n'y avait pas, disait-il, d'autre remède à une telle situation que « d'assurer les personnes » les unes contre les autres. Et c'est ce qu'il s'était résolu à faire cette nuit même...

Les ducs acceptèrent, ou feignirent d'accepter ces raisons fragiles avec une si parfaite soumis-

sion, que, certainement, ils ne devaient pas être fâchés de ce qui était arrivé : sans doute, il estimaient qu'il était temps de mettre fin aux dilapidations de Pérez et de sa maîtresse, comme aux extravagances et aux débordements de celle-ci ! Toutefois, le duc de Medina Sidonia, en sa qualité de gendre de la princesse d'Eboli, crut devoir rappeler les services de Ruy Gomez et s'en autoriser pour solliciter l'indulgence royale en faveur de sa veuve.

Tranquillisé, sans doute, par cette soumission, au moins apparente de la famille, et par les réactions de l'opinion publique, qui ne tarda pas à lui devenir favorable, Philippe put croire qu'une fois encore il avait tout assoupi. Comme il l'écrivait au Président Pazos, le lendemain même de l'arrestation, il comptait sur le temps pour éclairer le public sur les vraies causes de cet acte de rigueur. En tout cas, Pérez et sa dangereuse maîtresse étant enfermés, il pensait avoir coupé court à toute agitation dans Madrid. Et c'est probablement sur cette impression optimiste que, le 29 au soir, il regagna l'Escorial.

Désormais, ayant pris toutes ces précautions et surtout cette décision rigoureuse qui lui avait tant coûté, il pouvait, avec plus de tranquillité d'esprit, se donner à la préparation de cette affaire capitale qu'était la succession portugaise...



Pérez, lui aussi, prenait ses précautions.

Sans doute il n'avait pas attendu sa réclusion pour les prendre. Pendant les quinze ou seize mois qui s'écoulèrent entre l'assassinat d'Escovedo et son arrestation, il avait eu le temps non seulement de se défaire de tous ses papiers compromettants, mais de recueillir et de mettre en lieu sûr tout un formidable dossier qui servirait, le cas échéant, à sa défense. Plus tard, sa femme put livrer à la justice royale deux malles pleines de documents amassés par son mari. Et il en restait encore, que Pérez avait prudemment réservés, ou dont il avait pris des copies, et qu'il produisit dix ans après, devant le tribunal d'Aragon.

Il est infiniment probable que cela ne lui parut pas suffisant pour sa sécurité. Malgré l'absence de preuves décisives, il craignait de ne point sortir indemne des très graves accusations qui ne tardèrent pas à être formulées contre lui. Après avoir supprimé Escovedo, qui avait dû ou qui pouvait témoigner de ses tractations avec les Flamands révoltés, il lui restait à supprimer un autre témoin à charge, qui était encore plus dangereux pour lui, — à savoir Don Juan d'Autriche. Et en effet, Pérez fut accusé d'avoir fait empoisonner le malheureux prince,

lequel mourut à Namur, de façon assez suspecte, six mois après l'assassinat de son fidèle secrétaire. Le. P. de Sépulvéda, dont les mémoires sont comme un écho de tout ce qui se disait à l'Escorial, dans l'entourage du Roi, affirme nettement la culpabilité de Pérez dans cette affaire. Donc, Philippe devait être convaincu que Pérez avait fait empoisonner son frère. Cette accusation n'a jamais été prouvée ni réfutée. Il serait de la dernière naïveté d'admettre comme preuves « scientifiques » les allégations des médecins de ce temps-là. En règle générale, au xvi^e ou au xvii^e siècle, lorsqu'il est question d'empoisonnement, il est sage de commencer par y croire, tellement le poison était alors d'un usage courant, — quitte à vérifier la chose, si on le peut. Quoi qu'il en soit, personne n'était plus intéressé que Pérez à la disparition de Don Juan.

En revanche, ce qui est certain, c'est qu'il fut accusé formellement par un de ses complices, le page Enriquez, d'avoir fait assassiner son beau-frère Miguel Bosque, un des aides d'Insausti, le meurtrier d'Escovedo. Quant à celui-ci, qui était le principal coupable, il serait mort presque tout de suite, en arrivant en Sicile : un Colonna, ami de Pérez, se serait chargé d'expédier ce témoin gênant. Il faut bien avouer que toutes ces morts, — et il y en aura d'autres, — ces morts si opportunes pour Pérez et si rappro-

chées du meurtre sont, pour le moins, étranges.

Pérez, même prisonnier, pouvait parfaitement agir au dehors et se livrer à toutes sortes d'intrigues et de combinaisons scélérates. Plus tard, réfugié en France, il a fait grand tapage, autour de ses « prisons », — ces prisons qui, dit-il, ont duré plus de onze ans. Et, à le lire, on le voit chargé de chaînes et gémissant sur la paille humide des cachots. En réalité, ses prisons furent habituellement fort mitigées. D'abord, nous l'avons vu, il fut simplement aux arrêts dans la maison de l'Alcade, Alvaro Garcia de Toledo. Quatre mois après, se disant malade, il demanda au Roi son transfert dans son propre logis, afin de s'y soigner plus commodément : ce qui lui fut bénévolement accordé. Les parents et amis d'Escovedo murmurèrent fort de cette faveur. Le plus acharné d'entre eux contre Pérez écrivit même au Roi que cette maladie n'était qu'une feinte, que le prisonnier avait arrangé cette comédie, grâce à la complicité des médecins et de l'alcade lui-même. Par pudeur, on avait dû le faire transporter dans une chaise fermée jusqu'au carosse qui devait le conduire à sa maison. Ainsi on avait trompé le public. Autrement en le voyant monter en voiture, parfaitement solide sur ses pieds et sans l'aide de personne, on aurait su immédiatement quoi s'en tenir sur cette prétendue maladie. La vérité c'est qu'il ne fut pas long à guérir.

En effet, Pérez, une fois rentré chez lui, reprit à peu près complètement sa vie normale. Il avait la permission de sortir pour se promener et pour assister aux offices religieux. Il recevait des visites comme autrefois, mais il ne pouvait ni en rendre ni en faire. Ses anciens amis venaient dîner et passer la soirée chez lui : on y jouait, paraît-il, un jeu d'enfer.

Sa maîtresse était moins bien traitée dans la Tour de Pinto, où elle était étroitement surveillée, sans pouvoir sortir ni recevoir de visites. Cette réclusion rigoureuse semble indiquer que Philippe se défiait beaucoup plus de la Princesse que de son amant. En effet, il savait son influence sur Pérez et que c'était elle qui le poussait aux résolutions extrêmes. De plus, il n'ignorait pas la haine implacable qu'elle avait conçue contre lui : une telle femme était capable de tout. Le bruit courait même que, de concert avec Pérez, elle intriguait en Portugal pour faire échec à la politique du Roi et qu'elle projetait de marier son fils avec la fille du duc de Bragance, un des candidats éventuels, contre Philippe II, à la succession de Portugal ; que Pérez lui avait livré, pour cela, le chiffre royal, enfin mille rumeurs fâcheuses pour elle, que Philippe jugeait sans doute comme il convenait, mais qui le confirmaient dans l'opinion que la veuve de Ruy Gomez restait toujours une brouillonne des plus dangereuses.

Au commencement de l'hiver, elle tomba malade dans sa Tour de Pinto, qui était ouverte à tous les vents. On la transporta au château de San Torcaz, beaucoup mieux aménagé et défendu contre le froid : les archevêques de Tolède y descendaient, quand ils passaient par là. La garde de la prisonnière fut supprimée. Elle eut le droit de communiquer avec ses enfants et même de vivre avec eux. Il semble qu'à ce moment-là elle ait donné quelques signes de résipiscence et peut-être promis de se conduire avec plus de sagesse, puisque le Roi, qui partit peu après pour le Portugal, autorisa cet adoucissement de sa réclusion. Mais la turbulente Anna ne pouvait rester bien longtemps tranquille. A San Torcaz, elle eut des démêlés avec ses enfants et avec le régisseur qu'on lui avait imposé. Après y avoir passé un an, elle tomba encore une fois malade. Sur les instances de son gendre, le duc de Medina Sidonia, le Roi lui permit de rentrer enfin dans son château de Pastrana, où elle fut soumise à une simple surveillance. Sans doute que, là encore, elle renouvela ses promesses d'être sage à l'avenir. On put croire, comme le disaient ironiquement les amis de Mateo Vazquez, que, désormais avertie par ses malheurs, elle allait y passer tranquillement le reste de ses jours, occupée à filer la laine, ainsi qu'il convenait à une mère de famille et à une veuve chrétienne...



Philippe II, qui était parti pour le Portugal au début de l'année 1580, ne rentra à l'Escorial que le 24 mars 1583.

Pendant ce temps, les deux camps ennemis qui divisaient la cour, se sentant moins surveillés, se livrèrent à toute espèce de manifestations d'un caractère plus ou moins anarchique. Des menaces on passait aux voies de fait. Il y eut des agressions dans les rues de Madrid. Le sang coula, et, de part et d'autre, on ne parlait que de se « couper le nez ». On avait à peu près perdu de vue la cause initiale de la querelle : à savoir l'assassinat d'Escovedo. Il n'y avait plus en jeu que des haines et des rivalités de partis.

Encouragés par l'audace croissante de leurs partisans et, comme il arrive en pareil cas, entraînés par eux, Antonio Pérez et sa maîtresse ne tardèrent pas à relever la tête. Le secrétaire en disgrâce, qui avait réintégré son domicile, et qui pouvait avoir l'illusion que rien n'était changé dans sa vie, se montrait plus arrogant que jamais. Il continuait à recevoir, à tenir des conciliabules et à jouer gros jeu. Son train était toujours des plus fastueux. Il ne sortait qu'accompagné de pages portant des épées et des torches. On prétendait même qu'il avait renoué ses relations avec l'amoureuse Anna, qu'il s'échappait

clandestinement de Madrid pour aller la rejoindre dans son château de Pastrana et qu'il passait des nuits avec elle. Celle-ci, toujours agitée et livrée à toutes sortes d'influences domestiques, conduisait sa maison en dépit du bon sens. Ses biens et sa fortune étaient au pillage. Et elle s'entendait toujours très mal avec ses enfants. Son fils aîné, le duc de Pastrana, était furieux contre elle et ne parlait de rien moins que de tuer sa mère : sur quoi, le duc de Medina de Rio Seco le menaça de le poignarder de sa main, s'il persistait à tenir de pareils propos. On juge par là de la fureur qui régnait dans les deux partis en présence. Les partisans d'Escovedo écrivaient à Pérez des lettres anonymes, pleines d'injures et de menaces de mort. Ceux de Pérez n'étaient pas moins violents. Des amis avertissaient Mateo Vazquez de prendre bien garde à sa vie et de ne pas se risquer hors de la protection du Roi, s'il voulait échapper aux sbires de son ennemi.

La situation redevenait si inquiétante que le Président Pazos adressait lettres sur lettres à Philippe II pour l'engager à prendre une décision qui mit un terme à toute cette agitation. Il l'exhortait à la clémence, ou bien, si Pérez et la princesse étaient, en réalité, si gravement coupables, à leur infliger le châtiment qu'ils méritaient et que réclamait l'opinion publique. On s'étonnait, en ville, de l'inégalité du traitement

adopté à l'égard de l'un et l'autre complice : tant de sévérité pour la Princesse, toujours prisonnière dans son château de Pastrana, — et tant d'indulgence pour Pérez qui vivait à peu près libre dans sa propre maison, qui pouvait aller et venir et qui menait comme par le passé, un train de grand seigneur ! On interprétait facheusement la conduite du Roi !...

Philippe qui, sans doute, à cette époque, voulait toujours assoupir l'affaire au moins provisoirement, finit par se rendre à ces raisons. Vers le début de l'année 1582, se trouvant toujours à Lisbonne, il chargea un de ses familiers Rodrigo Vasquez de Arce, de procéder à une information secrète sur la conduite de Pérez et de la Princesse et sur la part qu'ils avaient prise à l'assassinat d'Escovedo. Don Gaspar Muro, dans son livre sur *La Vie de la princesse d'Eboli*, a publié une lettre du Roi, adressée à Mateo Vazquez et qui précise les intentions inspiratrices de cette procédure. Pour les raisons d'État que nous avons exposées ailleurs, Philippe ne veut pas que l'on touche au fond de l'affaire, que l'assassinat d'Escovedo devienne l'objet d'un débat public. Il entend seulement surveiller plus étroitement les coupables, resserrer la captivité de deux complices qu'il considère comme capables de tout. Pour cela, il faut de nouveaux griefs, autres que l'inimitié de Pérez et de son amie contre Mateo Vazquez, secré-

taire du Roi. Pour en trouver, on va séparer la cause de Pérez de celle de la princesse, — ce qui aura déjà l'avantage de calmer les esprits en ayant l'air de négliger leur commune culpabilité dans le meurtre d'Escovedo : la princesse sera poursuivie pour ses désordres domestiques et pour sa mauvaise gestion de l'héritage de son mari. On va, en conséquence, lui ôter la tutelle de ses enfants, qu'elle est, en effet, en train de ruiner, et, afin de la protéger contre elle-même et contre des assassins toujours aux aguets, la faire garder de plus près dans son château de Pastrana. Quant à Pérez, on enquêtera sur sa gestion de secrétaire, en vertu d'un droit dit de « visite » que les souverains se réservent d'exercer sur les agissements de leurs fonctionnaires. Et, comme le Roi sait d'ores et déjà à quoi s'en tenir sur les concussions et les faux de Pérez, les motifs ne manqueront pas pour sévir plus rigoureusement contre lui et surtout, — car c'est ce qui importe, — pour tenir plus étroitement enfermé un homme qui détient d'aussi dangereux secrets.



L'enquête commencée en 1582 ne finit que trois années plus tard, en janvier 1585. On peut imaginer toute espèce de motifs pour expliquer

cette lenteur. Mais à quoi bon multiplier les hypothèses invérifiables?... Comme il fallait s'y attendre, cette enquête tourna à la complète confusion de Pérez. Celui-ci s'est plaint qu'on lui ait interdit de se justifier : ce qui serait un assez singulier procédé, mais, somme toute, conforme aux habitudes du pouvoir absolu. Le Roi sûr, ou se croyant sûr, de la culpabilité de Pérez, n'aurait pas voulu tout remettre en question, en livrant des matières aussi délicates aux hasards d'un débat public. Et cependant le licencié Thomas Salazar, juge délégué par Sa Majesté, dit expressément, dans le préambule de la sentence prononcée par lui le 23 janvier 1585, que non seulement une enquête préalable avait eu lieu, *que les enquêteurs avaient ouï la justification de l'accusé* ; mais que les résultats de cette enquête furent soumis à son examen et que l'accusé fut de nouveau entendu par lui. En conséquence de quoi, il le condamne à deux ans de forteresse, — et même davantage, si le Roi le juge à propos, — à être exilé, pendant dix ans, à trente lieues de la cour et à résigner ses fonctions de secrétaire. Le seul grief articulé contre Pérez, ce sont ses détournements au préjudice de Don Juan et des enfants de Ruy Gomez de Silva. Il est condamné notamment à leur restituer plusieurs millions de maravédís et une foule d'objets précieux qu'il avait reçus de sa maîtresse. Pour lui, c'était la ruine à peu près com-

plète. C'est ainsi que son mobilier dut être vendu à l'encan.

Il y a lieu de penser que cette sentence du juge Salazar telle qu'elle nous est parvenue, n'est pas complète et que, comme Pérez l'avoue lui-même, il fut inculpé également d'avoir livré des secrets d'État et falsifié des dépêches. On conçoit que le Roi, pour des raisons trop plausibles, n'ait pas tenu à publier de telles charges. Un secrétaire du *Despacho universal* ne pouvait pas être soupçonné de prévariquer et surtout de trahir son Prince.

Sans doute dans la crainte que Pérez n'essayât de se soustraire à sa condamnation par la fuite, les alcades vinrent l'arrêter trois jours avant la reddition de la sentence. Sur cette opération de police nous ne savons que ce que Pérez lui-même a bien voulu nous conter dans ses *Relations*. Et il est à noter que son récit a été reproduit à peu près textuellement dans les pièces du *Procès criminel*, ce qui ôte toute valeur à ce document. D'après lui, les alcades se seraient partagé les rôles. Tandis que l'alcade Espinosa s'emparaît des papiers restés dans les bureaux de Pérez, lesquels se trouvaient au rez-de-chaussée, son collègue Alvaro Garcia montait au premier étage pour arrêter le maître du logis. Les historiens prévenus contre Philippe II ne manquent pas d'insinuer que ces papiers étaient des plus compromettants pour le Roi, parce

qu'ils devaient se rapporter à l'affaire d'Escovedo. Il est infiniment probable qu'ils se rapportaient à toute sorte d'affaires courantes, Pérez étant resté en fonction jusqu'à cette époque et ayant chez lui ses bureaux et ses employés. Faire rendre les papiers d'État à un secrétaire démissionnaire est une formalité qui va de soi. Or, tandis qu'Espinosa s'acquittait de cette commission, son collègue Alvaro Garcia notifiait la sentence à Pérez, qu'il avait trouvé dans une grande chambre du premier étage, en compagnie de sa femme. Celui-ci avait dû tout concerter depuis longtemps et sans doute s'assurer, le cas échéant, de la protection des gens d'Église. Cependant il raconte qu'il eut, sur-le-champ, l'heureuse inspiration de faire pressentir à ce sujet le cardinal-archevêque de Tolède, Don Gaspar de Quiroga. Un de ses serviteurs tout de suite dépêché par lui, serait allé chercher l'assentiment du cardinal. En attendant la réponse, Pérez, en parfait homme du monde, aurait amusé l'alcade par des politesses et gentilleses de conversation. L'envoyé revient : d'un clignement de paupière, il fait signe à Pérez que le cardinal est consentant. Alors, sûr de la protection ecclésiastique, Pérez passe dans une chambre voisine, sous prétexte d'y faire ses derniers apprêts. Là, il saute par une fenêtre, qui n'était pas très haute et il se réfugie dans l'église de Saint-Just, contiguë à sa maison.

Les alcades ne se tinrent pas pour battus. Au mépris du droit d'asile, ils enfoncèrent les portes de l'église. Après de longues recherches, ils finirent par découvrir, sous les combles, le fugitif tout couvert de poussière et de toiles d'araignées, et, malgré ses protestations, ils le firent emballer par leurs alguazils et transporter à la forteresse de Torruégano. Cela donna lieu à un long et passionné conflit entre les tribunaux du Roi et les tribunaux ecclésiastiques, qui réclamaient leur prisonnier. Mais Philippe passa outre à toutes les remontrances et à toutes les censures : la justice royale ne rendit point sa proie.



Ce qui explique ce traitement de rigueur, c'est que très probablement l'enquête menée depuis trois ou quatre ans par Rodrigo Vazquez de Arce, avait révélé ou vérifié des faits très graves à la charge de Pérez : ses concussions, ses divulgations des mesures prises au Conseil d'Etat, ses trahisons avec les Flamands, ses falsifications des dépêches chiffrées, sans parler de la culpabilité, partagée avec la princesse d'Eboli, dans le meurtre d'Escovedo, — affaire toujours capitale et non encore résolue. Le Roi savait par quelles manœuvres abominables, Pérez avait essayé de l'exciter contre Don Juan, son frère, et comment

il l'avait calomnié. Peut-être même lui avait-on apporté la preuve que Don Juan était mort empoisonné par les domestiques flamands de Pérez. Si ce crime odieux avait été réellement commis, on conçoit l'indignation et le ressentiment de Philippe contre un homme capable de pareilles choses.

Tout semblait, d'ailleurs, le prouver. Trois ans auparavant, un prêtre avec lequel il était en relations assidues, qui était au courant de toutes ses intrigues et de toutes ses ambitions, qu'il consultait même dans ses démarches importantes, l'astrologue Pedro de la Era, « mourut d'une façon subite et mystérieuse », après avoir absorbé des drogues fournies par Pérez... Le frère de la victime n'hésita pas à accuser celui-ci. L'astrologue, très compromis avec Pérez, avait reçu l'ordre de l'alcade Alvaro Garcia de ne pas quitter la cour et de se tenir à la disposition de la justice. Craignant qu'il ne parlât, Pérez, qui l'avait invité à dîner, lui fit prendre, paraît-il, une « poudre de bézoard », qu'il affirmait être excellente pour le cœur, maladie dont souffrait Pedro de la Era. Le pauvre homme fut, comme Escovedo, très malade du dîner de Pérez. Les dîners de l'ingénieux secrétaire étaient, comme on l'a vu, assez funestes aux convives. Le huitième jour de la maladie de l'astrologue, à la tombée de la nuit, Pérez vint le voir. Il fut reçu par le frère de Pedro de la Era, qui, plus tard, fit aux juges

la déclaration suivante : « ... Pérez offrit au malade de lui donner une essence qui, disait-il, était merveilleuse pour ce genre de maladie, et aussi de certaines poudres, et il remit à son majordome Diego Martinez une clé ouvrant un bureau et il l'envoya chercher ces remèdes. Pedro de la Era eut beau décliner l'offre, le majordome les rapporta et, de force, ils les lui firent prendre, en lui bouchant les narines. Cette essence était si forte que des gouttes, tombées sur une étoffe, la brûlèrent et y laissèrent une tache. Immédiatement, mon frère perdit la parole et le sentiment, au point qu'on ne put le rappeler à lui malgré les moyens les plus violents. Ils continuèrent à lui donner beaucoup d'autres remèdes, tant et si bien qu'il expira vers les minuit... »

A quelque temps de là, un écuyer de Pérez, du nom de Rodrigo Morgado, qui était au courant, lui aussi, des affaires secrètes de son maître, disparut d'une façon non moins suspecte. Cet écuyer étant tombé malade à Valladolid, Pérez lui envoya par le courrier un de ses hommes d'affaires, un certain Baltasar de Alamos. Cet individu n'était pas resté une demi-heure au chevet du malade que celui-ci tombait en syncope et trépassait comme l'astrologue : ce qui fit croire qu'il lui avait administré le même poison.

Enfin, l'année d'avant la sentence, comme

Philippe II était en Aragon, pour les Cortès de Monzon, il avait reçu, de Saragosse, une lettre de l'ancien page, Antonio Enriquez, un des assassins d'Escovedo. Inquiet de voir mourir ses complices l'un après l'autre, Insausti d'abord, puis son demi-frère, Miguel Bosque et convaincu que Pérez cherchait à le faire disparaître, à son tour, Enriquez dénonça le crime dans tout son détail, accusant Pérez et livrant les noms de tous les coupables. Dans sa lettre au Roi, il lui demandait un sauf-conduit, s'engageant à prouver devant la justice et consentant à être pendu par un pied comme traître, s'il n'y parvenait pas, — que le secrétaire Antonio Pérez avait ordonné le meurtre d'Escovedo.

Le prisonnier de Torruégano n'était pas si bien surveillé qu'il ne sût par sa famille et par ses espions tout ce dont on l'accusait. Il tremblait à l'idée de ce qui le menaçait et, comme il n'avait pas réussi à se mettre sous la protection des gens d'Église, il essaya de recourir à la juridiction des tribunaux aragonais, auprès desquels il était sûr de trouver des défenseurs soutenus par tout un parti fanatique. Son ancien complice et son homme de confiance, Juan de Mesa, qui s'était précisément réfugié à Saragosse, organisa, de concert avec lui, tout un plan d'évasion. Des mules ferrées à rebours, vinrent attendre le prisonnier sous la tour même de la forteresse et des hommes sûrs devaient lui faire franchir la

frontière de Castille. Mais le complot échoua grâce aux scrupules de quelques alguazils que l'on n'arriva point à corrompre.



Ainsi Pérez, même prisonnier, se révélait toujours aussi dangereux. Il avait des agents partout. Si, un jour ou l'autre, il parvenait à s'évader, il était très capable, pour se justifier, de se livrer à des révélations préjudiciables à l'intérêt de l'État. Il fallait donc lui ôter tout ce qui pouvait lui rester de papiers compromettants. On somma sa femme Doña Juana Coëlle de livrer ces papiers. Comme elle s'y refusait, elle fut emprisonnée, elle et ses enfants, et on les menaça de détention perpétuelle, s'ils s'obstinaient dans leur refus. Il est infiniment probable que cet emprisonnement collectif se justifiait par les agissements de toute la famille en vue de délivrer son chef. La récente tentative d'évasion avait dû être machinée de concert avec les enfants de Pérez et avec sa femme. Elle se serait, d'après son mari, comportée dans toute cette affaire avec une constance et un héroïsme dignes d'une matrone romaine, résistant aux instances et aux menaces du Confesseur du Roi et du Président de Castille. Finalement, elle n'aurait cédé que sur un ordre de son mari, ordre donné pour abrégier sa captivité et celle de ses enfants

et que Pérez prétend avoir écrit avec son propre sang. Ce détail romanesque est tout à fait invraisemblable. Du moment qu'il s'agissait de livrer ses papiers, il est trop évident que tous les encriers de la prison devaient être à sa disposition, pour en rédiger l'ordre, et tous les alguazils pour porter un message si désiré de l'autorité royale.

Deux malles de documents furent donc remises au Confesseur, Don Diego de Chaves, qui, sans les ouvrir, les fit déposer chez le Roi. Pérez, après s'être plaint d'abord qu'on lui eût enlevé les papiers nécessaires à sa défense, en produisit d'autres, plus tard, que sa femme avait réussi à cacher, ou dont il avait gardé des copies, s'il ne les avait pas reproduits de mémoire, ou même inventés de toute pièce.

Moyennant cette concession aux exigences royales, Doña Juana et ses enfants furent relâchés et même, s'il faut en croire Pérez, sa captivité fut adoucie. Bientôt après, il tomba malade et obtint d'être transporté à Madrid. Il y fut logé dans une grande maison de seize pièces, qui passait pour une des plus confortables de la ville et qui appartenait à Don Benito Cisneros. Ce traitement de faveur a été souligné par Pérez lui-même dans ses Relations. Il y voit une inconséquence inexplicable de la part du Roi, ou un trait d'hypocrisie raffinée, Philippe ayant l'habitude d'endormir sa victime avant de la

frapper. La vérité paraît beaucoup plus simple : du moment que le Roi voulait enterrer l'affaire d'Escovedo et que Pérez, par ailleurs, ne pouvait plus nuire en publiant des papiers d'État, il suffisait dorénavant d'avoir l'œil sur ce dangereux personnage et de lui accorder une demi-liberté, avec l'espoir que cette indulgence désarmerait à la fois Pérez et ses partisans, toujours aussi excités.

Mais, dans ce changement de fortune, que l'on interprétait comme un repentir du Roi, le prisonnier ne sut pas garder la mesure. Il se mit à recevoir, comme par le passé. Des ministres et des grands seigneurs se pressaient chez lui. Ses partisans retrouvaient leur arrogance et leur turbulence. Ceux d'Escovedo ripostaient par une attitude non moins agressive : l'affaire recommençait avec un caractère de gravité toujours aussi inquiétant. Pour couper court à de nouvelles complications, les magistrats résolurent d'éloigner les deux adversaires. Escovedo le fils fut emprisonné et Pérez conduit à la Tour de Pinto.

C'est alors que se produisit un fait nouveau, sur lequel il me semble qu'on n'a pas suffisamment insisté jusqu'ici. Rodrigo Vazquez, le juge chargé de l'instruction du procès, fit arrêter Diego Martinez, l'ancien majordome de Pérez, qui était revenu plus ou moins clandestinement d'Aragon, pour trier ses papiers avant de les

remettre aux mandataires royaux. Cette capture était une aubaine pour le juge instructeur. Jusque là il n'avait eu qu'un témoin à charge contre Pérez : son ancien page Antonio Enriquez. On pouvait espérer que Martinez, emprisonné et menacé de la torture, allait confirmer les dépositions de ce dernier. D'autre part, il importait plus que jamais d'en finir avec cette interminable affaire. Les deux partis renouvelaient leurs mutuelles provocations. Et il faut bien admettre aussi que Rodrigo Vazquez avait des raisons personnelles d'en vouloir à Pérez, qui le dénonce comme tout dévoué aux Escovedo. Cette haine persévérante est, selon lui, la grande cause de ses malheurs. Il n'accuse pas le Roi qui, d'ailleurs, comme nous l'avons vu, ne tenait pas à la reprise de l'affaire. Toujours est-il que, sous l'impulsion de Rodrigo Vazquez, elle va rebondir avec un surcroît de passion et d'acharnement.

*
* * *

On fit revenir Pérez à Madrid, où il fut soumis à un régime de surveillance plus rigoureux, et l'on procéda à l'interrogatoire de Martinez, qui nia tout ce dont l'accusait le page Enriquez et qui prit énergiquement la défense de son ancien patron : grande déception pour le juge Vazquez. Il tenta alors, mais sans succès, d'attirer hors de leur cachette de Saragosse Juan de Mesa, le

marmiton Jean Rubio, qui avaient été les complices du crime et aussi l'apothicaire Molina, qui avait essayé d'empoisonner Escovedo. Comme on n'aboutissait à rien de ce côté-là, on se retourna contre Pérez, dont la captivité fut resserrée dans la belle maison qu'il occupait et qui paraît avoir été bien mal gradée : elle avait deux portes de derrière qui ne fermaient pas et par où il était facile d'entrer et de sortir, de jour comme de nuit. Le prisonnier pouvait communiquer, à sa guise, avec ses amis de Madrid, ses partisans et ses complices aragonais. On jugea prudent de le mettre aux fers.

Alors, commença une procédure tortueuse et singulièrement obscure, où je ne veux pas égarer le lecteur. Toujours est-il que Pérez, interrogé à plusieurs reprises et sommé d'avouer son crime, nia avec la même énergie que son majordome Martinez et, malgré toutes les instances tentées auprès de lui, sut tenir tête à ses juges. En désespoir de cause, on accepta un compromis qu'il offrait, qui était de transiger avec Escovedo le fils et d'obtenir que celui-ci se désistât de ses poursuites. Le marché fut conclu le 28 septembre 1589 et, moyennant une somme de vingt mille ducats versés par Pérez, Pierre Escovedo vendit son droit de vengeance. Par devant greffier, il donna son désistement en règle.

Il semble qu'après cela, l'affaire soit terminée

à la satisfaction de tout le monde : de Pérez d'abord, qui n'aspire qu'à sa liberté, de Pierre Escovedo qui reçoit une belle compensation et qui cesse de craindre pour sa vie, toujours menacée par les partisans de Pérez, enfin pour le Roi qui, dès le début, a voulu tout assoupir.

Mais supposons un instant Pérez en liberté ! Va-t-il rester tranquille ? Va-t-il se résigner à ce louche arrangement, arraché par la force ? Résistera-t-il à la démangeaison de parler ? Ne sera-t-il pas amené, par la logique même des faits, à essayer de se justifier ?... Non, ce désistement ne peut être considéré comme une fin ! Et c'est sans doute ce que Rodrigo Vazquez représenta à Philippe II. L'enquête menée par lui permettait de conclure surabondamment à la culpabilité de Pérez. Il ne manquait qu'une preuve de pure forme. Eh bien ! puisque les complices du crime se dérobaient, cette preuve on l'obtiendrait de Pérez lui-même, en l'obligeant à tout avouer. Et pour l'y obliger, on recourrait, s'il le fallait, aux moyens extrêmes, — à savoir la torture. Après quoi on le condamnerait dans les formes : la mort seule du coupable pouvait donner satisfaction à l'opinion publique. Ou bien, si l'on reculait devant ces moyens, c'était l'acquiescement qui s'imposait, la liberté de l'assassin, du secrétaire infidèle, avec tous ses risques.

Je crois que voilà le fait, dans sa brutalité.

Je ne vois pas d'autre façon d'expliquer la conduite du Roi et celle des magistrats.

Pérez, bien entendu, a fourni une autre explication, mais si compliquée, si extravagante qu'elle est tout à fait inadmissible.

D'après lui, il aurait reçu du Confesseur du Roi, Don Diego de Chaves, deux lettres confidentielles, inspirées uniquement, disait le confesseur, par la charité chrétienne et le désir d'abrèger les épreuves du prisonnier et les angoisses d'une famille innocente. Ce religieux lui aurait conseillé tout simplement d'avouer son crime, — puisque ce crime avait été commis en service commandé, ce qui lui fournissait une excuse péremptoire, — mais sans révéler les motifs de cet assassinat, c'est-à-dire les raisons politiques que croyait avoir le Roi pour frapper un serviteur infidèle... Ainsi ce confesseur, aurait trahi le secret de la confession, en révélant à Pérez que le Roi lui avait avoué être l'instigateur du crime ! Mais, même en admettant cette infamie, comment le P. de Chaves pouvait-il conseiller à l'homme avisé qu'était Pérez une pareille sottise ? Pérez se serait dénoncé lui-même, sans autre garantie que la protection royale, lui qu'une longue expérience avertissait de n'y pas compter ! Bien plus, il allait se dénoncer, sans fournir les raisons justificatives de sa conduite... Cela est tout à fait invraisemblable ! Et Pérez, dans ses Relations, a beau jeu

pour démontrer au confesseur l'ineptie d'un tel conseil. Mais l'essentiel, pour lui, c'est de nous persuader que le Roi avait tout avoué au P. de Chaves et d'en faire part à ses lecteurs.

Une autre combinaison aurait été imaginée par le juge instructeur. Rodrigo Vazquez, voyant que Pérez s'obstinait à nier, aurait fait un pas de plus que le P. de Chaves, il aurait sauté à pieds joints dans l'absurdité. Il aurait écrit au Roi : « Sire, on donne à entendre à Antonio Pérez que le meurtre n'est pas prouvé par le procès, bien qu'il le soit suffisamment pour moi, si j'avais à juger en cette affaire. Que Votre Majesté m'écrive donc un billet, *que je puisse lui montrer* et qui serait ainsi conçu : « Dites à Antonio Pérez qu'il sait *comment je lui ai ordonné de faire tuer Escovedo*, pour les motifs qu'il connaît bien et qu'il convient à mon service qu'il les déclare!... »

Ainsi, non seulement le Roi se dénonce lui-même, mais il enjoint à Pérez d'étaler devant les juges ces raisons d'État qui lui ont toujours paru devoir rester si secrètes et auxquelles il aurait sacrifié la vie d'un homme! On comprend l'exclamation que prête Pérez lui-même à Don Gaspar de Quiroga, l'archevêque de Tolède, lorsqu'il aurait appris la mirifique combinaison de Rodrigo Vazquez : « Ou je suis fou, ou c'est cette affaire qui n'a pas le sens commun!... » Très habilement Pérez prévoit les objections de

ses lecteurs. Mais il croit qu'il lui suffit de les prévoir : il n'y a pas répondu.

Et d'abord, voit-on Rodrigo Vazquez, préjugant la culpabilité du Roi, lui dicter une confession de son crime, que celui-ci aurait reproduite docilement ? Le plus difficile, pour Pérez, c'est de nous expliquer comment il a pu avoir connaissance de ce billet, confidentiel, s'il en fut, Il est obligé d'invoquer la complaisance et l'habileté d'un ami, qui lui aurait fait tenir non seulement le billet de Rodrigo Vazquez, mais la réponse du Roi ! Deux plis, très certainement scellés, ouverts par un prisonnier qu'on avait mis aux fers et qui était surveillé, jour et nuit, par les alguazils !... Il y a plus : si Pérez nous a transmis le prétendu billet de Rodrigo Vazquez, il ne nous a pas livré la réponse du Roi. Or, d'après le *Procès criminel*, la teneur de cette réponse serait tout autre que celle suggérée par Pérez. Rappelons que ce dossier, composé de documents de seconde ou de troisième main, n'a qu'une très médiocre valeur historique. Supposons pourtant que le billet du Roi soit authentique, il est impossible d'en déduire sa culpabilité. On lit, en effet, ceci, dans le dossier en question : « Vous pourrez dire de ma part à Antonio Pérez (et, s'il le faut, en lui montrant ce papier), que je sais bien *qu'il a fait tuer Escovedo* (tengo noticia de haber él hecho matar à Escovedo) et que je connais les motifs qu'il

m'a dit avoir eus pour cela ; et que, comme il importe à ma satisfaction et à celle de ma conscience qu'on sache si ces causes furent ou non suffisantes, de les déclarer dans ce qu'elles ont de plus particulier, en faisant la preuve de ce qu'il m'en a dit à moi-même... »

Ainsi, d'après ce billet, dont l'authenticité, d'ailleurs, est plus que problématique, le Roi ne s'avoue nullement coupable, comme Pérez l'affirme. Il déclare seulement qu'il connaît l'auteur du meurtre et qu'il le somme de déclarer les raisons dont il s'est prévalu pour le commettre.

Il est à peu près certain que toute cette invention machiavélique n'avait d'autre but que d'excuser Pérez d'avoir, devant les juges, révélé les machinations vraies ou fausses de Don Juan et d'Escovedo et trahi ainsi le secret professionnel, qu'en sa qualité de secrétaire royal, il avait juré de garder fidèlement : le Roi lui-même lui en aurait donné l'ordre.

Écartons donc, comme très probablement mensongères, les explications de Pérez.

Ce qui demeure certain, c'est qu'on lui appliqua la question, pour lui faire avouer son crime. Ici, il serait extrêmement facile d'attendrir le lecteur, en reproduisant, comme l'a fait Mignet, l'interrogatoire de l'accusé. (Remarquons, d'ailleurs, en passant, que Mignet a commis, sans doute par inadvertance, un contre-sens énorme

dans sa traduction du fameux billet, auquel il fait dire exactement le contraire du texte). Les cris de douleur poussés par le patient et fidèlement notés par le greffier, sont tout ce qu'il y a de plus émouvants. Bornons-nous à noter que Pérez fut soumis à la question la plus bénigne : celle du « cordeau », qui consistait à serrer progressivement les poignets de l'accusé... Quoi qu'il en soit, il avoua, — mais il avoua, en accusant le Roi. Oui, il avait commis le crime, mais c'est Philippe qui l'avait commandé!...

Pour achever d'accabler Pérez, son ancien majordome, Diego Martinez, sans doute entraîné par les aveux de son maître, finit par confirmer, dans le plus petit détail, les précédentes et déjà anciennes révélations du page Enriquez. Après cela, la sentence n'était pas douteuse.

Épouvanté, à la pensée de ce qui l'attendait, Pérez n'eut plus qu'une idée : tenter encore une fois de s'évader et de se réfugier en Aragon, où il était sûr de trouver une justice indulgente et des partisans prêts à tout risquer pour sa défense : il y fut aidé par sa famille et par ses amis de Saragosse. Malade des suites de la question, il se dit en danger de mort, produisit une attestation médicale, en conséquence de quoi, il réclama l'assistance de sa femme. Après un premier refus, Doña Juana finit par obtenir l'autorisation de venir soigner son mari dans la grande et belle maison où il était prisonnier. Reconnaissons

encore une fois que la vengeance royale, tant incriminée par lui, était susceptible de bien des adoucissements. D'ailleurs, si cette prison avait été si rigoureuse, comment expliquer que Doña Juana ait pu si bien combiner avec son mari le plan d'évasion? Car c'est elle qui, de concert avec les Aragonais, paraît avoir tout préparé et organisé. Et en vérité, ce plan était d'une simplicité enfantine. Comment les gardes s'y sont-ils laissé prendre?... Toujours est-il que, le soir du mercredi saint, 20 avril 1590, Pérez, ayant revêtu une jupe et une mante de sa femme, sortit de son appartement où celle-ci était restée pour donner le change aux surveillants, et, sous ce déguisement, il passa à la barbe des alguazils et gagna la porte. Dans la rue, un ami l'attendait... Ils eurent un moment d'émotion, les gardes qui se trouvaient là ayant interpellé l'ami. Celui-ci leur répondit crânement, tandis que Pérez, derrière lui, prenait l'attitude modeste d'un laquais derrière son maître... Enfin, on les laissa passer. Un peu plus loin, le dévoué Gil de Mesa, accompagné d'un Gênois du nom de Francesco Mayorini, attendait le fugitif avec des chevaux sellés.

Ils coururent à toute bride pendant trente lieues, sans s'arrêter, jusqu'à ce qu'ils eussent franchi la frontière d'Aragon...

Et voici maintenant que le dernier acte du drame commence, ou, si l'on aime mieux, la dernière phase du procès. Désormais, ce n'est plus Pérez qui, moralement, est l'accusé, c'est le Roi d'Espagne.

IX

DE LA PRISON DE SARAGOSSE AU TRIBUNAL DE L'INQUISITION

POUR que Pérez ait pu faire d'une traite les trente ou quarante lieues qui séparent Madrid de la frontière aragonaise, il fallait que des relais eussent été préparés par ses complices et amis. Il y avait longtemps qu'il méditait cette fuite. L'Aragon, pays de ses ancêtres, comme il disait avec une belle assurance, était, pour lui, la terre de salut. Ses agents et ses partisans la travaillaient depuis de longues années. En homme qui n'est pas sûr du lendemain et qui, de plus, n'a pas la conscience très nette, il s'était ménagé des refuges et des défenseurs en cas de malechance. Il était entouré de Flamands qui, très probablement, devaient lui servir d'intermédiaires avec les huguenots de France et qui lui permettaient de garder le contact avec les rebelles des Pays-Bas. Il avait des

relations en Sicile, dans le royaume de Naples, où son amie, la princesse d'Eboli, possédait d'importants domaines. Il avait aussi des Gênois à sa dévotion, comme ce Francisco Mayorini qui, avec Gil de Mesa, organisa son évasion de la maison où il était détenu à Madrid. Il correspondait avec d'autres Gênois établis à Barcelone et qui paraissent avoir été des armateurs ou des banquiers. L'amitié de Pérez avec ces étrangers ne s'explique guère que par des raisons d'intérêt : c'étaient ces Gênois, sans doute, qui fournissaient l'argent nécessaire à ses entreprises de corruption et de soulèvement.

Il se plaignait que tout fut « enchanté » autour de lui par les maléfices de ses ennemis, mais, lui aussi, était un grand enchanteur : le « magicien » Pérez n'avait pas volé sa réputation. Aux pratiques perfides de ses adversaires, il en opposait d'infiniment ingénieuses. A ceux qui voulaient le perdre il ménageait des surprises et des occupations inattendues. Rien ne le prouve mieux que cette surprenante évasion d'un homme mis aux fers et gardé par des escouades d'alguazils. Il faut croire que cette garde n'était pas bien sévère, ou que Pérez et les siens avaient su amadouer ces farouches policiers. Comme il s'en vante, il est sorti par « la porte ouverte », — sans effraction ni rupture de chaîne. Sans doute pour dramatiser son récit, il ajoute que l'ami qui l'attendait sur le seuil fut arrêté un peu

plus loin par des gens de justice et que lui, pendant que cet ami donnait des explications, il se tenait par derrière, dans l'attitude respectueuse d'un bon domestique : il avait donc pu, dans ce court intervalle, rejeter la jupe et la mante de sa femme, ce déguisement qui lui avait servi à tromper les alguazils. Qui l'avait aidé à accomplir si prestement ce véritable tour de passe-passe ? Et comment s'expliquer que Pérez raparaissant dans son costume masculin et avec son visage ordinaire, n'ait pas été reconnu de ces gens de justice ? Tout cela suppose d'innombrables et mystérieuses complicités et surtout une longue préparation. En arrivant en Aragon il allait trouver des populations entières déjà tout enflammées pour sa cause, enfin une province en pleine effervescence et prête à la rébellion.

Sa première étape sur la route de Saragosse paraît avoir été la vieille petite ville mauresque de Calatayud. Par prudence, il s'y hospitalisa au couvent des dominicains, comme dans un asile inviolable. Mais, une fois déjà, on lui avait montré que, pour la justice du Roi Catholique, les couvents et même les églises n'étaient point des asiles sûrs. De même que, cinq ans auparavant, on l'avait extrait, malgré ses protestations et celles du Nonce, de l'église Saint-Just, à Madrid, on essaya de l'extraire de l'église Saint-Pierre-Martyr, à Calatayud. A peine était-il dans la localité, qu'un ordre royal y parvint, enjoignant

aux autorités de le saisir et de le livrer mort ou vif, avant qu'il eut passé l'Ebre. Un gentilhomme du lieu, Manuel Zapata, dont la famille était en inimitié avec celle de Pérez, essaya de le faire sortir du couvent et de s'emparer de lui au nom du Roi : ce qui fallit exciter en ville une véritable émeute. Toute la population était en armes, jusqu'aux prêtres et aux étudiants, qui, nous dit Pérez, portaient des pistolets sous leurs manteaux.

Prévoyant sans doute ce coup de force, le dévoué Gil de Mesa s'était empressé de courir à Saragosse et, selon l'expression locale, de « manifester » Pérez devant le Tribunal suprême d'Aragon. Ce tribunal — dont l'existence était consacrée par les « fueros » ou privilèges du pays, — jugeait en dernier ressort les condamnés de la justice royale ou de la justice ecclésiastique. Il n'admettait pas la torture, ses débats étaient publics et sa procédure expéditive. En tout cas, Pérez y comptait de nombreux partisans. Par ce seul fait de la « manifestation » il était sauvé des juges de Madrid et sûr d'un jugement sinon de complaisance, du moins d'une indulgence tout amicale. Ce qui semble bien révéler ces dispositions plus que favorables, c'est que Don Juan de Luna, député aux Cortès d'Aragon, accourut tout de suite à Calatayud, avec cinquante arquebusiers pour prêter main forte aux défenseurs de Pérez et faire respecter

le privilège du Tribunal suprême. Les amis aragonais de l'ancien secrétaire royal avaient bien pris leurs précautions.

Sous l'escorte de Don Juan de Luna et de ses arquebusiers, le fugitif fut conduit à Saragosse et enfermé dans la prison dite des *Manifestados* : là il était sous la garde du grand justicier d'Aragon, qui répondait de sa détention comme de sa vie. Immédiatement, un acte d'accusation fut envoyé de Madrid contre lui. Une « junte », ou commission spéciale, avait été créée, dès l'évasion de Pérez, pour s'occuper de son affaire. Cette fois, c'était le Roi en personne qui était demandeur. Pérez l'ayant accusé d'avoir ordonné le meurtre d'Escovedo, Philippe retournait l'accusation contre son secrétaire et il la soutenait personnellement, puisque, d'ailleurs, Pierre Escovedo, le fils de la victime, avait consenti, comme on l'a vu, à retirer sa plainte moyennant une forte somme. L'accusation portait sur ces trois chefs principaux : premièrement, Pérez a fait tuer Escovedo, en se servant faussement du nom du Roi ; deuxièmement, il a trahi des secrets d'État et falsifié des dépêches ; troisièmement, il s'est évadé.

L'accusé n'avait pas attendu ces nouvelles poursuites, pour protester de son innocence et de son obéissance absolue à la volonté royale. Dans une lettre attendrissante écrite au couvent de Calatayud et datée « de Saint-Pierre-Martyr », il

se déclare entre les mains de Sa Majesté « comme l'argile entre les mains du potier », — et il ne demande qu'une chose, c'est qu'on lui permette de se retirer, avec sa femme et ses enfants, dans un trou quelconque, où il passera le reste de ses jours à prier Dieu pour la vie et la prospérité du Roi... Étant donnés les antécédents de Pérez, comment croire à une telle sagesse ? Philippe fit la sourde oreille. Alors, des prières le prisonnier passa aux menaces. Il écrivit au confesseur, Don Diego de Chaves, pour essayer de l'attendrir à son tour, mais non sans lui laisser entendre qu'il détenait des documents, — un grand nombre de documents, — qui pourraient embarrasser très fort Sa Majesté. Pas de réponse. De guerre lasse, Pérez s'adressa au Roi lui-même et il lui fit comprendre à son tour qu'il était armé contre lui. Cette démarche n'ayant pas eu plus de succès que les précédentes, il dépêcha à la cour un religieux, un certain Père de Gotor, qui devait mettre sous les yeux du confesseur, puis de Philippe lui-même, des copies de tous les documents compromettants qu'il possédait. Il est à supposer que cette tentative de chantage exaspéra et indigna le Roi. Il y répondit par une sentence foudroyante qui semblait dicter la sienne au Tribunal d'Aragon. On se rappelle, en effet, que le juge Rodrigo Vazquez, après sa longue enquête sur les agissements de Pérez, avait obtenu, par la torture, de

celui-ci et de ses complices, des aveux complets et détaillés sur l'assassinat d'Escovedo. En conséquence, le tribunal de Madrid arrêta ce qui suit : « ... les seigneurs Rodrigo Vazquez de Arce, président du Conseil des finances et le licencié Juan Gomez, du Conseil et de la Chambre de Sa Majesté, vu le procès et la cause d'Antonio Pérez, qui fut secrétaire du *Despacho universal* de Sa Majesté, ont prononcé qu'en punition de la faute qui en résulte, ils devaient le condamner et le condamnaient à la peine de mort par le gibet, après avoir été traîné, selon la forme accoutumée à travers les rues et places publiques et, après sa mort, à avoir la tête tranchée avec un couteau de fer et d'acier, laquelle tête sera exposée en un lieu public, sans que personne ose y toucher sous peine de mort. Ils le condamnent en outre à la perte de tous ses biens, qui seront acquis à la Chambre et au Fisc de Sa Majesté et appliqués aux dépenses faites pour sa personne et son procès. Et ainsi l'ont prononcé, ordonné et signé le licencié Rodrigo Vazquez et le licencié Juan Gomez... »



Cette terrible sentence répondant aux menaces de Pérez semble bien être la preuve que le Roi croyait n'avoir rien à redouter des divulgations de son secrétaire. Celui-ci lui fait mettre

sous les yeux les pièces, ou la copie des pièces à l'aide desquelles il pense se justifier, — et le Roi passe outre. C'est donc qu'il considérait ces documents comme apocryphes, ou faciles à réfuter, ou susceptibles d'une toute autre interprétation que celle que donnait Pérez. Autrement, comment s'expliquer l'obstination avec laquelle il a formulé sa demande et, après le retrait de celle-ci, fait poursuivre le procès sous une autre forme ? Il fallait qu'il fût bien sûr de confondre le coupable, pour s'exposer ainsi à des révélations infamantes et attentatoires à la dignité royale.

D'autre part, la façon dont Pérez a présenté ces documents secrets provoque un certain nombre de réflexions. A Madrid, quand il fut accusé du meurtre d'Escovedo, et sommé de l'avouer, il répondit qu'il ne pouvait se disculper parce qu'on lui avait pris tous ses papiers. Or voici qu'à Saragosse il annonce qu'il détient de véritables dossiers, bourrés de pièces compromettantes pour le Roi. Tous les papiers qu'il possède sont, dit-il, des originaux, « tous écrits de la main du Roi ». Il avait donc menti aux juges de Madrid, en leur disant qu'on lui avait tout pris. Et s'il lui restait, en réalité, tant de pièces à décharge, pourquoi ne les a-t-il pas produites alors, ne fût-ce que pour échapper à la torture ? Ces papiers, à supposer qu'il les eut fait déposer en lieu sûr, en Aragon ou ailleurs, on pouvait

tout au moins lui en apporter une copie. A cette objection, il a répondu d'avance que, fidèle à son serment, il ne voulait pas révéler devant les juges des secrets d'État et qu'il ne l'a fait qu'à la dernière extrémité. Mais la torture qui pouvait, après tout, lui coûter la vie, était une terrible extrémité. Et d'ailleurs, était-il plus grave de mettre entre les mains de ces juges des billets passablement obscurs, fussent-ils réellement de la main du Roi, que de leur révéler, comme il le fit à Madrid, les intrigues et les prétendues trahisons de Don Juan d'Autriche et d'Escovedo et tout le plan de conduite concerté par le Roi à ce sujet ? C'est une chose étrange, en tout cas, qu'à Madrid il n'ait pas eu un papier sous la main, même une copie, alors qu'à Saragosse il regorgeait de documents originaux. Ses co-détenus, ou ses familiers, ont déposé que, dans sa cellule des *Manifestados*, ils l'avaient vu maintes fois brasser ces documents, effaçant ici, ajoutant là, supprimant des lignes entières, — enfin cuisinant sa défense en toute liberté !

C'est qu'il se trouvait, à Saragosse, dans un milieu on ne peut plus favorable pour lui et préparé, sans doute de longue main, à soutenir sa cause, ou à saisir le prétexte de sa détention pour s'insurger contre l'autorité centrale. Au moment, où s'ouvrent les débats relatifs aux procès de Pérez, les relations sont assez tendues entre Philippe II et les Cortès d'Aragon. Le Roi

voulait que le vice-roi d'Aragon fût une créature à lui, un fonctionnaire nommé par lui et qui ne serait pas forcément un Aragonais : prétention fort mal accueillie par cette population de montagnards belliqueux, de bourgeois citadins et de grands féodaux très attachés à leurs *fueros*. L'agitation, à ce propos, devait être déjà commencée lorsque la cause de Pérez fut portée devant le Tribunal suprême d'Aragon. C'est, en tout cas, pour aplanir de sérieux dissentiments entre Madrid et Saragosse que le Roi avait envoyé dans cette dernière ville un commissaire spécial, le marquis d'Almenara, chargé de traiter avec les autorités locales et de surveiller les fonctionnaires royaux.

Pérez avait pour lui le Grand Justicier d'Aragon, Don Juan de la Nuza, une foule de députés aux Cortès et très probablement la majorité des hobereaux et de la noblesse locale : entre autres, Don Juan de la Luna et surtout ce Diego de Heredia, qui fut un de ses plus chauds et un de ses plus audacieux partisans ; ce dernier, terrible baron de l'ancien temps, qui prétendait avoir le droit de faire étrangler ses vassaux sans jugement et de disposer de leurs vies et de leurs biens comme bon lui semblait. Un autre de ces seigneurs aragonais, le duc de Villahermosa avait même déshérité dans son testament ceux de ses descendants qui renonceraient à ce droit. Voilà ceux que Mignet et les historiens romantiques,

nous représentent comme les défenseurs de la « Liberté » selon la formule de 1830.

A côté de ces farouches partisans, tout prêts à descendre dans la rue, Pérez pouvait compter sur ses amis de toujours, ses clients et ses hommes de confiance, comme Juan et Gil de Mesa, ou le génois Francesco Mayorini. Ses geôliers eux-mêmes et ses gardes lui étaient tout acquis. Le marquis d'Almenara, commissaire royal, eut toutes les peines du monde à faire changer le geôlier en chef, qui lui paraissait des plus suspects. Le prisonnier avait conservé ses domestiques flamands qui couchaient dans sa chambre. Il avait des pages et des serviteurs qui assuraient ses communications avec le dehors. La prison des *Manifestados* paraissait fort peu sûre aux autorités royales, à tel point qu'on redoutait, d'un moment à l'autre, une nouvelle évasion de Pérez. Toute une correspondance s'engagea avec Madrid relativement aux mesures de sûreté et de surveillance qui s'imposaient. Mais cette correspondance, comme, d'ailleurs les autres messages des officiers royaux, étaient couramment arrêtés par les espions aragonais. On se moquait ouvertement du Roi et de ses fonctionnaires. Tant et si bien que le pouvoir central dut assumer lui-même la garde du prisonnier. Des sentinelles entourèrent la prison et bloquèrent les rues avoisinantes. Des espions observaient les allées et venues des visiteurs et

des serviteurs. Tout cela ne faisait que redoubler le fanatisme populaire pour celui qu'on représentait comme la victime d'un tyran. Car Pérez ne tarda pas à devenir l'idole du peuple de Saragosse. Un fameux chanteur, un certain Monesa, qui le visitait fréquemment, lui aurait dit :

— Les morts eux-mêmes sortiront de leurs tombeaux pour venir à votre secours !

Et, quand il fut question de le transporter dans les prisons de l'Inquisition, des bandes d'hommes du peuple venaient la nuit, crier sous ses fenêtres :

— Seigneur Antonio Pérez, ne craignez rien ! Quand le monde devrait crouler, les Inquisiteurs ne vous auront pas !...

Cet habile homme avait su lier sa cause, — qui était, en somme, celle d'un faussaire, d'un traître et d'un assassin, — à la cause des libertés aragonaises et intéresser tout un peuple à son sort.



C'est dans ces conditions défavorables que le nouveau procès, intenté par le Roi en personne, fut engagé devant le Tribunal suprême d'Aragon.

Pérez, voyant que le Roi ne reculait pas, s'empressa de publier les pièces qu'il s'était procurées, on ne sait trop comment, et, avec cela,

les graves révélations qu'il avait déjà faites devant les juges de Madrid. L'anonyme qui a écrit la *Relacion sumaria*, nous dit qu'un fidèle serviteur, sans doute le majordome Diego Martinez, qui fut chargé de remettre au confesseur du Roi les papiers de Pérez, en avait réservé une grande quantité pour la décharge de son maître. La femme de celui-ci en aurait envoyé *deux malles entières*, à Monzon, en terre aragonaise, et ces papiers auraient été apportés à Pérez dans sa prison. Il avait donc menti, lorsqu'il se plaignît devant le Tribunal de Madrid qu'on lui eut pris tous ses papiers : en réalité, il en avait gardé une bonne moitié, puisque deux autres malles seulement furent livrées au confesseur, « qui refusa de les lire ». Sans doute ces derniers papiers n'avaient-ils pas grande importance. Tout cela est passablement louche. Ce qui est certain, c'est que Pérez ayant en main des billets du Roi ou des annotations marginales écrites par lui, ou tout simplement des copies, les présenta aux juges de Saragosse après en avoir fait la toilette, supprimant, sous prétexte de discrétion, des lignes ou des passages entiers et interprétant à sa façon les billets rédigés la plupart du temps en style sibyllin.

Il intitula sa défense *Memorial del Hecho de mi causa*, et, après en avoir fait exécuter un certain nombre de copies, il en distribua des exemplaires reliés aux assesseurs du Tribunal suprême. Phi-

lippe était non seulement accusé par son secrétaire d'avoir ordonné le meurtre d'Escovedo, mais de s'être livré aux plus basses machinations pour en rejeter la responsabilité sur un innocent. Le scandale fut effroyable. Le bruit dut en courir jusqu'à Madrid et même franchir les frontières d'Espagne. Les juges aragonais, éblouis par la dialectique et par les prétendues preuves de l'accusé, d'ailleurs très prévenus en sa faveur, ne cachaient pas qu'en poursuivant le procès, on s'exposait à un acquittement.

Alors, la junta de Madrid conseilla au Roi de se désister, pour éviter des débats publics sur des questions de la plus extrême gravité, sur des affaires qui devaient rester secrètes et sur des personnes que l'on devait considérer comme intangibles. Il ne s'agissait pas seulement du meurtre d'Escovedo, mais de la politique flamande et anglaise du Prince, de ses relations avec son frère, de la fidélité de celui-ci, de leur honneur à tous deux, enfin de l'honneur d'une vieille maison seigneuriale, celle des Mendoza, en la personne de la Princesse d'Eboli. Sur des sujets pareils aucune discussion, selon les idées du temps, n'était possible. Et c'est alors que le Roi écrivit à son Audience de Saragosse le désistement que voici : « Antonio Pérez a rendu publique sa défense. On pourrait rendre publique aussi la réfutation de celle-ci : *il ne resterait alors aucun doute sur la gravité de ses crimes*, et il n'y aurait

aucune difficulté à sa condamnation. Bien que, dans cette circonstance, comme dans toutes les autres, j'aie pour objet l'intérêt général... bien que la longue détention de Pérez et la marche de son affaire aient eu cette seule cause, cependant, comme Pérez, redoutant l'issue du procès et abusant de sa position, se défend de manière que, pour lui répondre, il serait nécessaire de toucher à des affaires plus importantes que celles qui doivent figurer dans des procès publics, à des secrets qu'on ne saurait y mêler, à des personnes dont la réputation et l'honneur doivent s'estimer plus haut que la condamnation de Pérez, j'ai trouvé moins d'inconvénient à renoncer à le poursuivre devant le tribunal d'Aragon qu'à aborder les points ci-dessus mentionnés. Mais... je certifie que les crimes de Pérez sont aussi grands que sujet en ait jamais pu commettre contre son roi et seigneur... J'ai voulu que cela fut constaté dans le présent désistement, *afin qu'en aucun temps, la vérité que j'ai toujours protégée et dois protéger comme roi ne souffre aucune atteinte*. Aussi, malgré l'abandon que je fais de l'accusation criminelle intentée en mon nom contre Antonio Pérez, j'entends et je veux que tous mes droits demeurent saufs et libres, afin de pouvoir, par devant tout autre tribunal, lui demander compte et raison de la dite accusation et le poursuivre en tout temps pour les mêmes délits... »

Voilà qui est catégorique : rien ne ressemble moins à une capitulation que ce désistement. Et, pour qu'aucun doute ne s'insinue dans l'esprit des juges qui lui rendent compte de l'affaire, le Roi écrit en marge du compte rendu : « Vous avez très bien fait de m'aviser en détail de tout ce qui se dit ici et je crois que vous avez bien vu et bien considéré ce que méritent les scélératesses du prisonnier et aussi les prétextes qu'il suscite et qu'il invente, *interprétant les billets qu'il détient dans un sens perfide, car tout ce qu'il allègue dépend de ce qu'il me disait, à moi, et qui était si éloigné de la vérité, bien qu'il me fit croire le contraire en déchiffrant faussement les dépêches. Là-dessus je lui répondais quelquefois dans le sens même de ce qu'il m'écrivait, comme je pourrais le prouver par ses billets eux-mêmes, si j'avais à les interpréter, comme il fait, et mes interprétations seraient plus vraies que les siennes...* »

Il me semble que ces simples lignes, jetées en marge d'un rapport officiel, nous livrent la clé de l'affaire : Pérez calomniait Escovedo comme il calomniait Don Juan. Et le Roi, trompé par lui et convaincu de la culpabilité de l'un et de l'autre, lui répondait sans doute qu'il fallait se méfier d'eux et prendre toutes les précautions requises. C'est sur des phrases comme celles-là que Pérez se serait appuyé pour justifier ses accusations contre son maître : il aurait voulu y

voir l'ordre d'assassiner Escovedo et d'empoisonner Don Juan.



On peut se demander, après toutes ces explications, comment il se fait que le Roi, si sûr, si affirmatif de la culpabilité de Pérez, ne l'ait pas fait enlever dans sa prison de Saragosse et transporter à Madrid pour lui infliger le châtiment qu'il méritait. C'est oublier les entraves provinciales qui ligottaient ce souverain absolu. Il tenait à respecter les *fueros* d'Aragon, qui garantissaient l'inviolabilité de sa prison. Et, s'il avait eu la tentation de passer outre, il en eût été empêché par la crainte de soulever tout le pays. La province, travaillée par les agents et les partisans de Pérez, était en pleine effervescence et Philippe, occupé ailleurs, n'avait guère les moyens de réprimer ce soulèvement.

D'autre part, il ne pouvait absolument pas admettre l'acquittement de Pérez, ni même son internement dans une forteresse. Le prisonnier s'était déjà évadé une fois et il se vantait de recommencer à la prochaine occasion. Pérez en liberté, c'était un affront pour le Roi, la preuve vivante de sa culpabilité ! Et, s'il gagnait l'étranger, comme c'était à prévoir, quel parti n'allait-il pas tirer contre son ancien maître de

tous les secrets politiques dont, au temps de sa faveur, il avait été le confident ? Ou bien la situation allait s'embrouiller et se compliquer de plus en plus, ou bien il fallait se résigner à la seule solution possible : la condamnation à mort de Pérez.

Et c'est ce que l'on essaya d'obtenir par tous les moyens. Après avoir tenté vainement de le faire condamner comme meurtrier d'Escovedo, on le poursuivit comme coupable d'avoir empoisonné l'astrologue Pedro de la Era. Les preuves furent déclarées également insuffisantes par le Tribunal d'Aragon. Ce nouvel échec ne décourage pas les conseillers de Philippe : ils l'accusent de concussion et ils prétendent recommencer l'enquête qui, cinq ans auparavant, avait abouti déjà à une première condamnation de Pérez. Celui-ci, qui connaissait à merveille le maquis de la procédure aragonaise, n'eut pas trop de peine à échapper encore une fois à ces accusateurs : il prouva que le Roi ne pouvait poursuivre, de ce chef, un fonctionnaire que s'il avait exercé sa charge en Aragon. Or c'est en Castille qu'il avait exercé la sienne. De nouveau, les *fueros* aragonais sauvaient Pérez des gens de Madrid.

En désespoir de cause, il fallut bien se décider à recourir à un tribunal qui était au-dessus de toutes les juridictions civiles et ecclésiastiques, dont les arrêts en général terribles, étaient sans

appel : l'insaisissable Pérez fut déféré à l'Inquisition...

La junte de Madrid ne s'y décida qu'après bien des hésitations. Elle redoutait d'abord les longueurs de la procédure et aussi les scrupules du pieux tribunal : si Pérez s'en tirait avec une simple pénitence, il était à craindre que les Inquisiteurs, le sachant condamné à mort à Madrid, ne voulussent pas le remettre aux officiers royaux sous prétexte de quelque irrégularité commise par les juges madrilènes. D'autre part, on n'était pas sûr du zèle des Inquisiteurs de Saragosse. Certains d'entre eux passaient pour être tout acquis à Pérez. Enfin le grand Inquisiteur, le cardinal-archevêque de Tolède, était un ancien ami et chaud partisan de l'accusé. C'était peut-être risquer un nouvel acquittement. Car enfin l'Inquisition ne pouvait condamner quelqu'un que pour un délit en matière de foi. De quoi allait-on accuser Pérez, qui se proclamait hautement bon catholique ? Essayer de le faire passer pour hérétique paraissait un expédient bien chanceux.

Cependant il y avait un point sur lequel on pouvait le prendre. On savait de source certaine qu'il entretenait des relations avec les huguenots de France, qu'il préparait sa fuite en Béarn et qu'il se vantait d'y trouver un asile, au château de Pau, auprès de la princesse Catherine de Bourbon, la sœur de Henri IV. On prétendait

même qu'il était en correspondance avec ce dernier, encore simple prétendant et non converti au catholicisme. Il n'en fallait pas davantage pour constituer un délit en matière de foi. Pour avoir seulement fait passer des chevaux aux Béarnais, Don Diego de Heredia, partisan de Pérez, fut considéré comme suspect. Le commissaire royal, le marquis d'Almenara, proposa de le dénoncer, de ce chef, à l'Inquisition. Communiquer avec les hérétiques était, aux yeux des Inquisiteurs, un délit bien caractérisé et passible des plus graves châtimens. Mais de là à établir le crime d'hérésie, il y avait quelque marge. Pérez se défendrait énergiquement d'être un hérétique. Cependant toutes les protestations du monde n'avaient jamais arrêté la procédure de l'inquisition, du moment qu'elle était ou se disait convaincue, non pas même de la culpabilité d'un accusé, mais de la malice de ses intentions. Les juges ecclésiastiques n'étaient pas embarrassés non plus pour tirer des moindres indices ou des plus légères apparences les charges les plus catégoriques et les plus accablantes. Ce viol des consciences, cette sophistique et cette mauvaise foi étaient quelque chose de révoltant, — et d'autant plus abominable que ces iniques procédés s'enveloppaient d'une tautufferie et d'une papelardise répugnantes. Cela finit par rendre presque sympathique le triste personnage qu'était le secrétaire Antonio Pérez.

Les enquêteurs, pour étayer leur grief d'hérésie, furent obligés de ramasser des on-dit, de faire état de tous les ragots de la prison, d'accueillir des dénonciations de domestiques. Rappelons, toutefois, que la plupart des documents relatifs au procès de Pérez devant l'Inquisition ont été brûlés. Nous ne possédons que certaines pièces de l'enquête, publiées par Llorente dans son *Histoire critique de l'Inquisition*. L'authenticité en est-elle certaine ? On peut en douter. Toujours est-il que la mentalité qui s'y révèle est bien celle que nous trouvons dans des documents analogues et qui sont donnés pour authentiques. Par exemple, le qualificateur de la cause, — en l'espèce le P. Diego de Chaves, confesseur du Roi, — écrit sans sourciller : « Quelqu'un disant à Antonio Pérez de ne point mal parler du prince Don Juan d'Autriche, ledit Pérez répondit : Depuis que le Roi m'a fait le reproche de travestir le sens des lettres que j'écrivais et de trahir le secret du conseil, je dois me justifier sans ménagement pour personne : Si Dieu le Père voulait y mettre obstacle, je lui couperais le nez, pour avoir permis que le Roi se soit montré si peu loyal chevalier envers moi... Cette proposition, en tant qu'elle dit que, si Dieu le Père venait à la traverse, on lui couperait le nez, est une proposition blasphématoire, scandaleuse, offensant les oreilles pieuses et sentant l'hérésie des Vaudois, qui prétendent

que Dieu est corporel et qu'il a des membres humains. On ne peut l'excuser, en disant que le Christ a un corps et un nez, puisqu'il s'est fait homme, car il est constant qu'il s'agit ici de la première Personne de la Très Sainte Trinité, qui est Dieu le Père... »

Cet article, où le grotesque le dispute à la perfidie, n'est malheureusement pas le seul. Il y en a un certain nombre d'autres de même force. Les Inquisiteurs ne pouvaient se dissimuler combien de tels griefs étaient fragiles : c'était proprement se moquer du monde. Aussi, pour étoffer et renforcer leur accusation, crurent-ils devoir se rejeter sur un autre. Prêtant l'oreille à des racontars d'anciens domestiques et d'anciens familiers de Pérez, ils l'accusèrent d'un délit, qui, à cette époque, entraînait la peine du feu : la sodomie. Les interrogatoires tronqués, qui nous sont parvenus sur le sujet, renferment une foule de faits plus ou moins compromettants, mais les dénonciateurs eux-mêmes reconnaissent qu'il leur est impossible de fournir la preuve de leurs soupçons ou de leurs insinuations.

En somme, la seule accusation solide contre Pérez, c'était celle de pactiser avec les hérétiques de France. Il semble que, de concert avec ses amis du dehors, dans cette prison des *Manifestados* où il était si mal gardé, il ait au moins ébauché un projet de soulèvement de l'Aragon

avec la connivence et même avec l'aide matérielle de Henri IV, bien que celui-ci fût alors fort empêché dans ses propres affaires. D'après la déposition de son familier, Diego Bustamente, Pérez aurait exprimé son admiration pour le Roi de France, sa confiance dans ses destinées : « il devait finir par être le monarque universel. C'était un grand prince qui gouvernerait au gré de tout le monde. Et si l'Aragon l'en croyait, lui Pérez, ce royaume se ferait république, à la façon de Venise, ou de Gênes, échappant ainsi à la Castille, qui, tout entière, suivrait l'exemple de cette couronne ; que, si les forces manquaient pour réussir en ce point contre le Roi notre maître, *on pourrait se donner à la France*, par qui on serait reçu à bras ouverts, aux conditions qu'on trouverait bon d'imposer... »

Que ces projets révolutionnaires aient reçu un commencement d'exécution, cela est incontestable. Non seulement en France, mais en Castille même, sous les yeux de Philippe, Pérez avait des mandataires ou des agents de liaison. Un de ses amis castillans, Balthasar Alamos, lui écrivait : « Ayez courage, Dieu tourne de notre côté. Notre cause est bonne!... Que Votre Seigneurie tienne ferme, car Dieu La prend pour champion comme Moïse, afin de châtier la rigueur de Pharaon... » Et, d'après Diego Bustamente, Pérez et Alamos étaient non seulement

en correspondance, mais ils s'envoyaient des mémoires sur les affaires de l'État, sur leurs espérances de rébellions en Aragon et en Castille, « mille choses sur la France, sur le pape Sixte-Quint, sur Venise et sur d'autres objets... » Ces dénonciations peuvent être sujettes à caution, elles correspondent à des agissements trop réels. Évidemment, l'activité de Pérez, prisonnier à Saragosse, était, par le fait même, assez limitée. Mais, aidée par des partisans dévoués et fanatiques, elle pouvait devenir redoutable. Pérez, aux yeux de Philippe II, empêtré dans les affaires de Flandres, de France et de Portugal, représentait un très grand danger. Quoi que pussent alléguer les Inquisiteurs, ce n'était pas un hérétique, mais c'était certainement un factieux en rébellion ouverte contre son prince, — un ennemi aussi fertile en ruses qu'il était indomptable et obstiné, et dont il importait de se défaire à tout prix. Il s'agissait beaucoup moins, à ce moment-là, de punir le meurtrier d'Escovedo, que de mettre un agitateur dans l'impossibilité de nuire.



Pour les Inquisiteurs, ce n'était pas seulement une petite affaire que d'établir contre Pérez le crime d'hérésie : le plus difficile était de l'arrêter, ou plutôt de le transférer de la Prison des *Mani-*

festados à celle du Saint-Office, alors établi dans l'antique château mauresque de l'Aljaferia. Étant donnée l'effervescence révolutionnaire qui régnait à Saragosse, il était à craindre que le Tribunal suprême se refusât à livrer son prisonnier, — un prisonnier dont le procès était toujours pendant. Sans doute l'Inquisition avait le droit, même après l'acquittement de l'accusé par ce tribunal, de le citer devant le sien, comme coupable en matière de foi. Mais avait-elle celui d'interrompre une action juridique commencée par cette cour suprême ? On pouvait en discuter... Les Inquisiteurs passèrent outre et, après de longues consultations et bien des hésitations, — car, sauf un seul, tous étaient secrètement favorables à Pérez, — ils se décidèrent à adresser une sommation aux lieutenants du *Justicia mayor*, les requérant, sous peine d'excommunication et d'une amende de mille ducats, sans préjudice d'autres peines, de leur livrer le prisonnier Antonio Pérez et son complice, le gênois Francesco Mayorini, — et cela nonobstant la « manifestation » de leurs personnes, laquelle ne saurait être maintenue en des choses touchant à la foi. C'est pourquoi le Saint-Office révoquait et annulait la dite manifestation « comme empêchant le libre et juste exercice de ses fonctions ».

Le grand Justicier, Don Juan de la Nuza, qui, la nuit précédente, avait eu un entretien secret

avec le marquis d'Almenara, commissaire royal, crut devoir céder. Le marquis l'avait sans doute intimidé, en le menaçant de la colère du Roi. L'ordre fut donné immédiatement et exécuté, à petit bruit, dans la matinée du 24 mai 1591 : il y avait un peu plus d'un an que Pérez était enfermé à Saragosse. Un carosse l'attendait, lui et Francesco Mayorini et, avant que l'alarme pût être donnée en ville, ils étaient déjà transportés et écroués à l'Aljaferia.

Mais, si prestement que le tour eut été joué, il ne tarda pas à être connu dans Saragosse. Ce fut une explosion de fureur et d'indignation, puis une véritable émeute, que les amis de Pérez, en prévision de l'événement, avaient dû organiser de longue main. Tandis qu'une bande se précipitait vers l'Aljaferia, une autre assiégeait le marquis d'Almenara dans son hôtel. Après de longues péripéties, les insurgés enfoncèrent la porte et, s'étant emparés du marquis, ils se mirent en devoir de le conduire à la prison des *Manifestados*. Entraîné par une foule de trois à quatre mille personnes, il fut assailli à coups de couteau par des énergumènes. On le transporta mourant à la Prison Vieille, dans la crainte qu'il n'arrivât pas jusqu'à la Prison des *Manifestados*... Pendant ce temps, une autre bande assaillit l'Aljaferia, réclamant les prisonniers, aux cris de *Vive la liberté!.... Vivent les fueros!* Comme les portes restaient obstinément closes, des cha-

rettes de bois furent amenées, un énorme bûcher entassé contre les murs du palais. Craignant d'être brûlés à leur tour dans leur repaire, les Inquisiteurs finirent par capituler ; ils restituèrent les prisonniers en stipulant qu'ils seraient traités aux Manifestados comme dans la prison du Saint-Office.

Ce fut un triomphe pour Pérez. Il dut se mettre debout dans son carrosse, pour faire voir au peuple que c'était bien lui et non un individu déguisé. Au passage de la voiture, les gens criaient :

— Seigneur Antonio Pérez, quand vous serez en prison, montrez-vous trois fois par jour, pour que nous vous voyions et qu'ainsi on ne porte aucune atteinte à nos libertés et à nos fueros !

Dès qu'il fut réinstallé dans la prison des Manifestados, replacé sous la protection du Tribunal suprême, il paraît que l'émeute se calma.



Ce n'en était pas moins un grave échec pour l'autorité royale. Echet d'autant plus inquiétant que la répression était difficile, Philippe se trouvant alors embarrassé dans les importantes affaires extérieures que nous avons dites. Il se sentait les mains liées, peut-être pour longtemps. De leur côté, les magistrats et les députés ara-

gonais n'étaient pas très rassurés dans leur victoire. Ils connaissaient les ressentiments implacables de Philippe et ils craignaient de se fourvoyer dans une lutte inégale. L'essentiel, pour eux, était de sauver leurs *fueros*, moyennant une soumission satisfaisante. Et ainsi, de part et d'autre, on était prêt à composer. Philippe voulait avoir Pérez, et les Aragonais voulaient garder leurs libertés.

Des pourparlers s'engagèrent, qui durèrent au moins trois mois. Une transaction finit par intervenir. D'ingénieux jurisconsultes démontrèrent que la « manifestation » pouvait être suspendue, pour raisons touchant à la foi, sans être, pour cela, annulée. Moyennant ce subterfuge, le Justicia Mayor crut pouvoir relivrer Pérez à l'Inquisition, sans porter atteinte aux *fueros*. Mais celui-ci, au fond de sa prison, était au courant de toutes ces intrigues. S'il retombait aux mains des Inquisiteurs, il se jugeait perdu : c'était le bûcher ou l'extradition, c'est-à-dire le retour aux prisons royales et l'exécution de la sentence de mort prononcée par les juges de Madrid. En cette extrémité, il ne songea plus qu'à sa fuite. Il savait que ses amis et même la population entière veillaient sur lui. Une fois hors de la prison, on lui fournirait tous les moyens de s'échapper. Alors, avec la connivence du fidèle Gil de Mesa, il se procura une lime. Pendant trois nuits, il scia les barreaux de sa

fenêtre. Il n'en restait plus qu'un, c'était l'affaire d'une dernière nuit ! Déjà Pérez se voyait libre, lorsqu'il fut dénoncé et trahi par un de ses co-détenus. En conséquence de quoi, sa captivité devint très rigoureuse. Ainsi surveillé, il voyait s'évanouir son dernier espoir. Maintenant, l'Inquisition l'attendait avec ses tortures et finalement le bûcher...

De leur côté, les magistrats, avertis par cette tentative d'évasion, jugèrent prudent de brusquer les choses. On était au mois de septembre, en pleines vendanges. On pouvait espérer que le populaire, occupé à la campagne, ne viendrait pas renforcer les contingents d'émeutiers. Et ainsi on choisit mystérieusement la date du 24 septembre pour remettre de nouveau Pérez aux alguazils du Saint-Office. L'opération devait être conduite avec la plus grande prudence et le plus grand secret.

Mais Gil de Mesa était toujours aux aguets. Avec Diego de Heredia et d'autres amis de Pérez, il éventa cette subtile combinaison. Tandis qu'on mettait les fers au prisonnier, afin de le conduire plus sûrement, dans un carrosse fermé, jusqu'à l'Aljaferia, ses partisans réunissaient leurs hommes et ameutaient la foule. Il faut croire que les mutins étaient bien armés, puisqu'ils mirent en déroute les soldats du gouverneur et du vice-roi, qui gardaient les rues avoisinantes de la prison. Avec une poutre, en guise de bélier, ils

enfoncèrent la porte. Pérez fut extrait de sa cellule, porté en triomphe jusqu'à la maison du marquis de Heredia. Aussitôt, il monta à cheval et, suivi du dévoué Gil de Mesa, il sortit de Saragosse par la porte de Santa-Engracia. Une foule de peuple, qui l'acclamait, l'accompagna pendant une demie-lieue, sur la route de France. Encore une fois, il pouvait se croire libre... Mais un mauvais sort paraissait s'acharner contre lui. Au moment où il allait franchir les Pyrénées par le col de Roncevaux, il apprit que les troupes du gouverneur étaient à sa poursuite. Il dut rebrousser chemin, rentrer à Saragosse sous un déguisement et s'aller cacher dans la maison d'un de ses affidés, Don Martin de la Nuza...

Le malheureux n'en avait pas fini avec les angoisses et les tribulations. Pendant six semaines, il fut sur le qui-vive. Enfin, quand on apprit qu'une armée royale commandée par Don Alonso de Vargas, marchait sur Saragosse pour mâter les révoltés aragonais, Pérez, à la faveur du tumulte, put s'enfuir une seconde fois. Le 11 novembre 1591, il reprenait le chemin de la France, abandonnant aux représailles du gouvernement central les amis qui avaient tant travaillé à sa délivrance et tout ce peuple qui s'était soulevé au moins autant pour lui que pour défendre ses *fueros*.

Réfugié à Pau, auprès de la sœur de Henri IV, puis à Paris et à Londres, le fugitif n'aura plus

désormais d'autre moyen d'assurer sa misérable vie que de flatter les ennemis de son ancien maître et de leur livrer les secrets de sa politique. Cet homme, qui aurait pu mourir les armes à la main, à la tête de ses compatriotes, pour défendre les libertés de son pays natal, jouer peut-être un rôle glorieux, qui eût racheté ses fautes et ses crimes, cet homme meurt à l'étranger, dans une domesticité honteuse, où il prend décidément la figure d'un traître.

X

LE BILAN DE L'AFFAIRE

DANS l'extraordinaire histoire que nous venons de raconter, il y a des parties tout à fait hypothétiques, que nous avons eu soin de souligner. Il y en a d'autres qui paraissent très probables, bien qu'elles s'appuyent sur des documents de seconde ou de troisième main et qui n'ont pas toute la valeur historique désirable. Enfin, il en est qui peuvent être considérées comme certaines. Tels faits sont incontestables, comme l'assassinat d'Escovedo par Pérez et la Princesse d'Éboli, la falsification des dépêches par celui-ci, ses calomnies ou ses accusations contre Escovedo et Don Juan. La certitude capitale, qui ressort de toute cette étude, c'est qu'il n'existe aucune preuve valable de la culpabilité du Roi : il n'est nullement démontré que Philippe II ait donné l'ordre de faire assassiner Escovedo.

On nous dira peut-être : « à quoi bon prendre cette affaire au tragique ? Ni Philippe ni ses contemporains ne la prenaient ainsi. Il faut tous nos préjugés modernes sur l'importance d'une vie humaine pour voir un tel crime dans un acte qui, au xvi^e siècle, était chose banale et même permise. Nous avons constaté naguère que l'ami et partisan de Pérez, le marquis de Hérédia, — comme, sans doute, la plupart des hobereaux aragonais — s'arrogeait le droit de faire étrangler ses vassaux, s'il le jugeait convenable, et que le duc de Villahermosa avait déshérité, dans son testament, celui de ses descendants qui renoncerait à ce précieux privilège. Dans les querelles qui touchaient à l'honneur, il était admis qu'on pouvait se faire justice à soi-même, surtout quand il y avait inégalité de condition entre l'offensé et l'offenseur. Pour des vengeances personnelles, auxquelles on ne voulait pas mêler la justice, on employait le plus simplement du monde, des assassins à gages : les bravi napolitains de la Princesse d'Éboli n'étaient nullement une exception. Vengeance d'honneur, vengeance de femme, tout cela autorisait le recours à des professionnels du meurtre. Et c'est sans doute une des raisons pour lesquelles Philippe II parut si peu surpris de l'assassinat de son secrétaire Escovedo. Dans le Madrid d'alors, c'était un événement assez ordinaire, un fait-divers banal... »

Ces arguments seraient peut-être plausibles, s'il s'agissait de tout autre que lui. De ce qu'il ne s'étonnait point d'un tel meurtre, de ce qu'il ne fût point surpris que d'autres l'eussent commis, en résulte-t-il qu'il n'eût pas hésité à le commettre lui-même? Cet homme, pour qui le Décalogue était chose sacrée, qui avait dû méditer maintes fois sur le commandement formel et sans restriction : « Tu ne tueras point! » — cet homme était-il capable d'un tel crime? Nous qui sommes persuadés que Philippe fut un grand chrétien, il ne nous suffit pas de savoir qu'il n'y a aucune preuve contre lui : il faut encore que nous soyons bien assurés qu'*étant ce qu'il était, il n'a pas pu tuer Escovedo.*

Il importe d'insister sur ce point, parce que certains historiens ont essayé de nous démontrer le contraire. Mignet, par exemple, est convaincu que Philippe II avait dû trouver dans la casuistique religieuse de son temps d'excellentes raisons pour justifier son crime et tranquilliser sa conscience. Il en voit la preuve dans une lettre de son confesseur, le Père Diego de Chaves, lettre adressée à Pérez et que celui-ci a publiée dans ses Relations. Ce religieux aurait écrit à Pérez, pour le disculper à ses propres yeux d'avoir assassiné Escovedo par procuration : « D'après mon opinion sur les lois, dit le confesseur, le prince séculier qui a puissance sur la vie de ses subordonnés et

sujets, de même qu'il peut la leur ôter pour juste cause et par jugement en forme, peut aussi le faire sans tout cela, puisque le surplus des formes et toute la suite d'un procès ne sont rien, comme lois, pour lui qui peut en dispenser. Il n'y a, dès lors, pas faute de la part d'un sujet, qui, par ordre souverain, donne la mort à un autre sujet : on doit croire que le prince a donné cet ordre pour une juste cause, ainsi que le droit présume toujours qu'il y en a une dans toutes les actions du souverain... »

Tout cela est bel et bien. Mais c'est Pérez qui produit cette lettre. L'a-t-il citée textuellement ? A-t-elle même été réellement écrite ? Notons que le P. de Chaves était mort, lorsque Pérez l'a publiée et que nous avons de bonnes raisons pour nous défier de ses procédés d'apologétique. Le plus beau de l'affaire c'est que Mignet qui reproduit, les yeux fermés, cette citation, a, comme par hasard, sauté dans sa traduction deux mots très importants : « *Con testigos*, avec témoins ». Le Prince, se dispensant des formes ordinaires de la justice, ne peut néanmoins se dispenser de témoins pour le châtiment du criminel. Or, il n'y a pas eu de témoins pour le meurtre d'Escovedo, sinon les assassins eux-mêmes.

Voyons plutôt comment Philippe a procédé dans un cas analogue : l'exécution du baron de Montigny, convaincu de haute trahison. Entre

parenthèse, je doute fort qu'elle se soit passée comme on nous la raconte. Mais prenons le récit tel quel. Montigny est condamné par le Conseil d'État et il est exécuté régulièrement, quoi qu'en secret, par la main du bourreau. Certains conseillers avaient proposé de le faire mourir d'un poison lent. Le Roi s'y refusa, parce que, disait-il, ce ne serait pas une mort juridique et que le coupable ne saurait point qu'il est condamné. On lui donna un confesseur, on lui laissa le temps de se préparer à la mort. Par dessus tout, on voulait éviter de le pousser au suicide. Le grand souci de Philippe, c'est l'âme du condamné.

Il est facile de voir là un beau trait de tartuferie et de le tourner en ridicule. Mais on s'expose ainsi à ne rien comprendre aux mobiles qui ont gouverné toute sa conduite. Pour Philippe, c'est une chose très grave que de pousser un condamné au désespoir. Il ne veut pas être responsable de la damnation d'un criminel, il ne veut pas en charger sa conscience. De par son autorité souveraine ici-bas, il est fait pour donner à Dieu le plus d'âmes qu'il lui sera possible. A la veille de la bataille de Lépante, un de ses grands soucis est de procurer des aumônières non seulement à son frère, qui commande la flotte, mais à tous les combattants. Pour lui, ce n'est pas assez qu'un soldat soit brave, il faut encore qu'il assure son salut éternel. Et Philippe

se sent engagé en conscience à ne rien faire qui puisse compromettre ce salut.

Un homme qui pensait ainsi n'a pas pu ordonner l'assassinat d'Escovedo, surtout de la façon que l'on nous a dite. Le condamner, oui, mais devant témoins, après en avoir référé au Conseil. Le faire disparaître à petit bruit, oui encore, mais régulièrement, dans les formes (Philippe y tenait), par la main du bourreau, avec l'assistance du confesseur et muni des sacrements de l'Église. Au lieu de cela, Escovedo fut lâchement abattu au coin d'une borne, en pleine nuit, dans une petite rue tortueuse et, redisons-le, sans autres témoins que ses assassins. Philippe ne pouvait pas souscrire à ce meurtre clandestin, à ce brutal guet-à-pens. Il ne voulait pas se charger de la damnation d'Escovedo... Un historien contemporain des événements, qui avait été secrétaire de Philippe II et qui, par conséquent, le connaissait bien, Cabrera de Cordoba nous raconte que, Pérez étant détenu à Saragosse, on proposa au Roi de l'assassiner et que le Roi refusa par scrupules de chrétien, *por cristiandad*. De toute évidence, les mêmes scrupules qui lui interdisaient de faire assassiner le traître Pérez avaient dû lui interdire, quelques années auparavant, de faire assassiner Escovedo, traître lui aussi, ou présumé tel.

Ainsi l'absence de preuves contre Philippe II se fortifie, pour nous, de cette assurance *qu'il*

n'a pas pu chrétiennement ordonner un tel meurtre. Et, à côté de ces raisons d'ordre religieux ou moral, il y en avait une foule d'autres que nous avons exposées plus haut et qui rendent cette culpabilité de plus en plus invraisemblable.



Voilà un point capital acquis ! Mais cette affaire a encore l'avantage de nous permettre de préciser certains traits, ou d'éclairer certains aspects mal connus, du caractère de Philippe.

Nous savions de longue date combien cet homme, si maître de lui, se rendait esclave de la raison d'État. Le service du public, le service de Dieu doivent, à ses yeux, passer avant toutes choses. Le Prince y doit sacrifier ses vues et ses idées personnelles, ses goûts et ses sentiments particuliers, ses affections les plus chères. Dans toute la suite de cette histoire, cette abnégation souveraine s'affirme avec une netteté singulière. Philippe a tous les motifs du monde d'en vouloir à Pérez comme à la Princesse d'Éboli : motifs personnels, motifs d'ordre public. Il devrait même châtier comme il convient leurs crimes et leurs trahisons. Et, au risque d'être accusé de complaisance pour les coupables et même de complicité, il contient ses ressentiments et il suspend la juste vindicte des lois,

parce qu'il est convaincu que cela importe au service de l'État et au bien public.

Et, d'autre part, chez ce monarque absolu, qu'on nous représente comme un affreux tyran, un respect méticuleux de la légalité. Au cours des divers procès intentés à Pérez devant le Tribunal suprême d'Aragon, il semble n'avoir qu'une préoccupation : celle de ne pas violer les *fueros*. Trouver un biais pour faire condamner Pérez, — qui, d'ailleurs, l'a cent fois mérité, — sans toucher aux privilèges du royaume aragonais : tel est le mot d'ordre donné aux fonctionnaires royaux. On peut voir là un respect intéressé et tout simplement la crainte d'exciter des troubles difficiles à réprimer. C'est bien possible. Mais cette méthode régulière et pacifique, ce parti-pris de conciliation et d'apaisement, tout cela est dans les habitudes et dans le caractère du Roi. Il est persuadé que tout s'arrange avec le temps et, suivant une formule, dont on a beaucoup abusé chez nous, il y a quelques années, — que le temps travaille pour lui. Le triomphe de l'adversaire ne l'éblouit pas : il aime mieux laisser l'ennemi s'affaiblir peu à peu dans sa propre victoire que de lui courir sus, en risquant le gros de ses forces. Au fond, cet homme intransigeant et impitoyable était un doux, qui n'employait la violence qu'à la dernière extrémité, qui ne recourait à la sévérité qu'à contre-cœur. La façon dont il a pro-

cédé à l'égard de Pérez et de sa maîtresse en est une nouvelle preuve ! Il peut parler à bon droit de sa modération et même de sa douceur à leur égard.

Pendant des mois, il a feint de ne pas remarquer les insolences, l'insubordination, les menaces mêmes de la Princesse d'Éboli. Il a essayé de cacher ses relations scandaleuses et, quand elle a été accusée d'un meurtre par la voix publique, il a tout fait pour la sauver ! C'est seulement quand elle devient un véritable danger public, divisant la cour et la ville en deux factions enragées, menaçant de faire poignarder tel et tel, qu'il se décide à ordonner son arrestation et à la mettre dans l'impossibilité de commettre de nouveaux crimes... Pareille mansuétude à l'égard de Pérez, qui, très probablement, l'a trahi avec les Flamands, qui, en tout cas, a trafiqué de ses fonctions, qui a révélé les secrets du Conseil d'Etat, qui a falsifié des dépêches de la dernière importance, qui lui a inspiré de faux soupçons contre son frère, et qui peut-être a empoisonné celui-ci ; qu'on accuse enfin de toute une série de crimes, à commencer par le meurtre avoué d'Escovedo, en passant par l'empoisonnement de l'astrologue Pedro de la Era et de l'écuyer Rodrigo Morgado, pour finir par l'assassinat clandestin de ses complices, les Insausti et les Miguel Bosque... Et, tout d'abord, le Roi se borne à le

faire mettre aux arrêts dans la maison d'un alcade, puis dans la sienne propre, — et cela, après avoir hésité pendant près de deux ans. Ce n'est que devant l'imminence de révélations scandaleuses sur Pérez, — révélations qui peuvent l'atteindre lui-même, — qu'il le laisse condamner à deux ans de forteresse. Et finalement, lorsque Pérez ose accuser son souverain de complicité avec lui, après s'être reconnu l'auteur de l'assassinat d'Escovedo, c'est seulement alors que Philippe souscrit à la peine capitale pour l'assassin.

Mais, cette résolution une fois prise, il s'y est tenu avec une obstination inlassable et inébranlable. Nous connaissions sa lenteur à se décider, sa temporisation réduite en système et souvent due à des scrupules de conscience. Ici, c'est un beau cas, un cas extraordinaire de cette maladie du scrupule, dont il a constamment souffert, surtout à la fin de sa vie. Nous avons vu pourquoi Philippe a tant hésité à frapper Pérez. Avant d'en venir là, il a longuement réfléchi, calculé les conséquences probables de son acte ; il s'est confessé, a communiqué, a demandé à Dieu de l'éclairer. Enfin, il a réussi à éliminer tous ses doutes sur ses devoirs de justicier suprême. Mais la résolution une fois prise, il s'y obstine d'autant plus qu'elle lui a plus coûté. Cet irrésolu et ce pacifique devient un acharné et un impitoyable. En ce qui concerne Pérez, il

avait peut-être une raison spéciale de persévérer dans la voie de la rigueur, où, d'abord, il ne s'était engagé qu'avec répugnance. Notons qu'il n'a réellement sévi contre lui qu'après le fameux désastre de l'Armada. C'est seulement à partir de 1589 que l'affaire entre dans une phase critique et réellement décisive. Que s'était-il passé? Nous savons que Philippe avait été profondément frappé et comme atterré par sa défaite. Après avoir organisé cette formidable entreprise avec tant de soin, après avoir tant prié et fait prier pour son succès, après avoir en quelque sorte confondu sa cause avec celle de Dieu, voici qu'il était vaincu misérablement! Quel lamentable aboutissement d'un tel effort! Qu'avait-il donc commis pour être ainsi châtié? Car il se persuadait que cette défaite était, pour lui, un châtement. Alors, il devait s'amender, s'examiner plus rigoureusement sur ses devoirs de souverain et de justicier. Il est très vraisemblable que, dans ce moment de détresse et d'abattement, Philippe se soit reproché trop d'indulgence à l'égard de Pérez, — ce Pérez allié des hérétiques de France, qui allait bientôt pactiser ouvertement avec le Béarnais et avec Élisabeth d'Angleterre! Désormais, il va se croire obligé en conscience de redoubler de sévérité contre ce criminel et cet ennemi de la Foi.

Sans doute, on n'a aucune preuve du fait.

Mais la coïncidence n'en est pas moins frappante. Philippe, depuis longtemps, savait à quoi s'en tenir sur Pérez : il était instruit de tous ses délits et de tous les crimes dont on l'accusait. Et cependant, c'est seulement à partir de 89 qu'il s'acharne à le faire condamner et qu'il devient impitoyable dans ses poursuites



Il devient impitoyable, non pas seulement, parce que Pérez l'a blessé dans ses sentiments les plus intimes et les plus délicats ; parce qu'il a trompé sa confiance, pour ne pas dire son affection, parce qu'il a porté atteinte à l'honneur d'un homme qu'il aimait et qui l'avait bien servi, comme Ruy Gomez de Silva, — mais parce qu'il contredit toute sa ligne de conduite politique, parce qu'il est l'ennemi des idées et des principes qui lui tiennent le plus au cœur.

Par son alliance avec la princesse d'Éboli, en contribuant à faire de sa maison un foyer d'intrigues, il a flatté le vieil esprit féodaliste, que Philippe, comme son père, n'a jamais cessé de combattre. Prisonnier à Saragosse, il a réchauffé le particularisme aragonais ; il a entraîné les hobereaux à prendre sa défense ; il a même su intéresser le populaire à sa cause. Il lui a fait lire des pasquins séditieux et il lui a appris à

crier : « Vive la liberté ! » Chose dure aux oreilles d'un monarque absolu. Mais surtout il a commis, aux yeux de Philippe, le plus grand de tous les crimes : celui de se solidariser avec l'hérésie. Il a trahi la bonne cause au profit des Flamands et des Hollandais révoltés, tous huguenots ou sur le point de le devenir. Il se vante de se retirer à Genève, où fonctionne, dit-il, un gouvernement modèle, dont il fait l'éloge. Il se livre à des tractations secrètes avec Henri de Bourbon, hérétique et apostat, et il complotte de se réfugier à la petite cour huguenote de Pau, auprès de la propre sœur du Béarnais. Philippe est convaincu que le triomphe du Béarnais, c'est la fin du catholicisme en France, et l'Espagne plus exposée que jamais à la contagion de l'hérésie. C'est la chrétienté déchirée, achevant de se défaire dans les convulsions d'une anarchie irrémédiable, tandis que l'Islam, grâce à l'esprit guerrier de l'Ottoman, redevient un danger pour toute l'Europe occidentale. Or ce danger subsiste toujours au cœur même de l'Espagne. Les Morisques n'ont pas renoncé à reconquérir leur indépendance et la liberté de leur foi. Et voici que précisément l'esprit de révolte que Pérez a soufflé à travers tout l'Aragon va gagner ces vaincus eux-mêmes.

Il faut lire les instructions très précises que Philippe a données à son commissaire en Aragon, le marquis de Lombay, pour se rendre

compte du danger. De ce document, il ressort avec la plus grande netteté que les Morisques restaient toujours redoutables pour la monarchie espagnole et que, dans le Nord de la Péninsule, ils étaient beaucoup plus nombreux qu'on ne le croit. La plupart des seigneurs aragonais avaient sur leurs domaines des populations entières de fellahs musulmans, sans doute déportés d'Andalousie, après la révolte des Alpujarras. Au plus fort de la rébellion aragonaise, Philippe put craindre que le mouvement entraînant ces Morisques mal convertis et toujours frémissants sous le joug chrétien. Les partisans de Pérez parcouraient les villages habités par ces fellahs en leur disant que le Roi voulait les désarmer et les opprimer plus rigoureusement. Philippe ordonne à ses agents de démentir ces bruits tendancieux et pernicious. Mais, pendant quelque temps, il appréhenda les pires excès.

Tout cela explique les sévérités auxquelles il finit par se résoudre contre son ancien secrétaire. Cet homme qui pactisait avec les hobeaux, les huguenots et les musulmans, lui représentait la suprême abomination. Cet empoisonneur et cet assassin, qu'on accusait de magie et de conjurations diaboliques, devait prendre, dans son imagination, une figure d'Antéchrist. C'était non seulement un ennemi public l'ennemi de son prince et de son pays, mais l'ennemi de la Chrétienté et de Dieu lui-même...



Telles sont les raisons qui expliquent l'obstination de Philippe à châtier Pérez, bien que ce châtiment, si longuement différé et finalement si terrible, puisse nous paraître excessif. Dans cette affaire, la justice et la raison étaient du côté du Roi.

Mais il faut tout dire : par ses lenteurs, ses hésitations, les contradictions apparentes de son attitude à l'égard de Pérez, enfin par le caractère inexorable de ses rigueurs finales, il s'est donné l'air de poursuivre une vengeance personnelle. Et, par son dédain de l'opinion publique, le secret dont il a voulu envelopper toute l'affaire, il a réussi à rendre le condamné sympathique. La ruine de Pérez et sa longue captivité, — si adoucie qu'elle ait pu être — ont ému les cœurs sensibles. Les moines de l'Escorial eux-mêmes et, en particulier, le P. de Sépulvéda, compatissent à cette grande infortune, sans se rendre compte que Pérez, même déchu de ses honneurs, même prisonnier, était toujours une puissance, un homme dangereux qui pouvait faire beaucoup de mal à l'État. Nous, modernes, ce qui nous choque peut-être le plus dans la conduite de Philippe, au cours de cette affaire, c'est cette dissimulation, qui pouvait bien être une vertu royale, mais qui, à de cer-

tains moments, chez lui, tend à se confondre avec la simple hypocrisie. Nous avons beau savoir les procédés tortueux de la politique du xvi^e siècle, nous estimons qu'il use vraiment trop des voies obliques. Et nous avons beau nous dire qu'il n'avait pas d'autre moyen de faire condamner Pérez que de le livrer à l'Inquisition, nous blâmons un tel artifice de procédure. Et, tout en reconnaissant que Pérez, aux yeux du Saint-Office était évidemment coupable, en raison de ses relations avec des chefs hérétiques, nous ne pouvons pas admettre la louche sophistique qui tend à le faire passer comme coupable lui-même d'hérésie.

Il y a là, un manque de droiture, de franchise, qui produit une impression pénible. Surtout, c'est le manque de vigueur et d'audace dans la répression, qui nous laisse un sentiment désagréable. Nous trouvons que cela n'est pas brave, que cela n'est pas chevaleresque, peut-être aussi que cela manque de panache. Nous voudrions contre le coupable un acte plus direct, plus honorable pour le Roi, plus glorieux ; sinon un beau geste, ou un geste d'héroïsme, du moins un acte d'énergie, quelque chose enfin de plus viril.

Mais justement ce serait mal connaître Philippe que de lui reprocher cela. Lui, il n'est pas un chevalier. C'est un homme de bureau. Il est l'homme du papier beaucoup plus que de

l'épée. Il se défie même de l'épée et des hommes d'épée, des orgueilleux et des belliqueux : car c'est Dieu qui donne la victoire et non ces brutaux. Lui, il ne cherche qu'une chose : arriver à ses fins avec la moindre dépense de vies humaines, d'argent et d'efforts, — à force de prudence, de réflexion et aussi de ruse, la ruse nécessaire pour faire échec à celle de l'ennemi. Désarmer les haines, user les résistances, à force de patience et d'obstination ; ne recourir à la violence qu'après avoir épuisé tous les autres moyens : telle est sa ligne de conduite habituelle. Et encore réproouve-t-il les excès de ses lieutenants. Il trouve toujours qu'ils exagèrent, qu'ils le compromettent, qu'ils vont trop de l'avant, aussi bien son frère, Don Juan d'Autriche, que le duc d'Albe, ou le marquis de Santa Cruz. Ah ! non ! il n'aime pas le panache ! Il ne cherche pas à briller par lui-même. Sa gloire n'est rien : il n'a en vue que celle de Dieu. Tel il s'est manifesté à nous dans son Escorial, assis dans une stalle du chœur, sans épée ni chapeau, en simple robe et en bonnet « comme un médecin », priant, épaulé contre épaulé, avec ses moines, tel nous le retrouvons à sa table de travail. L'humilité du moine a marqué la politique du Roi. A cet homme qui vit dans l'absolu, peu importent les satisfactions de la vanité. Qu'est-ce que cela lui fait de compromettre sa réputation, de perdre même sa couronne, si Dieu triomphe à

ce prix ! L'Espagne peut bien mourir : quel sort plus enviable, puisque c'est pour la victoire de la Foi!...

Et, par un phénomène assez fréquent, surtout en ce xvi^e siècle, tout débordant d'énergies, ce citoyen de l'absolu est, en même temps, un terrien des plus pratiques et des plus positifs, qui sait les limites du possible et ce que l'on peut demander aux hommes. Comme sa contemporaine, la grande mystique d'Avila, la Mère Thérèse de Jésus, le fondateur de l'Escorial n'a voulu être, dans le monde, qu'un grand réalisateur.



Voilà donc tout ce qui reste de l'accusation portée contre Philippe II dans cette affaire d'Antonio Pérez : des faiblesses, des défaillances qui tiennent à son caractère, certains procédés peut-être aujourd'hui répréhensibles, mais qu'autorisaient la morale publique et la politique d'alors. Si l'on entreprenait le même examen pour tous les autres griefs qui pèsent sur sa mémoire, on aboutirait certainement au même résultat. Sur beaucoup de points l'opinion a été redressée déjà par des historiens et des critiques espagnols et même par des étrangers. Il appert que Philippe n'était point un si méchant homme. Sans doute il paraît difficile

de l'aimer : ce hautain et mystérieux personnage écarte toute familiarité. Et puis trop de contrariétés de mœurs et d'idées, trop de souvenirs atroces, nous éloignent de lui. Mais il impose le respect, et l'on peut, en toute tranquillité, admirer le souverain, comme le grand chrétien, qu'il a été

WORCESTER COUNTY
MASSACHUSETTS

TABLE

I. — Une ténébreuse affaire.....	9
II. — Catharsis, ou purgation préliminaire .	17
III. — Examen des documents.....	33
IV. — Les protagonistes du drame.....	49
V. — Les intrigues et les trahisons de Pérez.	69
VI. — L'assassinat d'Escovedo.....	93
VII. — L'arrestation de Pérez et de la princesse d'Eboli	129
VIII. — Les prisons et l'évasion de Pérez.....	159
IX. — Des prisons de Saragosse au tribunal de l'Inquisition.....	195
X. — Le bilan de l'affaire.....	227

WORCESTER COLLEGE

LIBRARY

THE LIGAN

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 26 JUIN 1929
PAR F. PAILLART A
ABBEVILLE (SOMME)

WASH. STATE
LIBRARY
CANCELED

